

A6684

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE EUROPÉENNE



Procès - verbal

de la

séance du

LUNDI 27 JUIN 1960



SESSION DE JUIN-JUILLET 1960

Library Copy

PV 14
Fr.

APE 4075

Présidence de M. FURLER, Président.

La séance est ouverte à 15 heures 10.

1. REPRISE DE LA SESSION -

M. le Président déclare reprise la session annuelle de l'Assemblée Parlementaire Européenne, qui avait été interrompue le 18 mai 1960.

2. RAPPORT A L'ASSEMBLEE CONSULTATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE -

M. le Président informe l'Assemblée que, dans sa réunion du 10 juin dernier, le Comité des Présidents a chargé M. KAPTEYN de rédiger, à l'intention de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe, le rapport sur l'activité de l'Assemblée Parlementaire Européenne pendant l'exercice 1960-1961.

3. MISSION D'ETUDE ET D'INFORMATION DANS LES PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER -

M. le Président informe l'Assemblée que la Délégation qui a accompli la mission d'étude et d'information dans les pays et territoires d'outre-mer, en exécution de la résolution du 31 mars dernier, s'est trouvée finalement composée comme suit :

MM. SCHEEL, MORO, KREYSSIG, BERNASCONI, DE BLOCK, GEIGER, van der GOES van NATERS, KOPF, LE HODEY, MARGULIES, PEDINI, PEYREFITTE et RAMIZASON.

4. DEPOT DE DOCUMENTS -

L'Assemblée prend acte du dépôt des documents suivants :

- Annexe VII au Huitième Rapport général sur l'activité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier : budget de la Communauté pour le 9ème exercice financier (Doc. N° 1-VII).

Ce document a été renvoyé à la commission de l'Administration de l'Assemblée Parlementaire Européenne et du budget des Communautés ;

- Lettre, en date du 9 juin 1960, de M. le Président et des Membres de la Commission de la Communauté Economique Européenne, transmettant le Troisième Rapport général de la Commission sur l'activité de cette Communauté du 21 mars 1959 au 15 mai 1960.

La lettre de transmission et le document annexé ont été imprimés sous le N° 41 (annexes I et II) et distribués, et les différentes parties de ce document renvoyées aux commissions compétentes.

La lettre de transmission précise que l'exposé sur la situation sociale de la Communauté, qui doit être joint au Rapport général, sera transmis à l'Assemblée dans le courant du mois de juillet.

L'Assemblée prend également acte du dépôt des documents suivants :

- Rapport de M. MARGULIES, au nom de la commission de l'Administration de l'Assemblée Parlementaire Européenne et du budget des Communautés, sur le projet d'état prévisionnel des dépenses administratives et des ressources de l'Assemblée Parlementaire Européenne pour l'exercice 1961 (Doc. N° 38) ;

- Rapport de M. DE BLOCK, au nom de la commission de la Recherche scientifique et technique et de la délégation chargée d'une mission d'étude et d'information dans certains instituts de recherche spécialisés dans le domaine de la sécurité et de l'hygiène du travail, sur les recherches scientifiques et techniques entreprises dans le cadre de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (Doc. N° 39) ;

- Rapport de M. GEIGER, au nom de la commission de la Recherche scientifique et technique, sur la structure de l'Université européenne et sur le rapport du Comité intérimaire (Doc. N° 40) ;

- Rapport de M. LEEMANS, au nom de la commission pour la politique énergétique, sur les problèmes de la coordination dans le domaine de la politique énergétique (Doc. N° 42) ;

- Rapport de M. BERTRAND, au nom de la commission des Affaires sociales, sur les mesures de réadaptation dans les charbonnages et la situation sociale des mineurs ainsi que sur certaines questions sociales qui sont traitées dans le Huitième Rapport général sur l'activité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (Doc. N° 43) ;

- Rapport de M. POHER, au nom de la commission du Marché intérieur de la Communauté, sur certaines questions actuelles du marché du charbon et de l'acier (Doc. N° 44) ;

- Rapport de M. KREYSSIG, au nom de la commission de l'Administration de l'Assemblée Parlementaire Européenne et du budget des Communautés, sur des questions budgétaires et financières de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (Doc. N° 45) ;

- Rapport de M. JANSSENS, au nom de la commission des questions juridiques, du règlement et des immunités, sur la publicité à donner aux pétitions (article 45 du règlement de l'Assemblée Parlementaire Européenne) (Doc. N° 46) ;

- Rapport de M. ESTEVE, au nom de la commission des questions juridiques, du règlement et des immunités, sur la proposition de résolution tendant à compléter le titre de la commission de la Recherche scientifique et technique (Doc. N° 47) ;

- Proposition de résolution de M. BATTAGLIA relative aux moyens à mettre en oeuvre pour préparer l'opinion publique aux élections européennes (Doc. N° 48).

La proposition de résolution est renvoyée à la commission des Affaires politiques et des questions institutionnelles.

5. ORDRE DES TRAVAUX -

Sur proposition du Comité des Présidents, l'Assemblée fixe comme suit l'ordre de ses travaux :

Cet après-midi,

de 15 heures à 19 heures
et éventuellement le soir :

- Présentation et discussion du rapport de M. POHER sur les problèmes actuels du marché du charbon et de l'acier (Doc. N° 44),
- Présentation et discussion du rapport de M. BERTRAND sur les problèmes sociaux évoqués dans le Huitième Rapport général sur l'activité de la C.E.C.A. (Doc. N° 43) ,
- Présentation et discussion du rapport de M. GAILLY sur les problèmes de sécurité dans les mines de houille (Doc. N° 28).

M. le Président informe l'Assemblée que le Vice-Président de la Haute Autorité, M. SPIERENBURG, suppléant M. le Président MALVESTITI qui, pour des raisons de santé, ne peut assister à la présente session, fera, au début de la séance, une communication relative au Huitième Rapport général de la C.E.C.A.

Mardi 28 juin,

matin :

- Réservé aux réunions des commissions, notamment à celle de la commission des Affaires politiques et des questions institutionnelles, et aux réunions des groupes politiques.

11 heures à 13 heures :

- Suite et fin de l'ordre du jour de lundi.

15 heures à 16 heures :

- Présentation par M. le Président HALLSTEIN du Troisième Rapport général de la Commission de la C.E.E. sur l'activité de la Communauté (Doc. 41-I/II).

16 heures à 19 heureset éventuellement le soir :

- Déclaration de M. van der SCHUEREN, Président en exercice du Conseil Spécial de Ministres de la C.E.C.A. ;
- Présentation et discussion des rapports :
 - de M. DE BLOCK, sur les recherches scientifiques et techniques entreprises dans le cadre de la C.E.C.A. (Doc. N° 39),
 - de M. BERTRAND, sur la sécurité et l'hygiène du travail (Doc. N° 29) ;
- Présentation, discussion et vote du rapport de M. MARGULIES, sur l'état prévisionnel des dépenses et des ressources de l'Assemblée Parlementaire Européenne pour l'exercice 1961 (Doc. N° 38) ;
- Présentation et discussion du rapport de M. KREYSSIG, sur les questions budgétaires et financières de la C.E.C.A. (Doc. N° 45) ;
- Présentation, discussion et vote du rapport de M. JANSSENS, sur la publicité à donner aux pétitions (art. 45 du Règlement) (Doc. N° 46) ;
- Présentation, discussion et vote du rapport de M. ESTEVE, sur la proposition de résolution tendant à compléter le titre de la commission de la Recherche scientifique et technique (Doc. N° 47).

Mercredi 29 juin9 heures 30 à 13 heures et 15 heures à 18 heures 30 :

- Présentation et discussion du rapport de M. LEEMANS, sur les problèmes de la coordination dans le domaine de la politique énergétique (Doc. N° 42).

Jeudi 30 juinmatin :

- Réserve aux réunions des groupes politiques.

11 heures 30 :

- Réunion du Comité des Présidents.

15 heures à 19 heures :

- Discussion générale du Troisième Rapport général de la Commission de la C.E.E. ;
- Eventuellement, présentation et discussion d'un rapport de la commission des Affaires politiques et des questions institutionnelles sur la suite à donner à la résolution du 15 janvier 1960 (District européen et siège de l'Assemblée).

Vendredi 1er juilletà partir de 10 heures :

- Présentation, discussion et vote du rapport de M. GEIGER, sur la structure de l'Université européenne et sur le rapport du Comité intérimaire (Doc. N° 40) ;
- Vote des propositions de résolution.

6. DISTRICT EUROPEEN ET SIEGE DE L'ASSEMBLEE -

M. le Président fait une communication sur la suite donnée à la question du district européen et du siège de l'Assemblée Parlementaire Européenne.

L'Assemblée décide de renvoyer à la commission des Affaires politiques et des questions institutionnelles :

- la déclaration faite sur ce sujet par M. SCHAUS, Président en exercice du Conseil de la C.E.E. ;
- le compte-rendu de la réunion tenue à Bruxelles, le 20 juin 1960, entre la Conférence des représentants des Gouvernements des Etats membres et une Délégation de l'Assemblée Parlementaire Européenne ;
- la présente communication de M. le Président.

7. ELECTION DE L'ASSEMBLEE AU SUFFRAGE UNIVERSEL DIRECT -

M. le Président fait une communication sur la suite donnée au projet de convention sur l'élection de l'Assemblée Parlementaire Européenne au suffrage universel direct, approuvé par l'Assemblée le 17 mai 1960.

8. ACTIVITE DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER -

M. SPIERENBURG, Vice-Président de la Haute Autorité, suppléant M. MALVESTITI, Président, fait, au nom de la Haute Autorité, une déclaration relative au Huitième Rapport général sur l'activité de la C.E.C.A.

9. MARCHE DU CHARBON ET DE L'ACIER -

Intervient M. TURANI, Président de la commission du Marché intérieur de la Communauté.

M. POHER présente le rapport, fait au nom de la commission, sur certaines questions actuelles du marché du charbon et de l'acier (Doc. N° 44).

Dans la discussion, interviennent MM. SPIERENBURG, Vice-Président de la Haute Autorité, KREYSSIG, au nom du groupe socialiste, BERTRAND, au nom du groupe démocrate-chrétien.

o o o

Présidence de M. FOHRMANN, Vice-Président.

Dans la suite de la discussion, interviennent MM. van der GOES van NATERS, POHER, rapporteur, van der GOES van NATERS, DERINGER, NEDERHORST, POHER, van der GOES van NATERS, POHER, PHILIPP, METZGER.

L'Assemblée décide, à la demande de la Haute Autorité, de reporter la réponse de celle-ci à la séance de demain.

10. PROBLEMES SOCIAUX DANS LES CHARBONNAGES -

M. BERTRAND présente le rapport, fait au nom de la commission des Affaires sociales, sur les mesures de réadaptation dans les charbonnages et la situation sociale des mineurs ainsi que sur certaines questions sociales qui sont traitées dans le Huitième Rapport général sur l'activité de la C.E.C.A. (Doc. N° 43).

Dans la discussion, interviennent MM. PENAZZATO, KRIER.

La suite de la discussion est renvoyée à la séance de demain.

11. ORDRE DU JOUR DE LA PROCHAINE SEANCE -

M. le Président rappelle à l'Assemblée que l'ordre du jour de la prochaine séance est ainsi établi :

Mardi 28 juin 1960,

Le matin :

de 11 à 13 heures : suite et fin de l'ordre du jour de cet après-midi.

L'après-midi :

de 15 à 16 heures : présentation du Troisième Rapport général de la Commission de la C.E.E.

de 16 à 19 heures et éventuellement le soir :

- Déclaration de M. van der SCHUEREN, Président en exercice du Conseil spécial de Ministres de la C.E.C.A. ;
- Présentation et discussion des rapports :
 - . de M. DE BLOCK sur les recherches scientifiques et techniques entreprises dans le cadre de la C.E.C.A. (Doc. 39) ;
 - . de M. BERTRAND sur les aspects humains et médicaux des recherches entreprises dans les pays de la Communauté en ce qui concerne la sécurité et l'hygiène du travail (Doc. 29) ;
- Présentation, discussion et vote du rapport de M. MARGULIES sur l'état prévisionnel des dépenses et des ressources de l'Assemblée Parlementaire Européenne pour l'exercice 1961 (Doc. 38) ;
- Présentation et discussion du rapport de M. KREYSSIG sur les questions budgétaires et financières de la C.E.C.A. (Doc. 45) ;
- Présentation, discussion et vote du rapport de M. JANSSENS sur la publicité à donner aux pétitions (Doc. 46) ;
- Présentation, discussion et vote du rapport de M. ESTEVE sur la proposition de résolution tendant à compléter le titre de la Commission de la recherche scientifique et technique (Doc. 47).

La séance est levée à 19 heures 35.

EUROPÄISCHES PARLAMENT
ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE EUROPÉENNE
ASSEMBLEA PARLAMENTARE EUROPEA
EUROPEES PARLEMENT

VERHANDLUNGEN

Ausführliche Sitzungsberichte

DÉBATS

Compte rendu in extenso des séances

DISCUSSIONI

Resoconto stenografico delle sedute

HANDELINGEN

Stenografisch verslag der vergaderingen

27. Juni 1960

•

27 juin 1960

N° 14

27 giugno 1960

•

27 juni 1960

Vorliegende Ausgabe enthält alle Interventionen in der vom Redner verwandten Sprache. Vollständige Ausgaben in den 4 Amtssprachen der Gemeinschaften werden später veröffentlicht.

Dans la présente édition, chaque intervention figure dans la langue utilisée par son auteur. Des éditions complètes dans les 4 langues officielles des Communautés seront publiées ultérieurement.

La presente edizione reca ogni intervento nella lingua usata dall'oratore. Le edizioni complete nelle 4 lingue ufficiali delle Comunità saranno pubblicate successivamente.

In deze publikatie is de tekst van het gesprokene in de door de sprekers gebruikte taal afgedrukt. De volledige uitgave in de vier officiële talen van de Gemeenschappen zal later verschijnen.

Library Copy

INHALT

<i>Wiederaufnahme der Sitzungsperiode</i>	703
<i>Entschuldigungen</i>	703
<i>Bericht an die Beratende Versammlung des Europarates</i>	703
<i>Studien- und Informationsreise in die über- seeischen Länder und Gebiete</i>	703
<i>Vorlage von Dokumenten</i>	704
<i>Arbeitsplan</i>	704
<i>Europäischer Distrikt und Sitz der Versammlung</i>	706
<i>Wahl des Europäischen Parlaments in allgemei- ner direkter Wahl</i>	707
<i>Tätigkeit der EGKS</i>	708
<i>Kohle- und Stahlmarkt</i>	711
<i>Soziale Probleme in der Kohlewirtschaft</i>	744
<i>Tagesordnung der nächsten Sitzung</i>	750

INDICE

<i>Ripresa della sessione</i>	703
<i>Giustificazioni di assenze</i>	703
<i>Relazione all'Assemblea Consultiva del Consiglio d'Europa</i>	703
<i>Missione di studio e d'informazione nei paesi e territori d'oltremare</i>	703
<i>Presentazione di documenti</i>	704
<i>Ordine dei lavori</i>	704
<i>Distretto europeo e sede dell'Assemblea</i>	706
<i>Elezione dell'Assemblea Parlamentare Europea a suffragio universale diretto</i>	707
<i>Attività della C.E.C.A.</i>	708
<i>Mercato del carbone e dell'acciaio</i>	711
<i>Problemi sociali nell'industria carboniera</i>	744
<i>Ordine del giorno della prossima seduta</i>	750

SOMMAIRE

<i>Reprise de la session</i>	703
<i>Excuses</i>	703
<i>Rapport à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe</i>	703
<i>Mission d'étude et d'information dans les pays et territoires d'outre-mer</i>	703
<i>Dépôt de documents</i>	704
<i>Ordre des travaux</i>	704
<i>District européen et siège de l'Assemblée</i>	706
<i>Élection de l'Assemblée parlementaire euro- péenne au suffrage universel direct</i>	707
<i>Activité de la C.E.C.A.</i>	708
<i>Marché du charbon et de l'acier</i>	711
<i>Problèmes sociaux dans les charbonnages</i>	744
<i>Ordre du jour de la prochaine séance</i>	750

INHOUD

<i>Hervatting van de zitting</i>	703
<i>Berichten van verhindering</i>	703
<i>Verslag aan de Raadgevende Vergadering van de Raad van Europa</i>	703
<i>Studie- en informatieopdracht in de landen en gebieden overzee</i>	703
<i>Indiening van documenten</i>	704
<i>Regeling van de werkzaamheden</i>	704
<i>Europees District en Zetel van het Parlement</i> ..	706
<i>Verkiezing van het Europese Parlement door middel van rechtstreekse algemene verkie- zingen</i>	707
<i>Werkzaamheden van de E.G.K.S.</i>	708
<i>Kolen- en staalmarkt</i>	711
<i>Sociale problemen in de kolennijverheid</i>	744
<i>Agenda van de volgende vergadering</i>	750

SITZUNG AM MONTAG, 27. JUNI 1960

SÉANCE DU LUNDI 27 JUIN 1960

SEDUTA DI LUNEDI' 27 GIUGNO 1960

VERGADERING VAN MAANDAG, 27 JUNI 1960

VORSITZ

PRÉSIDENT DE LA SÉANCE

PRESIDENTE DELLA SEDUTA

VOORZITTER VAN DE VERGADERING

HERR FURLER

(Die Sitzung wird um 15.10 Uhr eröffnet.)

(La séance est ouverte à 15 h 10.)

(La seduta ha inizio alle 15,10)

(De vergadering wordt om 15.10 uur geopend.)

Der Präsident. — Die Sitzung ist eröffnet.

Wiederaufnahme der Sitzungsperiode

Reprise de la session

Ripresa della sessione

Hervatting van de zitting

Der Präsident. — Ich erkläre zugleich die jährliche Sitzungsperiode des Europäischen Parlaments, die am 18. Mai dieses Jahres unterbrochen wurde, für wiederaufgenommen.

Entschuldigungen

Excuses

Giustificazioni di assenze

Berichten van verhindering

Der Präsident. — Folgende Mitglieder unseres Parlaments haben erklärt, dass sie bedauern, an den Sitzungen der ganzen Sitzungsperiode nicht teilnehmen zu können: Janssens, Bohy,

Deist, Restagno, Ramizason, Motz, Martino, Starke und Storti.

Bericht an die Beratende Versammlung des Europarates

Rapport à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe

Relazione all'Assemblea Consultiva del Consiglio d'Europa

Verslag aan de Raadgevende Vergadering van de Raad van Europa

Der Präsident. — Ich teile dem Parlament mit, dass der Präsidialausschuss in seiner Sitzung vom 10. Juni Herrn Kapteyn mit der Abfassung des Berichts über die Tätigkeit des Europäischen Parlaments im Rechnungsjahr 1960-1961 an die Beratende Versammlung des Europarats beauftragt hat. Es handelt sich um das Thema des Berichts, der vorgestern und am Freitag der vorigen Woche Gegenstand der Beratungen der diesjährigen gemeinsamen Tagung der Beratenden Versammlung des Europarates und des Europäischen Parlaments war.

Studien- und Informationsreise in die überseeischen Länder und Gebiete

Mission d'étude et d'information dans les pays et territoires d'outre-mer

Missione di studio e d'informazione nei paesi e territori d'oltremare

Studie- en informatieopdracht in de landen en gebieden overzee

Der Präsident. — Ferner darf ich bekanntgeben, dass die Delegation, die gemäss der Entschliessung vom 31. März die Studienreise nach den überseeischen Gebieten unternommen

hat, sich nach verschiedenen Aussprachen schliesslich aus folgenden Herren zusammensetzte : Scheel — als Vorsitzender des Ausschusses für Fragen der Assoziation der überseeischen Länder und Gebiete —, Moro, Kreyssig, Bernasconi, De Block, Geiger, van der Goes van Naters, Kopf, le Hodey, Margulies, Pedini, Peyrefitte und Ramizason.

Vorlage von Dokumenten

Dépôt de documents

Presentazione di documenti

Indiening van documenten

Der Präsident. — Ich habe noch eine Reihe formeller Mitteilungen zu geben. Ich erhielt den Haushalt der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl für das 9. Rechnungsjahr als Anlage zum Achten Gesamtbericht der Hohen Behörde.

Dieses Dokument wurde unter Nr. 1 — Anlage VII — gedruckt und verteilt und an den Ausschuss für Verwaltungsfragen des Europäischen Parlaments und Haushaltsfragen der Gemeinschaften überwiesen.

Ferner erhielt ich vom Präsidenten und von den Mitgliedern der EWG-Kommission den Dritten Gesamtbericht der Kommission vom 9. Juni über die Tätigkeit der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft vom 21. März 1959 bis 15. Mai 1960.

Das Übermittlungsschreiben und das beige-fügte Dokument wurden unter Nr. 41 — Anlagen I und II — gedruckt und verteilt.

Die einzelnen Abschnitte dieses Dokuments wurden an die zuständigen Ausschüsse überwiesen.

In dem Übermittlungsschreiben wird erklärt, dass das Exposé über die soziale Lage der Gemeinschaft, das dem Gesamtbericht beizufügen ist, dem Parlament im Laufe des Monats Juli vorgelegt wird.

Von den verschiedenen parlamentarischen Ausschüssen habe ich folgende Berichte erhalten :

- von Herrn Margulies : über den Entwurf des Voranschlags der Verwaltungsausgaben und Einnahmen des Europäischen Parlaments für 1961,

- von Herrn De Block : über die wissenschaftlichen und technischen Forschungen im Rahmen der EGKS,

- von Herrn Geiger : über den Aufbau der Europäischen Universität,

- von Herrn Leemans : über die Koordinierung der Energiewirtschaftspolitik,

- von Herrn Bertrand : über die Anpassungsmassnahmen im Kohlenbergbau sowie über einige soziale Probleme, die im Achten Gesamtbericht der EGKS angeführt werden,

- von Herrn Poher : über aktuelle Fragen des Kohle- und Stahlmarktes,

- von Herrn Kreyssig : über Haushalts- und Finanzfragen der EGKS,

- von Herrn Janssens : über die Veröffentlichung der Petitionen,

- von Herrn Estève : über den Namen des Ausschusses für Fragen der wissenschaftlichen Forschung.

Diese Berichte wurden oder werden unter Nr. 28 bis 40 und 42 bis 47 gedruckt und verteilt. Sie liegen also noch nicht vollständig vor, werden uns aber zur Verfügung stehen, wenn die Aussprache über die Berichte beginnt.

Schliesslich erhielt ich von Herrn Battaglia einen Entschliessungsantrag bezüglich der Vorbereitung der Öffentlichkeit auf die Europäischen Wahlen.

Dieses Dokument wurde unter Nr. 48 gedruckt und verteilt und wird, falls kein Einwand erhoben wird, an den Ausschuss für politische Angelegenheiten und institutionelle Fragen überwiesen. (*Zustimmung*).

Arbeitsplan

Ordre des travaux

Ordine dei lavori

Regeling van de werkzaamheden

Der Präsident. — Nun habe ich Ihnen den Vorschlag des Präsidialausschusses über die Gestaltung der Tagesordnung unserer gegenwärtigen Sitzung bekanntzugeben. Der Präsidialausschuss schlägt Ihnen vor, heute nachmittag zunächst zu bearbeiten :

- Vorlage und Beratung des Berichts von Herrn Poher über aktuelle Fragen des Kohle- und Stahlmarktes;
- Vorlage und Beratung des Berichts von Herrn Bertrand über die Anpassungsmassnahmen im Kohlenbergbau im allgemeinen sowie über einige soziale Probleme, die im Achten Gesamtbericht über die Tätigkeit der EGKS angeführt werden;
- Vorlage und Beratung des Berichts von Herrn Gailly über die Betriebssicherheit im Steinkohlenbergbau.

Ich darf darauf hinweisen, dass der Vizepräsident der Hohen Behörde, Herr Spierenburg, in Vertretung von Herrn Präsident Malvestiti, der aus Gesundheitsgründen an unserer heutigen Sitzung nicht teilnehmen kann, zu Beginn dieser Sitzung, nachdem ich einige Erklärungen abgegeben habe, eine Darlegung zum Achten Gesamtbericht der EGKS geben wird.

Dienstag, 28. Juni, vormittags :

- Hier sind Ausschusssitzungen, insbesondere eine Sitzung des Politischen Ausschusses, vorgesehen.

11.00 bis 13.00 Uhr :

- Fortsetzung und Schluss der heutigen Debatte über die drei Berichte, die uns heute nachmittag vorgelegt werden.

15.00 bis 16.00 Uhr :

- Vorlage des Dritten Gesamtberichts der EWG-Kommission über die Tätigkeit der Gemeinschaft.

16.00 bis 19.00 Uhr und eventuell abends :

- Erklärung von Herrn van der Scheuren, amtierender Präsident des Besonderen Ministerrates;

- Vorlage und Beratung der Berichte von Herrn De Block über die wissenschaftlichen und technischen Forschungen im Rahmen der EGKS

und Herrn Bertrand über die Forschungen über Betriebssicherheit und Arbeitshygiene;

- Vorlage und Beratung des Berichts von Herrn Margulies über den Entwurf des Vorschlags der Verwaltungsausgaben und Einnahmen des Europäischen Parlaments für das Rechnungsjahr 1961 sowie Abstimmung darüber;

- Vorlage und Beratung des Berichts von Herrn Kreyssig über Haushalts- und Finanzfragen der EGKS;

- Vorlage und Beratung des Berichts von Herrn Janssens über die Veröffentlichung der Petitionen — Artikel 45 der Geschäftsordnung — sowie Abstimmung darüber;

- Vorlage und Beratung des Berichts von Herrn Estève über den Entschliessungsantrag, den Namen des Ausschusses für Fragen der wissenschaftlichen Forschung zu vervollständigen, sowie Abstimmung darüber.

Mittwoch, 29. Juni, 9.30 bis 13.00 Uhr und 15.00 bis 18.30 Uhr :

- Vorlage und Beratung des Berichts von Herrn Leemans über die Koordinierung der Energiewirtschaftspolitik.

Donnerstag, 30. Juni, vormittags :

- Hier sind Fraktionssitzungen vorgesehen.

11.30 Uhr :

- Sitzung des Präsidialausschusses.

15.00 bis 19.00 Uhr :

- Allgemeine Aussprache über den Dritten Gesamtbericht der EWG-Kommission, der am Dienstag nachmittag durch Herrn Präsident Hallstein gegeben werden wird;

- Eventuell Vorlage und Beratung eines Berichts des Politischen Ausschusses über die Weiterbehandlung der Entschliessung vom 15. Januar 1960 — Europäischer Distrikt und Sitz des Parlaments —.

Freitag, 1. Juli, ab 10.00 Uhr :

- Vorlage und Beratung des Berichts von Herrn Geiger über den Aufbau der Europäischen Universität sowie Abstimmung darüber;

- Abstimmung über die Entschliessungsanträge.

Es ist beabsichtigt, die Sitzungsperiode am Freitag zu beenden.

Erhebt sich gegen diesen Vorschlag des Präsidialausschusses über die Gestaltung unserer Tagesordnung Widerspruch? — Das ist nicht der Fall; der Vorschlag ist angenommen.

*Europäischer Distrikt und Sitz
der Versammlung*

District européen et siège de l'Assemblée

Distretto europeo e sede dell'Assemblea

Europees District en Zetel van het Parlement

Der Präsident. — Ich darf nun dem Hohen Hause eine Mitteilung betreffend die Frage des Sitzes der europäischen Behörden machen.

In einer Mitteilung des amtierenden Präsidenten in der Mai-Sitzung des Parlaments ist kurz auf die Entwicklung hingewiesen worden, die die Sitzfrage seit der vom Parlament am 15. Januar 1960 verabschiedeten Entschliessung genommen hat. Diese Entschliessung behandelte bekanntlich in ihrem ersten Teil das Problem eines europäischen Distrikts und in ihrem zweiten Teil ausdrücklich die Sitzfrage.

Wie Sie wissen, hatte Herr Präsident Schuman diese Entschliessung in einem Schreiben vom 12. Februar 1960 den Aussenministern der Mitgliedstaaten mitgeteilt. Hierauf sind nur Antworten eingegangen, die keine Stellungnahme zu der Sache selbst enthielten, sondern mitteilten, dass die Minister in absehbarer Zeit über die Frage beraten und alsdann ihre Haltung bekanntgeben würden.

In einem Schreiben des Vorsitzenden der Ministerräte, Herrn Schaus, vom 3. Juni 1960 wurde der Vorschlag zu einer Begegnung zwischen einer Delegation des Parlaments und den Aussenministern gemacht. Das Präsidium hat diesen Vorschlag angenommen, und die Zusammenkunft fand am 20. Juni 1960 in Brüssel statt.

Der Delegation gehörten ausser Ihrem Präsidenten an: die Vizepräsidenten des Parlaments, die Herren Fohrmann und Janssens, der Vorsitzende des Politischen Ausschusses, Herr Battista, der Vorsitzende der Christlich-Demokratischen Fraktion, Herr Poher, sowie als Vertreter der liberalen Fraktion Herr Faure und als Vertreter der sozialistischen Fraktion Herr Dehousse.

Die Delegation hielt, bevor sie mit den Ministern zusammenkam, eine interne Sitzung ab. Sie war einmütig der Auffassung, dass sie im Augenblick lediglich den Standpunkt des Parlaments vertreten könne, wie er in der Entschliessung vom 15. Januar zum Ausdruck gekommen war. Wegen der kurzfristigen Einladung war es nicht möglich gewesen, ein weitergehendes Mandat vom Parlament zu erhalten. Die Delegation betrachtete sich nicht als ermächtigt, eine Stellungnahme zu den Eröffnungen der Regierungs-

vertreter abzugeben oder über eine Lösung der Frage zu verhandeln.

Ich habe deshalb den Ministern zu Beginn der Zusammenkunft gesagt, dass die Delegation sich darauf beschränken müsse, die zu erwartenden Mitteilungen mit der grössten Aufmerksamkeit entgegenzunehmen und ihren Inhalt dem Parlament zu übermitteln.

Herr Schaus trug im Namen der Minister in einem ausführlichen mündlichen Exposé die Haltung der Regierungen der Mitgliedstaaten vor. Er erinnerte daran, dass die Verträge die Festsetzung des Sitzes ausdrücklich den Regierungen übertragen hätten, die hierzu einen einstimmigen Entschluss fassen müssten. Es sei daher den Regierungen nicht möglich, ihre Verantwortlichkeit auf eine andere Instanz oder Institution zu übertragen. Daraus ergebe sich, dass das Parlament nicht beauftragt werden könne, über den Sitz zu beschliessen. Aus den gleichen Gründen könnten die Regierungen das Parlament — wie es in der Entschliessung auch vorgeschlagen war — nicht um eine Stellungnahme ersuchen, die als bindend für die Regierungen zu betrachten sei. Es wurde betont, dass die Regierungen ihren Willen geäussert hätten, sämtliche Institutionen an einem Ort zusammenzufassen, und dass sie übereingekommen seien, ihre Entscheidung vor dem Monat März 1962 zu treffen.

Herr Schaus wies weiter darauf hin, dass die Absicht des Parlaments, vor dem 30. Juni über eine ständige Unterbringung — in der französischen Fassung heisst es « installer définitivement » — seines Sekretariats zu beschliessen, das Prinzip der Einheit des Sitzes gefährden könnte. Er betonte, das Parlament habe selbst immer die Forderung nach der Einheit des Sitzes vertreten. Herr Schaus verband damit die Frage, ob eine einseitige Entscheidung des Parlaments in der jetzigen Lage — selbst wenn man sie nur als Provisorium ansehen wollte — nicht neue Schwierigkeiten mit sich bringen würde.

Zu der praktischen Verwirklichung einer etwaigen Entscheidung des Parlaments erklärte Herr Schaus, dass diese aus technischen Gründen vor zwölf bis 18 Monaten kaum durchgeführt sein könnte, also erst in einem Zeitpunkt voraussichtlich, in dem die Regierungen über die Sitzfrage entscheiden wollten.

Die Delegation wurde alsdann über den Stand der Arbeiten im Zusammenhang mit dem europäischen Distrikt informiert. Es ergab sich dabei, dass die vorläufigen Schlussfolgerungen der Minister den im Bericht von Herrn Kopf vertretenen Ansichten sehr nahe kommen. Es wurde un-

ter anderem ausgeführt, dass der europäische Distrikt lediglich die Verwaltungsgebäude umfassen solle und nicht auch die Wohnungen der Beamten. Ein solcher Verwaltungsdistrikt wird als eine realistischere Lösung betrachtet. Die endgültige Lösung des Distrikts hänge im übrigen von den Möglichkeiten ab, die die schliesslich gewählte Stadt biete.

Abschliessend wies Herr Schaus darauf hin, dass die Gemeinschaften sich in einer noch nicht zu übersehenden Entwicklung befänden, einmal durch die Beschleunigung des Vertrages, dann durch die Verhandlungen mit dritten Ländern über eine eventuelle Assoziation und schliesslich auf längere Sicht durch institutionelle Veränderungen, die die Struktur der Gemeinschaft entscheidend modifizieren könnten.

Herr Schaus stellte die Frage, ob es unter diesen Umständen zweckmässig sei, in der Sitzfrage im Augenblick eine Initiative zu ergreifen, die die weitere Entwicklung störend beeinflussen könnte.

Die Minister erklärten jedoch ihre Bereitschaft, mit dem Parlament über die pragmatische Lösung praktischer Schwierigkeiten zu beraten, um dadurch die Erfüllung der Aufgaben des Parlaments zu erleichtern.

Die Delegation hat zu diesen mündlichen Erklärungen, die später schriftlich formuliert übergeben wurden, aus den von mir zu Beginn schon dargelegten Gründen keine Stellung genommen.

Ich möchte dem Parlament vorschlagen, den Text der Mitteilung von Herrn Schaus, das Protokoll der Zusammenkunft mit den Regierungsvertretern und diese meine Mitteilung dem politischen Ausschuss zur weiteren Behandlung zu überweisen.

Ich darf annehmen, dass gegen diesen Vorschlag Widerspruch nicht erhoben wird. — Es ist so beschlossen.

*Wahl des Europäischen Parlaments
in allgemeiner direkter Wahl*

*Election de l'Assemblée parlementaire
européenne au suffrage universel direct*

*Elezioni dell'Assemblea Parlamentare
Europea a suffragio universale diretto*

*Verkiezing van het Europees Parlement
door middel van rechtstreekse algemene
verkiezingen*

Der Präsident. — Eine zweite Mitteilung, die ich Ihnen zu machen habe, bezieht sich auf die

Überreichung des Wahlabkommens. In der Entschliessung des Europäischen Parlaments vom 17. Mai 1960 wurde Ihr Präsident beauftragt, den Ministerräten den Entwurf eines Abkommens über allgemeine direkte Wahlen zu überreichen. Dies geschah am 20. Juni in Brüssel in einer feierlichen öffentlichen Sitzung der Ministerräte durch eine Delegation, die die gleiche Zusammensetzung hatte wie die Delegation in der Sitzfrage, deren Zusammensetzung ich soeben dargelegt habe. Es waren also vertreten die Herren Vizepräsidenten Fohrmann und Janssens, Herr Battista, Vorsitzender des Politischen Ausschusses, Herr Poher, Vorsitzender der Christlich-Demokratischen Fraktion, sowie die Herren Faure und Dehousse für die liberale und die sozialistische Fraktion und ich selbst.

Ich habe die Ministerräte in dieser Sitzung — ich will auch hier nur einen kurzen Bericht geben — darauf hingewiesen, welche ganz besondere Bedeutung das Europäische Parlament diesem Abkommen beimisst. Ich habe gesagt, dank des Beschleunigungsprozesses wirkliche sich der Gemeinsame Markt viel schneller als ursprünglich angenommen und es sei deshalb dringlich, mit dem wirtschaftlichen Zusammenwachsen den politischen Unterbau der Gemeinschaften zu festigen.

Das Europäische Parlament — so sagte ich — ist der Meinung, dass in dem Wachstumsprozess der Gemeinschaften der Augenblick gekommen ist, einen Schritt vorwärts zu tun, um durch eine unmittelbare Teilnahme der Völker der Integration eine festere Stütze zu geben. Wir wollen die Legitimität des Auftrags des Parlaments dadurch bekräftigen, dass die Abgeordneten nach demokratischen Grundsätzen gewählt werden. Diese Wahlen sollen unserem Parlament ein grösseres politisches Gewicht und eine verstärkte Antriebskraft geben. Ich wies in diesem Zusammenhang die Ministerräte auch auf die Notwendigkeit hin — im Zusammenhang mit der Entschliessung, die gefasst wurde —, dem Europäischen Parlament grössere Kompetenz zu verschaffen, da jede Stärkung des Parlaments die Kräfte fördere, die für die europäische Verbindung arbeiten.

Dabei versuchte ich, den Akt der Übergabe in seinem historischen Zusammenhang deutlich zu machen: in allen unseren Ländern hat ein gemeinsames, unmittelbar gewähltes Parlament den entscheidenden Einigungsfaktor dargestellt. Diese Erfahrung der Vergangenheit sollte nunmehr auch bei der Gestaltung der neuen europäischen Gemeinschaft ausgenutzt werden.

Anschliessend gaben die Herren Battista und Dehousse Erläuterungen zu dem Abkommen. Sie wiesen im besonderen darauf hin, dass die Vorarbeiten zu dem Wahlabkommen auch darauf gerichtet waren, die in den interessierten Kreisen herrschenden unterschiedlichen Auffassungen zu berücksichtigen. So sei ein Text entstanden, der keine juristisch-theoretische Konstruktion darstelle, sondern einen anwendbaren politischen Kompromiss, einen Kompromiss, der in weitem Mass die Realitäten ebenso berücksichtige wie die Wünsche des Parlaments.

Die Delegation erklärte ausdrücklich, dass das Parlament die Ministerräte und die Regierungen auffordere, die ihnen in den Verträgen von Rom vorgeschriebene Entscheidung zu treffen.

Der Vorsitzende der Ministerräte, Herr Schaus, erkannte in seiner Antwortrede die grosse Bedeutung der vom Hohen Hause ergriffenen Initiative an und sprach allen Beteiligten, vor allen den Schöpfern des Abkommens, seinen Dank aus. Er wies die Delegation darauf hin, dass für die Durchsetzung des Wahlabkommens eine einstimmige Entscheidung notwendig sei, versicherte jedoch, dass die Räte das Abkommen mit der grössten Aufmerksamkeit prüfen würden in dem Wunsch, die gemeinsamen Ziele zu verwirklichen.

Herr Schaus erklärte weiter für die Ministerräte, die Räte würden sich an die vom Parlament einzusetzende Delegation — hierüber liegt eine Entschliessung vor — wenden, sobald sich die Einholung weiterer Auskünfte über den Inhalt des Abkommens erforderlich erweise.

Ich habe die Absicht, noch im Laufe der jetzigen Sitzung diese Delegation zusammenzustellen, die nach der vom Parlament gefassten Entschliessung « alle zweckdienlichen Kontakte mit den zuständigen Stellen der Mitgliedstaaten und mit den Räten der Europäischen Gemeinschaft » aufnehmen wird.

Wir haben also insoweit den Auftrag des Parlaments, dieses Wahlabkommen zu übergeben, vollzogen, und zwar in einer besonders eindrucksvollen und feierlichen Form.

Tätigkeit der E.G.K.S.

Activité de la C.E.C.A.

Attività della C.E.C.A.

Werkzaamheden van de E.G.K.S.

Der Präsident. — Wir treten nunmehr in die Tagesordnung ein. Ich bitte Herrn Vizepräsi-

dent Spierenburg, seine Erklärung im Namen der Hohen Behörde abzugeben.

M. Spierenburg, vice-président de la Haute Autorité, suppléant M. Malvestiti. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, c'est avec un très vif regret que je dois vous dire que M. le Président de la Haute Autorité, mon ami M. Malvestiti, n'est pas à même de présenter personnellement le rapport général de la Haute Autorité.

Il a encore fait un effort pour prendre la parole la semaine dernière lors de la réunion jointe des Assemblées. Mais le médecin lui a maintenant prescrit le repos le plus absolu.

Connaissant le dévouement de M. Malvestiti à sa tâche, connaissant sa véritable passion, comme ancien parlementaire, pour la coopération entre la Haute Autorité et l'Assemblée, vous comprendrez combien il lui a été pénible de ne pas pouvoir aujourd'hui présenter lui-même à votre Assemblée le premier rapport général qui ait été établi sous sa présidence. .

J'espère qu'il lui sera possible de se remettre au travail à bref délai.

C'est dans ces conditions, Mesdames, Messieurs, que je lirai à votre Assemblée le discours que M. Malvestiti aurait dû prononcer lui-même.

« Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

En prenant de nouveau la parole devant cette haute Assemblée au sujet du 3^e Rapport général de la Haute Autorité de la C.E.C.A. sur l'activité de la Communauté, qu'il me soit permis d'appeler votre particulière attention, Monsieur le Président, ainsi que celle de tous les honorables membres de l'Assemblée, sur les inconvénients découlant de la procédure adoptée pour l'examen et la discussion du rapport, inconvénients qui se sont révélés particulièrement sensibles cette année.

La Haute Autorité a remis son rapport au mois de février dernier. Sa présentation par le président de l'exécutif et sa discussion en séance étaient prévues pour la session qui s'est tenue du 26 mars au 1^{er} avril. C'est ainsi que le 1^{er} avril dernier j'ai eu l'honneur de prendre la parole précisément pour présenter ce rapport.

Il eût été souhaitable que la discussion entre l'Assemblée et la Haute Autorité suivit immédiatement la présentation du rapport, assurant ainsi une visible *consecutio* — sans solution de

continuité — entre les différentes étapes et interventions nécessaires à un utile échange d'idées entre les deux institutions. Cette procédure est la seule susceptible d'éviter que l'intérêt que chacun de nous porte aux sujets présentant une importance aussi considérable pour la vie de notre Communauté se trouve en quelque sorte dilué et pour ainsi dire émietté du fait de l'écoulement d'un aussi long délai.

Il n'en a malheureusement pas été ainsi ! La Haute Autorité est consciente des motifs qui ont dans une certaine mesure obligé à s'écarter de ce qui — comme je le disais tout à l'heure — eût été souhaitable. Elle espère en outre qu'au cours des prochaines années tout sera mis en œuvre pour éviter le retour d'un tel inconvénient. Quoi qu'il en soit, le président de la Haute Autorité se voit dans l'obligation de demander de nouveau la parole, ce qui est un honneur pour lui, et de vous infliger — excusez le terme, Monsieur le Président — un deuxième discours — qui sera très bref, je vous en fais la promesse formelle — pour exposer à l'Assemblée les nouveaux développements de l'action que la Haute Autorité a menée depuis janvier 1960 — date de clôture du rapport — jusqu'à ce jour.

Pour une documentation complémentaire et une mise à jour sur les événements qui se sont produits dans notre Communauté depuis le mois de janvier 1960, je puis en effet me référer au dernier numéro de notre Bulletin périodique qui vient de paraître. Mais même celui-ci ne couvre pas encore tous les éléments qui, de l'avis de la Haute Autorité, doivent être signalés à l'attention de l'Assemblée avant qu'elle n'aborde le débat sur les questions concernant la C.E.C.A. Il y a certains faits des dernières semaines que l'Assemblée doit connaître pour bien situer les discussions qui auront lieu tout à l'heure. En agissant ainsi, je crois surtout donner satisfaction aux membres de l'Assemblée parlementaire européenne qui, lors de notre dernière rencontre, avaient demandé qu'une mise au point leur soit faite avant l'ouverture des débats.

Tout d'abord, je voudrais signaler et souligner l'importance de la décision prise au sujet du taux de prélèvement pour le prochain exercice financier. Nous avons pu maintenir ce taux au niveau modique de 0,35 %. La Haute Autorité a pris cette décision après l'échange de vues traditionnel avec les commissions compétentes de l'Assemblée, au sein desquelles une large majorité s'est d'ailleurs prononcée dans le même sens.

J'ai dit : nous avons pu maintenir ce taux modique. En effet, nos dépenses dépassent actuellement de plus de 100 % le produit annuel du prélèvement, et ce n'est que grâce aux réserves — sagement constituées dans le passé — que nous sommes en mesure d'équilibrer notre budget pendant le prochain exercice. Ce budget vient de vous être remis et vous pourrez en conclure vous-mêmes que ceux qui nous réclament un abaissement drastique du prélèvement ne semblent pas se rendre parfaitement compte de l'importance des tâches auxquelles doit faire face la Haute Autorité.

L'augmentation des dépenses s'explique, comme vous le savez, par les interventions très nombreuses de la Haute Autorité en matière de réadaptation des mineurs. Cela m'amène à souligner encore un autre point du domaine de notre politique financière.

Le 14 juin, Monsieur le Président de la Haute Autorité s'est mis d'accord avec le Conseil de ministres pour organiser, dès après les vacances, une conférence intergouvernementale sur les problèmes de la reconversion, qui permettra de confronter les expériences et les mesures préconisées dans les pays membres, ainsi qu'au Royaume-Uni. Dans ce cadre, le financement d'activités industrielles nouvelles dans les régions où l'activité charbonnière doit être réduite occupe bien entendu une place importante. La Haute Autorité, pour sa part, se prépare activement à contribuer dans la mesure du possible à la solution de ce problème; elle est prête à assumer le rôle que le traité lui permet de jouer dans ce domaine, moyennant un avis conforme du Conseil de ministres. Il est toutefois évident que pour remplir ce rôle elle doit disposer d'une base financière assez solide pour ne pas être mise en cause.

En ce qui concerne les plans de reconversion, il est évident que ceux-ci devront être préparés au sein des pays membres. La Haute Autorité est au demeurant prête à y contribuer de tous ses moyens; elle participe effectivement aux études sur les problèmes complexes qui se posent dans ce domaine. Elle ne peut cependant pas se substituer aux responsables dans le cadre national, surtout lorsqu'il s'agit d'activités industrielles en dehors des domaines du charbon et de l'acier. Je tiens en outre à annoncer à ce sujet que la participation prévue de la Commission de la Communauté économique européenne à la conférence sera particulièrement précieuse; elle assurera en effet cette coopération féconde entre les communautés sœurs qui répond à nos vœux

à tous et qui constitue, en outre, une nécessité pour la construction harmonieuse de notre Europe.

Monsieur le Président, j'en arrive maintenant à quelques considérations relatives à la coordination des politiques énergétiques. Ce que je viens de dire sur la reconversion des régions touchées par la réduction de l'activité charbonnière constitue, en effet, un aspect très important de la politique énergétique. Il est devenu très clair pour tout le monde, même pour ceux qui ont préféré ignorer jusqu'au bout la dure réalité des faits, que l'industrie charbonnière devra faire face à une réorganisation extrêmement profonde. Cela nous a amenés, sur la base des travaux du groupe de travail « Energie », présidé par mon collègue M. Lapie, à envisager la mise sur pied d'un programme d'urgence, lequel, dans le cadre de l'orientation générale valable à long terme, devra assurer que l'adaptation de l'industrie charbonnière puisse avoir lieu dans l'ordre et sans à-coups. Au dernier Conseil de ministres de la C.E.C.A., le 14 juin, le principe d'un tel programme d'urgence a été examiné à fond et les services de la Haute Autorité ont entrepris sans délai les études nécessaires.

Finalement, je dois à l'Assemblée des renseignements sur certains problèmes de structure de l'industrie charbonnière et sidérurgique, qui nous ont occupés ces temps derniers. En ce qui concerne les comptoirs de vente du charbon de la Ruhr, la Haute Autorité, après un examen détaillé d'une nouvelle demande d'autorisation des sociétés charbonnières de la Ruhr en vue de la création d'un cartel de vente unique, a décidé le 22 juin de refuser cette autorisation. A ce sujet, je me permets de rappeler que le bassin de la Ruhr assure la moitié de la production charbonnière de la Communauté. Vous savez certainement que divers milieux de la Communauté estiment que les dispositions du traité C.E.C.A. auraient cependant permis l'autorisation d'un cartel de vente unique. Je suis personnellement heureux que, pour venir à bout de ces divergences de vues, on suive à présent la voie la plus normale, celle qui offre le maximum de garanties pour tous : les entreprises de la Ruhr ont, en effet, informé la Haute Autorité de leur décision d'introduire un recours contre ce refus d'autorisation et la Cour de justice des Communautés sera donc appelée à trancher. J'ai dit à dessein que j'étais heureux de cette décision, car, au lieu de débats aussi stériles que désagréables, nous aurons maintenant, le moment venu, une certitude sur ce qui est l'interprétation correcte du traité, formulée par l'instance

qui a été chargée par les six Etats membres de dire le droit dans notre Communauté. En attendant l'arrêt de la Cour et voulant, comme elle l'a toujours affirmé et répété, éviter que les organisations actuelles de la Ruhr puissent disparaître sans être remplacées — ce qui, notamment en raison de la crise actuelle, pourrait provoquer des troubles fort dangereux — la Haute Autorité a prorogé le régime actuel des trois comptoirs de vente dotés d'un bureau commun, qu'elle avait autorisé en 1935.

En dernier lieu, je voudrais encore dire un mot sur une question qui a vivement préoccupé certains milieux de la Communauté, à l'occasion de la demande tendant à obtenir l'autorisation de la Haute Autorité pour la concentration entre August Thyssen-Hütte et Phoenix-Rheinrohr. Il s'agit de ce qu'on a appelé le contrôle des investissements. Une question écrite de M. Illerhaus à ce sujet vient de recevoir une réponse de la Haute Autorité, à laquelle je vous invite à vous reporter. Ce que je désire souligner ici, c'est qu'il n'est jamais entré dans les intentions de la Haute Autorité d'asseoir un contrôle général des investissements sur les dispositions de l'article 66 concernant les autorisations de concentration. Le régime général pour les investissements est défini à l'article 54 du traité :

La Haute Autorité a pour mission de promouvoir des investissements sains et nullement de les rendre plus difficiles. Si une question concernant les investissements a pu surgir lors de l'examen de cas de concentration, c'est parce que dans des cas particuliers il se peut qu'une concentration d'entreprises disposant d'une puissance exceptionnelle soit en mesure de procéder à des investissements massifs et d'acquies ainsi une position artificiellement privilégiée ou de faire obstacle au maintien d'une concurrence effective sur une partie importante du Marché commun.

Je rappelle d'ailleurs à ce sujet que le paragraphe 7 de l'article 66 prévoit, pour des entreprises qui auraient acquis une position dominante les soustrayant à une concurrence effective dans une partie importante du Marché commun et qui utiliseraient cette position à des fins contraires aux objectifs du traité, la possibilité de voir fixer sous peine de sanctions par la Haute Autorité elle-même leurs prix et conditions de vente, voire leurs programmes de fabrication et de livraisons. La Haute Autorité n'aspire nullement à l'application générale d'un tel dirigisme ; elle doit donc veiller à ce que de telles positions dominantes ne s'établissent pas.

J'espère, Monsieur le Président, n'avoir pas abusé jusqu'à présent du temps qui m'est accordé. Mon bref exposé ne serait cependant pas complet si je n'abordais pas maintenant, avant de terminer, un problème d'importance fondamentale, qui s'impose de plus en plus à l'attention de l'opinion publique de nos pays, ainsi qu'à celle de nos institutions et, en premier lieu, à celle de cette Assemblée parlementaire, que sa composition et sa vocation naturelle rendent particulièrement ouverte et sensible aux grands problèmes politiques. Je veux parler du problème de la fusion des trois exécutifs européens.

Les prises de position sur ce point ont été multiples et autorisées. Elles provenaient souvent des instances politiques les plus élevées et les plus responsables sur le plan européen. Devant cette même Assemblée, le président de la Commission de l'Euratom, mon ami Etienne Hirsch, a fait une déclaration formelle.

Dans l'attente de la discussion plus approfondie qui aura lieu ici même à l'automne prochain et à laquelle les trois exécutifs apporteront la contribution de leur expérience et de leur réflexion — j'ajoute, par parenthèses — que je me réserve de me prononcer alors comme il convient — permettez au président de la Haute Autorité de faire dès maintenant deux déclarations qui contiennent *in nuce* la thèse soutenue en cette matière par le collège que j'ai l'honneur de présider :

En premier lieu, la C.E.C.A. s'intéresse énormément au problème et la Haute Autorité est favorable à toute solution impliquant une organisation plus rationnelle et plus efficace des Communautés européennes. A ce sujet, je me permets même de rappeler que dans le discours que j'ai eu l'honneur de prononcer dans cette enceinte le 23 septembre de l'année dernière — au lendemain de l'installation du nouveau collège de la Haute Autorité — j'ai posé le problème qui déjà à cette époque me semblait évident ; j'ai fait une distinction entre la nécessité plus immédiate d'une coopération toujours plus poussée entre les trois exécutifs, ainsi qu'avec les gouvernements, et le problème d'une tout autre ampleur — je répète ici les propres paroles que j'ai prononcées alors — qui se poserait à plus long terme : je veux dire celui d'un ajustement entre les trois Communautés ; dans ces conditions, vous ne serez pas surpris, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, d'apprendre par ma bouche que la Haute Autorité est favorable à l'établissement d'un exécutif

commun aux trois Communautés, à la condition toutefois que l'on ne revienne pas sur les pouvoirs et l'autonomie actuellement accordés.

(*Applaudissements.*)

En second lieu, la Haute Autorité se préoccupe toutefois vivement du fait que l'on pourrait profiter de l'occasion pour éliminer des méthodes que le traité instituant la C.E.C.A. a consacrées, dont huit années d'expérience ont révélé la fécondité et que cette Assemblée a constamment défendues avec une sensibilité toujours en éveil. Que l'on me permette, Monsieur le Président, de terminer cet exposé en réitérant ici les paroles que j'ai eu l'honneur de prononcer également le 23 septembre dernier : « En tant que président d'une institution qui a la charge de faire respecter les clauses d'un traité, mon devoir primordial consistera à continuer — et j'en suis sûr avec le soutien de votre Assemblée — la lutte pour sauvegarder ce qui est essentiel dans la C.E.C.A., à savoir les pouvoirs indépendants et directs de la Haute Autorité. »

(*Applaudissements.*)

Der Präsident. — Ich danke Herrn Vizepräsident Spierenburg für die bedeutsame Erklärung, die er im Namen der Hohen Behörde abgegeben hat.

Wir haben mit Bedauern davon Kenntnis genommen, dass der Präsident der Hohen Behörde infolge Erkrankung diese Erklärung heute nicht selbst abgeben konnte. Noch am vergangenen Freitag hat er in der gemeinsamen Tagung der Mitglieder der Beratenden Versammlung des Europarates und der Mitglieder des Europäischen Parlaments gesprochen. Wir sprechen Herrn Präsidenten Malvestiti unsere besten Wünsche für die Wiederherstellung seiner Gesundheit aus.

Kohle- und Stahlmarkt

Marché du charbon et de l'acier

Mercato del carbone e dell'acciaio

Kolen- en staalmarkt

Der Präsident. — Auf der Tagesordnung steht die Vorlage und Beratung des Berichts, den Herr Pohor namens des Ausschusses für Fragen des Binnenmarktes der Gemeinschaft über aktuelle Fragen des Kohle- und Stahlmarktes erstatten wird.

Zunächst hat das Wort Herr Turani, Vorsitzender des Ausschusses für Fragen des Binnenmarktes der Gemeinschaft.

Turani, Presidente della Commissione per il mercato interno della Comunità. — Signor Presidente, onorevoli colleghi, non so se la tradizione della nostra Assemblea richieda che il Presidente di una Commissione intervenga nel dibattito prima del relatore. Mi pare di ricordare però che ciò sia già accaduto più volte in passato. Il mio intervento comunque non è inteso a prendere in esame il fondo stesso del problema evocato nella relazione dell'onorevole Poher. Sarà lo stesso relatore a sviluppare davanti a voi le principali preoccupazioni della Commissione per il mercato interno e le soluzioni da essa discusse nel corso di numerose riunioni.

D'altra parte, ritengo che, dopo il relatore, i portavoce dei Gruppi politici e vari altri oratori si pronunceranno sulla materia trattata nella relazione dell'onorevole Poher.

In queste condizioni, il mio intervento si limiterà a trattare brevemente qualche elemento che ritengo utile portare a conoscenza dell'Assemblea fin dall'inizio del dibattito, allo scopo di informarla sullo svolgimento dell'esame condotto dalla Commissione per il mercato interno assieme all'Alta Autorità in merito a taluni problemi del mercato del carbone e dell'acciaio.

Avrete già constatato, signor Presidente ed onorevoli colleghi, che la relazione presentata dalla Commissione per il mercato interno non riguarda tutti i problemi del mercato comune del carbone e dell'acciaio. Ciò appare chiaramente dal titolo del documento redatto dall'onorevole Poher, che fa menzione di « taluni problemi attuali del mercato comune del carbone e dell'acciaio ».

Le ragioni di questa limitazione stanno nel fatto che la Commissione ha ritenuto di doversi soprattutto pronunciare sul piano che le è proprio, e cioè sul piano politico. Diversi problemi esistono ancora nella C.E.C.A., alcuni dei quali hanno carattere di grande tecnicità o non hanno ancora raggiunto uno stadio di sufficiente sviluppo per permettere ad un'Assemblea politica, qual'è la nostra, di apportare un valido contributo alla loro soluzione.

A nostro avviso, non ha utilità il pronunciarsi su problemi che non hanno ancora un carattere di sufficiente maturità, che si trovano in corso di soluzione o che presentano aspetti tecnici che non sono suscettibili di una efficace valutazione

da parte di un'Assemblea politica e che pertanto dovrebbero prima passare più profondamente al vaglio dell'Alta Autorità.

D'altra parte, pur avendo carattere di grande importanza e presentando interessanti aspetti politici, alcuni problemi del mercato carbonifero sono stati soltanto brevemente sfiorati in questa relazione. Uno di essi, ad esempio, è il problema dell'irregolare funzionamento della Cassa di perequazione del rottame importato, che ha attirato l'attenzione della Commissione per il mercato interno già da quasi due anni.

Da parte mia posso assicurarvi — e l'Alta Autorità certamente non mi smentirà — che non abbiamo mai trascurato di seguire da vicino l'operato dell'esecutivo della C.E.C.A. in questo settore per assicurarci che tutti questi problemi siano esaminati a fondo ed interamente risolti, e che coloro che hanno subito un danno ottengano la giusta riparazione.

Perchè, in queste condizioni, ci siamo limitati a dedicare soltanto qualche pagina della relazione a tale questione? Quanto la Commissione ha deciso a questo proposito deriva innanzi tutto dal fatto — di cui siamo spiacenti — che l'inchiesta non sia ancora giunta a compimento. La seconda ragione è che il signor Spierenburg già più volte ci ha assicurato che farà all'Assemblea un'esposizione dettagliata e completa sull'azione svolta dall'Alta Autorità in questo campo, sui risultati ottenuti, sugli eventuali ulteriori prevedibili sviluppi, e sui provvedimenti presi o previsti per giungere ad una definitiva soluzione.

Voi sapete che alla Commissione per il mercato interno è stato chiesto di prendere in esame la petizione inviata all'Assemblea dal signor Worms, commerciante olandese di rottame. Dopo un attento studio del problema la Commissione ha emesso un parere, trasmettendolo all'Alta Autorità. A questo punto si è posta la questione di sapere se i pareri emessi da una Commissione in merito ad una petizione sottoposta al suo esame possono essere oggetto di una pubblicità. La Commissione per le questioni giuridiche ed il regolamento dell'Assemblea è stata invitata ad esprimere il suo punto di vista in merito a tale questione, e ci auguriamo di poterne presto conoscere la risposta.

Fin d'ora posso però dichiarare che la Commissione per il mercato interno è fermamente decisa a proseguire fino in fondo l'esame dei problemi del rottame, e che, una volta in possesso degli elementi promessibile dall'Alta Auto-

rità, essa non mancherà di presentarvi, in ogni caso in un tempo assai prossimo, una relazione speciale in merito a tale questione.

Per quanto riguarda il problema che, dal nome di una delle parti in questione, viene designato comunemente come « l'affaire Thyssen », posso dire che fino ad ora abbiamo avuto ben poche informazioni da parte dell'Alta Autorità, la quale, dopo aver affermato in un primo tempo che le sue riserve erano dovute al fatto che mancava ancora ogni sua decisione di carattere collegiale, ha fatto poi appello al fatto che i negoziati erano in corso ed infine ha sostenuto di essere tenuta al segreto professionale ai sensi del Trattato.

La domanda di concentrazione Thyssen-Poehlin Rheinrohr è stata in seguito ritirata. Ciò non toglie però che sarebbe stato molto interessante poter esaminare con l'Alta Autorità alcuni punti di rilievo, quali ad esempio gli elementi economici della proposta concentrazione, i criteri su cui basarsi per l'esame della questione, l'opportunità eventuale di una considerazione anche del peso politico di una tale concentrazione a fianco degli elementi di carattere puramente economico. Sarebbe stato anche utile vedere se, in seguito a tale domanda di concentrazione, l'Alta Autorità era giunta a formulare qualche elemento di valutazione di carattere generale, qualche criterio di apprezzamento e di giudizio che, pur potendo mutare da un caso all'altro, potesse tuttavia fornire elementi per una linea di condotta da seguire in futuro.

Come determinare la massa di produzione di una concentrazione? In relazione soltanto alla produzione totale del paese in cui si trova? Oppure anche con riferimento alla produzione totale della Comunità? Ed in questo caso, non occorrerà tener conto delle importazioni e delle esportazioni della Comunità?

E ancora, non si dovrebbero differenziare i prodotti finali a seconda della gamma di produzione della concentrazione? E d'altra parte, come controllare gli investimenti destinati a realizzarsi in un tempo relativamente lungo, mentre il progresso tecnico ha una evoluzione tanto rapida? Ecco alcuni degli interrogativi posti dal problema delle concentrazioni.

Appunto in vista di questa situazione la Commissione per il mercato interno ha convenuto di esaminare l'affare Thyssen, che per la sua natura rientra esclusivamente nella competenza della C.E.C.A., nella relazione dell'onorevole Poher, decidendo però al tempo stesso di elabo-

rare una relazione d'assieme sui problemi di carattere generale posti dalla grandezza delle unità di produzione e dai fenomeni economici che possono condurre allo sfruttamento abusivo di una posizione dominante sul mercato, il tutto, beninteso, in relazione con gli aspetti politici del problema. Una relazione in proposito vi sarà presentata prima della fine dell'anno.

Mi sembra anche utile ricordare che alcuni mesi or sono abbiamo avuto un dibattito — che in certi momenti è stato anche assai animato — in merito alle gravi difficoltà dell'industria carboniera. Al momento attuale diviene sempre più evidente che, se c'è una crisi, essa ha carattere prevalentemente strutturale. Al tempo stesso si può constatare che, se fino ad alcuni mesi or sono alcuni potevano sostenere che nel loro paese i problemi non avevano alcun carattere di gravità, oggi invece la gravità della situazione si manifesta ovunque senza ombra di dubbio. I problemi si pongono ormai con tutta evidenza e le loro ripercussioni si fanno sentire da un paese all'altro.

Per non citare che un esempio, ricorderò che la catastrofe di Marcinelle ha posto tragicamente in evidenza l'importanza numerica della mano d'opera italiana impiegata nell'industria carboniera belga. Il disagio in cui versa tale industria fa dunque tristemente sentire le sue conseguenze anche in Italia, ed una eventuale disoccupazione generalizzata di tali lavoratori accentuerebbe la gravità del problema cui fa fronte l'Italia in questo settore.

Ciò dimostra con tutta evidenza la necessità vitale di una considerazione esclusivamente comunitaria di tutti i nostri problemi. A dieci anni dalla storica dichiarazione del presidente Schuman, la economia carbo-siderurgica dei nostri sei paesi si pone di fronte ad una situazione interamente mutata rispetto alle prospettive economiche esistenti soltanto fino a poco tempo fa. Ed anche se di tanto in tanto le difficoltà che sono un naturale elemento del processo di integrazione vengono alla luce con maggiore evidenza, non può negarsi che la realtà dei fatti ci dà atto sempre più dell'esistenza di un mercato comune e di un interesse comune.

Dell'importanza che, una volta superate le posizioni del passato, deve assumere la tutela comune del bene comunitario, la vostra Commissione si è fatta portavoce di fronte all'Assemblea. Mi si consenta dunque di soffermarmi ancora qualche minuto su questo problema, signor Presidente, per sottolineare di fronte

all'opinione pubblica la necessità di un atteggiamento delle autorità responsabili che tenga conto della realtà dei fatti economici oggi esistenti, allo interno dei nostri sei paesi. Per forza di cose, l'esistenza di una integrazione non può prescindere da una solidarietà più stretta tra i governi dei paesi membri della C.E.C.A., da una visione politica cioè che abbia a suo supremo principio ispiratore l'affermazione dell'interesse comune.

Nella realtà dei fatti questo interesse comune già esiste. Nella economia integrata non v'è infatti elemento positivo o negativo in una parte dello spazio economico che non abbia effetto sull'insieme, ed è dunque nell'interesse di tutti i compartecipi la tutela del benessere comune e la lotta alle difficoltà che si manifestino anche in forma apparentemente localizzata.

La ringrazio, signor Presidente, per avermi permesso di sottolineare l'aspetto comunitario del problema carbo-siderurgico. Rifacendomi al profondo spirito comunitario che ha animato la Commissione nella formulazione delle sue conclusioni, spirito che del resto risponde pienamente agli ideali che hanno sempre guidato l'opera della nostra Assemblea, mi sta a cuore porre in particolare risalto questo aspetto della questione.

E per finire mi sia consentito esprimere al relatore, onorevole Poher, autore di questa importante relazione ai cui tanti pregi si unisce anche quello della brevità, le mie felicitazioni più vive per il brillante risultato del suo paziente ed esperto lavoro. La relazione che è adesso sottoposta al vostro esame ha ricevuto la sanzione unanime della Commissione per il mercato comune. Malgrado la prospettiva a volte diversa con cui i problemi in essa trattati si presentano nei vari paesi della Comunità, tutti i membri della Commissione si sono dichiarati d'accordo sulle soluzioni che il relatore onorevole Poher vi presenterà. Tengo a sottolineare con il rilievo che merita questo spirito di sincera fede comunitaria che ci ha animato, e l'importante significato del voto unanime con cui la relazione è stata approvata.

La Commissione non ha voluto limitarsi ad un esame dei problemi presi in considerazione, ed è giunta in più riprese alla formulazione di indicazioni e di orientamenti ben precisi, che ci auguriamo siano oggetto di attenta meditazione.

E' nostra ambizione ricevere adesso il vostro autorevole consenso. Le autorità responsabili non potranno non essere sensibili all'appello

concorde dei rappresentanti dei popoli, ed il nostro lavoro sarà valso ad apporre una nuova pietra all'edificio comune.

(Applausi)

Der Präsident. — Ich danke Herrn Turani für seine Ausführungen.

Das Wort hat nun der Berichterstatter des Ausschusses für Fragen des Binnenmarktes der Gemeinschaft, Herr Poher.

M. Poher, rapporteur. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je ne voudrais pas décevoir l'Assemblée en ne parlant peut-être pas suffisamment de charbon et d'acier ; mais je ne crois pas devoir faire ici une paraphrase du rapport que je présente au nom de la commission du marché intérieur. Ce rapport a été distribué, il a été lu, je pense, et abondamment discuté en commission. Je dois donc le supposer connu, d'autant plus que ce n'est pas à proprement parler une œuvre personnelle, mais le reflet des vues de la commission du marché intérieur.

Il me paraît préférable de prendre la parole en fin de débat, s'il y a lieu, pour rassembler les points essentiels évoqués par nos collègues et la discussion des points nouveaux que tout à l'heure, au nom du président Malvestiti, notre collègue Spierenburg a exposés très clairement.

Selon moi, un rapport présenté à l'Assemblée plénière par une commission relate non pas les vues du rapporteur, mais celles de la majorité de ses collègues commissaires.

C'est pourquoi, cette année, comme vient de le dire le président Turani, nous avons, plutôt que d'avoir, point par point, dans le huitième rapport général de la Haute Autorité, à dire si nous étions d'accord ou non, préféré extraire quelques points jugés fondamentaux et abandonner certains autres, faisant du reste l'objet de rapports particuliers. Les autres seront traités par mon successeur l'an prochain.

En effet, ce que nous avons à faire aujourd'hui, en cette session de juin, c'est, avant tout, juger la Haute Autorité elle-même, son activité, et sa politique, et c'est là le véritable intérêt de la session. Je dirai même, pour en revenir au traité, que nous avons à voter ou non la confiance, ou plus exactement la défiance, à l'exécutif de la Haute Autorité de la C.E.C.A.

Je suis chargé par la commission de rapporter en faveur de la confiance, sous le bénéfice de

certaines réserves ou de certaines demandes d'explications ; et l'Assemblée doit dire, avant le 30 juin prochain, si elle suit ou non sa commission du marché intérieur.

Monsieur le Président, je fais ce rappel pour que, tout en évitant un certain nombre de problèmes techniques, l'Assemblée évite de se perdre dans le détail. Ce qui compte, c'est de savoir si, cette année, nous sommes d'accord avec l'exécutif européen qui est devant nous et si nous décidons, avant le 30 juin, de voter une motion de méfiance, à la majorité qualifiée, prévue par le traité.

Nous avons abordé six ou sept points. Le septième point est celui de la ferraille, dont nous parlerons tout à l'heure.

Le sujet fondamental que nous avons abordé en premier est celui de la crise charbonnière, qui nous paraît appeler une vigilance toute particulière de la part de la Haute Autorité. Peut-être, l'article 58 du traité n'est-il pas une arme suffisante pour faire face aux diverses situations. On peut, à longueur d'année, discuter si la crise a le caractère conjoncturel ou le caractère structurel. Ceci donne déjà lieu à de nombreuses thèses de part et d'autre. Mais, à mon avis, il nous importe surtout, à la commission du marché intérieur, d'être d'accord avec la commission de l'énergie ; et l'excellent rapport présenté par M. Leemans, et qui sera discuté par votre Assemblée mercredi prochain, évoque l'évolution du problème énergétique en général, l'avenir du charbon, mais aussi les mesures immédiates qui doivent être prises par la Haute Autorité pour éviter les catastrophes sur lesquelles serait finalement jugée l'Europe issue de la Communauté charbon-acier.

J'ai été très heureux, d'ailleurs, d'entendre M. Spierenburg nous dire, au nom de M. le président Malvestiti, qu'au cours d'un des derniers conseils de ministres il avait été question précisément d'élaborer un plan. En effet, le 14 juin, la Haute Autorité aurait été chargée de dresser un plan de mesures urgentes et immédiates.

Et cependant, cette énergie, l'économie européenne en a besoin au meilleur prix possible.

Sans avoir d'ailleurs, personnellement, d'hostilité de principe ou de préjugés à l'égard du progrès et des nouvelles chances qui nous sont offertes par le développement des sources d'énergie, celles-ci doivent connaître des conditions de vente comparables dans une concurrence loyale. Mais il nous faudra toujours évoquer les problèmes de sécurité, qui, tant sur les

plans nationaux qu'européen, ont une importance capitale, et avoir présents à l'esprit les risques sociaux immédiats que présentent les reconversions dans le domaine de l'énergie.

La Haute Autorité doit, à mon sens, obtenir la coordination des différents plans d'assainissement nationaux qui voient déjà le jour dans nos différents pays et elle doit éviter que ces plans d'assainissement nationaux soient divergents ou même contradictoires. Elle doit en tout cela, à mon avis, faire triompher l'intérêt communautaire des égoïsmes nationaux.

Du fait que nous avons évoqué le problème de la crise nous ne pouvions pas ignorer l'aspect particulièrement grave de la crise charbonnière en Belgique et les efforts qui sont faits maintenant après l'application de l'article 37 du traité ne doivent d'ailleurs pas autoriser la Haute Autorité à relâcher son attention.

La commission du marché intérieur désire connaître les mesures d'ensemble qui doivent intervenir, tant sur le plan technique que sur le plan commercial. Nous avons vu dans la presse récemment que le gouvernement belge déposait, devant son parlement, un projet de réorganisation ou d'organisation de certains secteurs charbonniers. La commission insiste pour que l'exécutif européen oblige toutes les institutions communautaires à un long et vigoureux effort de coopération. Car il n'est pas possible, l'isolement relatif du marché belge étant un fait acquis, d'accepter, avec une certaine tranquillité d'esprit, la situation dans un pays et dans certaines mines où le chômage sévit parfois une journée sur deux.

Monsieur le Président, le rapport évoque également le problème important des organisations de vente. Je dirai que je l'ai traité comme mes prédécesseurs l'ont fait depuis quelques années déjà, six ou huit ans sans doute.

Nous avons appris tout à l'heure que la Haute Autorité a définitivement rejeté les nouvelles propositions de la Ruhr sur le plan des organisations de vente de la Ruhr.

Tout à l'heure, nous avons constaté que M. Malvestiti l'avait écrit dans son exposé. Le fait d'aller devant la Haute Cour de justice doit permettre à mon sens, d'avoir au moins une position juridique.

On verra bien quelle est l'interprétation qu'on doit donner au traité ; et une fois que cette interprétation aura été donnée, si les six pays sont d'accord pour estimer que cette interpré-

tation n'est plus valable et peut être modifiée, alors on pourra envisager une certaine revision. Mais c'est seulement quand on connaîtra officiellement le droit qu'on pourra prendre une telle position.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, nous désirons que la Haute Autorité prenne en considération les risques sociaux d'une telle entreprise et, personnellement, je la félicite d'avoir accordé un sursis d'exécution et d'avoir permis que, tant que la Cour de justice ne se sera pas prononcée, les conditions de travail dans la Ruhr ne seront pas changées.

Nous avons également évoqué, d'ailleurs sous un aspect tout à fait épisodique, le problème des concentrations dans les industries sidérurgiques. Tout à l'heure, le président Turani faisait remarquer que la commission avait eu certaines difficultés pour le faire, d'autant plus que la Haute Autorité était censée ne pas avoir pris une décision et qu'on vient de nous distribuer des réponses à des questions écrites posées par certains collègues. En somme, nous avons appris, il y a quelques instants seulement, quelles étaient les positions de la Haute Autorité sur ces divers points.

Je n'en ferai pas grief à la Haute Autorité. Je remarque simplement que, si l'avis de la Haute Autorité a tardé, ce n'est pas tellement qu'elle a hésité à le donner ou à le rendre public ; c'est que diverses circonstances ont fait que, pendant ce laps de temps, certains membres de la Haute Autorité n'étaient pas présents. L'un d'entre eux est malheureusement décédé ; et comme il était Allemand, il était normal que la Haute Autorité attendît que le collègue soit reconstitué pour prendre une décision.

Notre collègue M. Bohy a été chargé de rejoindre, de moderniser en quelque sorte, les rapports qui étaient autrefois présentés par M. Fayat et notre ancien collègue M. Lapie, qui est passé de l'autre côté de la barricade. J'estime qu'en fin d'année, au mois d'octobre ou de novembre, cette Assemblée devra dire ce qu'elle pense du problème des concentrations.

La commission sent bien qu'en liaison, d'ailleurs, avec les problèmes posés à la Commission économique européenne il faudrait tout de même éviter qu'on ne puisse dire que l'Europe que nous avons voulue, et que nous voulions être une Europe des peuples, devienne, peut-être par la timidité des politiques, un jour l'Europe des affaires ou des trusts. Mais, d'un

autre côté, et très objectivement, il faut bien penser qu'une économie ne peut pas se fixer à un moment déterminé, dans une structure déterminée, et qu'après tout il peut être légitime que certaines concentrations voient le jour. Mais, à ce moment, je crois qu'il appartient au pouvoir politique et, en particulier, à cette assemblée démocratique, de dire officiellement quels sont ses points de vue et les limites que nous voudrions voir imposées à un développement un peu excessif, il faut bien en convenir, de tous ces trusts internationaux.

Il y a, Monsieur le Président, un dernier point que je n'évoque pas, parce que tout à l'heure il a été énoncé par M. Turani et que nous attendons une déclaration de M. Spierenburg. Il s'agit du problème de la ferraille.

Je dirai simplement que ce problème a beaucoup agité notre commission et que j'ai été chargé de faire un rapport spécial, qui sera également fait en fin d'année, à la suite d'incidents qui se sont produits dans divers pays et de ce qu'on a appelé les fraudes en matière de ferraille.

Des fraudes, il n'est pas niable qu'il y en ait eu. Il n'est pas niable que les dénonciations qui ont été faites par un certain nombre de personnes, notamment par M. Worms, ont rendu service à la Haute Autorité qui a pu ainsi, une fois de plus, mettre de l'ordre. Mais il ne faut pas exagérer sur ce point. Et, pour être tout à fait impartial, je dirai qu'il faut comparer la faible importance des fraudes au grand nombre des transactions qui sont intervenues. Il ne faudrait donc pas examiner uniquement cet aspect du problème sous un certain angle, car il faut dire que cette péréquation des ferrailles, à un moment où les ferrailles étaient rares et chères, a rendu les plus appréciables services.

Ayant, Monsieur le Président, évoqué les points techniques du rapport, je voudrais maintenant, et à titre tout à fait personnel, dire un mot des aspects politiques qui se présentent maintenant devant la Communauté du charbon et de l'acier.

En effet, et ceci figure dans les conclusions du rapport que je présente, si la Haute Autorité connaît des difficultés en 1960, difficultés que ses promoteurs n'avaient sans doute pu prévoir en 1950-1951, la Haute Autorité, sous l'impulsion très européenne du président Malvestiti, à qui j'adresse des vœux de prompt rétablissement, défend courageusement la première communauté européenne, comme l'ont fait, jadis,

nos précédents collègues, sous l'impulsion novatrice des présidents Monnet, Mayer et Finet.

Mais, dans un climat politique transformé, des textes peuvent vieillir ou se démoder, et, si je me permettais de donner à la Haute Autorité quelques conseils, ce qui serait tout à fait présomptueux de ma part, je voudrais qu'elle soit tout à la fois ferme dans ses déterminations communautaires, souple dans ses relations avec le Conseil de ministres et d'une intransigeante vigilance dans la mise en œuvre de ses responsabilités.

Demain, si la crise charbonnière s'aggrave, il y aura, dans l'opinion publique, une seule responsabilité : celle de l'Europe du charbon et de l'acier. Ce n'est pas du fait d'un hasard particulier que l'Europe a commencé par le charbon. Il y a dix ans, la situation sur le marché de l'énergie était fort différente de ce qu'elle est aujourd'hui. Il n'en reste pas moins que ce fait interdit, à mon sens, à la Haute Autorité de choisir des moyens termes, d'essayer de finasser ou de se dérober devant les problèmes qui se posent à elle. Et si, par malheur, les gouvernements nationaux se refusaient à une politique communautaire, la Haute Autorité devrait les obliger à le dire clairement.

Mais, Monsieur le Président, je n'ai pas le sentiment que la situation soit celle-là. Tout en restant fidèle à ses principes et au traité, la Haute Autorité doit pouvoir obtenir des ministres des transactions, les compromis nécessaires et ne pas se heurter inutilement aux gouvernements pour des raisons de forme. Les vues supranationales et le respect des textes signés n'interdisent pas certaines concessions, à la condition que celles-ci soient faites dans l'intérêt de la Communauté et dans le but final de faire triompher la solidarité des six États membres.

Pourquoi ne pas dire que les Européens de cette Assemblée tiennent tout particulièrement à ce traité charbon-acier, premier instrument de la construction européenne communautaire, et qu'ils sont — on l'a vu à de nombreuses occasions — décidés à le défendre s'il était attaqué, comme il y a dix ans, par une hostilité de principe. Nous ne voulons pas laisser détruire, à un moment aussi grave pour la paix du monde, un édifice aussi fondamental.

Mais soyons francs, si nous avons à commencer aujourd'hui la construction européenne, si nous avons à refaire l'Europe des Six en 1960, sans doute utiliserions-nous, pour la bâtir, des procédés différents. Il n'est pas sûr que nous

considérerions comme essentiel de signer les textes dans l'ordre où ils ont été signés.

Aussi bien, ne devons-nous pas nous refuser systématiquement aux révisions, petites ou grandes, au rajeunissement des textes, aux modifications de structures, même à la fusion des exécutifs.

Mais le traité de la C.E.C.A., qui est, avec celui de l'Euratom, le plus généralement menacé, a été signé par six pays. Le traité de la C.E.C.A. est signé pour 50 ans et, à mon avis, il ne peut être modifié qu'avec l'accord des six pays signataires et non pas par la dénonciation de quelques-uns.

Le plus sûr moyen pour obtenir les modifications souhaitables est, sans doute, de faire appel à l'expérience des institutions existantes, de le faire dans la sérénité et non par le moyen de bruyantes déclarations.

Ayant le sentiment que la technique divise, mais que la politique pourrait, pour une fois, réunir, j'attendrai avec sagesse, pour reprendre ce thème d'avenir, qu'évolue l'Europe politique dont chacun reparle aujourd'hui. Pour moi, la révision des traités, la fusion des exécutifs, les élections de l'Assemblée au suffrage universel, sont des questions qui peuvent être évoquées entre nous à partir de maintenant, car les Communautés sont entrées dans les faits, dans les esprits, et la nécessité de l'union européenne est maintenant clairement comprise dans nos six pays.

Robert Schuman a gagné son pari de 1950. Il disait dans sa déclaration du 9 mai : « Par la mise en commun des productions de base et l'institution d'une Haute Autorité nouvelle, dont les décisions lieront les pays qui y adhéreront, cette proposition réalisera les premières assises concrètes d'une fédération européenne indispensable à la préservation de la paix ».

En relisant cette phrase, Monsieur le Président, je constate que cette déclaration quasi prophétique nous permet, encore aujourd'hui, d'avoir le seul véritable espoir pour le maintien de la paix.

Nous voilà peut-être loin du charbon et de l'acier. Mais, en terminant, il y a une phrase que je ne peux pas ne pas dire : « Il est clair que quels que soient les désirs de modifications qui peuvent naître dans certains esprits, il est parfaitement exclu que, demain, quelqu'un puisse détruire les traités existants et qu'on puisse en

revenir purement et simplement à la situation existant avant 1950.

(Applaudissements.)

Der Präsident. — Ich danke Herrn Poher für seinen Bericht.

Der Vizepräsident der Hohen Behörde, Herr Spierenburg, hat gebeten, an dieser Stelle das Wort nehmen zu dürfen. Ich bitte ihn, zu sprechen.

De heer Spierenburg, Vice-Voorzitter van de Hoge Autoriteit. — Mijnheer de Voorzitter, dames en heren, de Hoge Autoriteit heeft, sinds zij geconfronteerd werd met wat men sindsdien de schrootfraude is gaan noemen, meermaalen het voorrecht gehad voor Uw Hoge Vergadering en in zittingen van de Commissie van de Interne Markt verantwoording af te leggen en mededeling te doen inzake het door de Hoge Autoriteit gevoerde beleid en over de stand van het door haar ingeleide onderzoek.

Wanneer ik vandaag opnieuw Uw aandacht vraag voor deze uiterst gecompliceerde materie, dan is dat omdat dit door de Hoge Autoriteit ingeleide onderzoek nu zover is gevorderd, dat er in het openbaar mededelingen over kunnen worden gedaan, welke U een inzicht kunnen geven in het door de Hoge Autoriteit ten aanzien van de schrootfraude gevoerde beleid.

Op dit inzicht, mijnheer de Voorzitter, dames en heren, heeft Uw vergadering recht. De taak U dit inzicht te verschaffen is niet eenvoudig.

In de eerste plaats hebben wij te maken met een ingewikkelde materie: schroot, een produkt dat niet geproduceerd wordt en geen kostprijs kent; een vereveningsmechanisme, eerst ingesteld door staalfabrikanten der Gemeenschap, later in herhaaldelijk gewijzigde vorm opgelegd aan alle ondernemingen door beslissingen der Hoge Autoriteit, na ingewonnen advies van de Ministerraad.

Voorts gecompliceerde handelsgebruiken en talloze soorten documenten.

Dit alles leidde tot grote moeilijkheden bij de uitvoering der controles, zodat het eerst gaandeweg mogelijk werd de methoden van onderzoek zo te verfijnen en te verbeteren dat reële resultaten te verwachten waren.

Daar is bovendien de enorme omvang van deze materie. Gedurende zes jaar werden ruim 13 miljoen ton in perekwatie genomen. Daartoe

werden duizenden contracten, sub-contracten, doorverhandelingscontracten en verladingscontracten afgesloten. Ruim 150.000 documenten moesten diensgevolge op hun juistheid worden onderzocht en wel in vijf landen der Gemeenschap, waar verschillende situaties bestaan op het gebied van douanetechniek, handelsrecht, strafrecht en onderzoekcompetenties.

De aard van het door ons gekozen beleid bracht de noodzaak mee en noodzaakt ons nog een zekere zwijgzaamheid en discretie te betrachten. Een te vroeg in de openbaarheid brengen van bepaalde toestanden en feiten en resultaten van onderzoek kon immers onze actie schaden. Daar het de Hoge Autoriteit vanaf het begin de grootste ernst is geweest het onderzoek inderdaad zo te leiden, dat er serieuze resultaten van konden worden verwacht, heeft zij bewust de onaangename consequentie aanvaard de schijn te wekken niet te kunnen antwoorden op tot haar gerichte verwijten, dat zij remmend zou zijn opgetreden en de zaak naar de doofpot wilde verwijzen.

Ook vandaag zal ik mij moeten beperken, om bovengenoemde redenen en om niet te veel van de tijd van deze Vergadering in beslag te nemen. Ik wil U aantonen dat het door ons gekozen beleid resultaten gaat afwerpen, dat de loop van het onderzoek niet meer te stuiten is en dat een verdere afwikkeling van de zogenaamde schrootaffaire een kwestie van tijd is, een voortgaan op de ingeslagen weg.

Daarom is het m.i. zinvol voor U vandaag rekenschap af te leggen van ons beleid, omdat dat beleid vaststaat en zijn resultaten afwerpt, ook al is het onderzoek en de daaruit weer voortvloeiende actie nog niet voltooid en kan een afsluitend rapport U heden niet worden voorgelegd.

Mijnheer de Voorzitter, dames en heren, wat is nu eigenlijk de positie van de Hoge Autoriteit in de zogenaamde schrootfraude-affaire? Wij hebben in december 1957 kennis gekregen van een aangifte door de heer Worms, dat een ambtenaar van het Ministerie van Economische Zaken te den Haag ten onrechte zogenaamde exportverklaringen voor schroot zou hebben afgegeven.

De Hoge Autoriteit heeft zich onmiddellijk over deze zaak beraden en haar ambtenaren die daartoe in contact traden met het Ministerie van Economische Zaken te Den Haag, opdracht gegeven een onderzoek in te stellen en maatregelen voor te bereiden ten aanzien van:

a) de consequenties voor het vereveningsmechanisme van de aangegeven fraudes; d.w.z. in concreto: de terugvordering van eventueel ten onrechte uitgekeerde bedragen;

b) het vermijden van herhaling in de toekomst. In concreto: verscherping van de administratieve voorschriften voor de Kas en de Regionale Bureaus. Hierover is direct contact met Brussel opgenomen.

In maart 1958 zijn scherpere voorschriften die onze goedkeuring hadden, aanvaard.

Daarnaast heeft de Kas in maart 1958 besloten scherpere controle op de voorgelegde documenten, ter verkrijging van verevening, uit te oefenen en tevens de SAFS opdracht gegeven een onderzoek in te stellen naar de juistheid en volledigheid van documenten, die in het verleden waren overgelegd.

Toen ons uit het ons toegezonden interim-rapport van de SAFS bleek dat een allesomvattend onderzoek op een verdergaande wijze dan tot dan toe door de Kas nodig geoordeeld, noodzakelijk was, heeft de Hoge Autoriteit besloten de opdracht aan de SAFS zelf te verstrekken en deze zo ruim mogelijk te stellen.

Ik herinner U eraan dat de Hoge Autoriteit inmiddels een inspectie-afdeling had opgericht, welke onder leiding van een in deze zaken competente directie de noodzakelijk geachte onderzoeken kon leiden en ten dele zelf uitvoeren.

Wat is nu het doel van dit onderzoek en welke stappen zijn gedaan om dit doel te bereiken?

Het doel van het onderzoek is in de eerste plaats vast te stellen of ten onrechte perekwatiebedragen zijn uitgekeerd, zodat deze bedragen kunnen worden teruggevorderd.

In de tweede plaats voor zover hierbij sprake is van onregelmatigheden van strafrechtelijke aard van deze gevallen, aangifte te doen of te laten doen, zodat de schuldigen worden vervolgd.

Om dit doel te bereiken wordt controle uitgevoerd en wel, zoals reeds in ons rapport van december 1959 werd uiteengezet, in twee fasen.

In de eerste plaats wordt een controle uitgevoerd, welke moet aantonen in hoeverre aan de Kas en haar Regionale Bureaus voldoende bewijsmateriaal is voorgelegd ten bewijze van het recht op perekwatie.

In de tweede plaats wordt dit bewijsmateriaal op authenticiteit onderzocht om vast te stellen

in hoeverre er met de overgelegde documenten is geknoeid.

De derde fase van onze activiteit bestaat in het overleggen van zo volledig mogelijke dossiers aan de nationale justitie, met het verzoek tot strafvervolgning.

Het is duidelijk dat wij niet verder kunnen gaan, immers de Hoge Autoriteit mist de bevoegdheid in de deelnemende staten als vervolgingsambtenaar van of als rechter over personen die zij van strafbare feiten verdenkt, op te treden.

Het enige dat wij kunnen doen is alles verrichten wat in ons vermogen ligt, om de nationale justitiële autoriteiten zo volledig mogelijk van materiaal te voorzien, wanneer wij het vermoeden hebben dat er strafbare feiten zijn gepleegd. Ik leg daarbij de nadruk op alles wat in ons vermogen ligt, omdat wij in principe alleen maar de mogelijkheid hebben die documenten te controleren, die zich in het bezit van de Kas en haar Regionale Bureaus en bij de staalindustrie bevonden. Met name bij de tweede fase van onze activiteit, nl. het onderzoek naar de authenticiteit van de documenten, zijn wij op de medewerking van nationale instanties aangewezen.

Deze medewerking kunnen wij niet zonder meer eisen, vooral niet als die nationale instanties zich beroepen op gebrek aan bevoegdheden. Het enige wat ons in zulke gevallen overblijft is de overlegging aan de nationale justitiële autoriteiten van dossiers, die dan niet zo volledig kunnen zijn als wij gewenst hadden. Als deze autoriteiten op grond van deze overgelegde dossiers alsnog tot onderzoeken overgaan, kunnen wij uiteraard daarbij behulpzaam zijn.

Een vierde fase breekt ten slotte aan, nl. de terugvordering van bedragen die ten onrechte zijn uitgekeerd.

Hier is evenwel een moeilijkheid gerezen. Onmiddellijk na de ontdekking van de eerste fraude is getracht de ten onrechte uitbetaalde bedragen van de betrokken handelaren terug te vorderen.

De Kas wilde zich daartoe de contractuele rechten van de ontvangende fabrieken tegenover hun leverancier laten cederen. Aangezien de fabrieken voor deze cessie onaanvaardbare voorwaarden stelden, is deze weg verlaten en heeft de Hoge Autoriteit besloten de ten onrechte betaalde perekwatie rechtstreeks van de betrokken schrootverbruikende bedrijven terug te

vorderen. Daarbij bleef geheel buiten beschouwing of deze bedrijven al dan niet van de onrechtmatige verevening op de hoogte waren geweest of hadden kunnen zijn.

Zij gaf daarom tegen deze bedrijven, die volgens de Kas ontvangers van het schroot waren geweest, beschikkingen, waarin hun werd bevolen de ontvangen perekwatie te restitueren.

De betrokken bedrijven leidden echter procedures bij het Hof in om deze beschikkingen te doen vernietigen. Aan deze eis gaf het Hof in april jl. gevolg.

Na deze uitspraak heeft de Hoge Autoriteit dadelijk contact gezocht met juristen van naam in diverse landen der Gemeenschap om haar te adviseren ten aanzien van de nu te volgen procedures.

Immers, de terugvorderingsacties dienen nu in de verschillende landen voor nationale rechtbanken te worden gevoerd.

De Hoge Autoriteit heeft goede hoop binnen zeer korte tijd ook hier tot actie te kunnen komen, respectievelijk te doen komen.

Mijnheer de Voorzitter, dames en heren, het *accountantsonderzoek*, in onze opdracht en onder ons toezicht en onder dagelijkse leiding van de directie der Inspectie-afdeling van de Hoge Autoriteit verricht, is gereed voor alle schrootleveringen tot 30 april 1957, met uitzondering van de contracten afgesloten in, respectievelijk voor Italiaanse bedrijven. Ik kom daar nog op terug bij de bespreking van de stand van zaken per land.

De controle van de leveringen gedaan na 1 mei 1957 tot het einde van het vereveningsstelsel (november 1958) zal, als het ritme van het huidige werkplan kan worden aangehouden — en dit plan wordt op bevredigende wijze ten uitvoer gebracht — in oktober van dit jaar kunnen worden beëindigd.

Dan zal de Hoge Autoriteit dus de documentatie van alle vereveningscontracten op hun juistheid en volledigheid hebben geverifieerd. Dit resultaat kon alleen bereikt worden door de inschakeling van drie Nederlandse accountantsfirma's die in Duitsland aan het werk gezet werden, terwijl één Duits kantoor het onderzoek in Nederland afmaakt. Een bekend Engels kantoor is bovendien in België met het beëindigen van het onderzoek aldaar belast. Dit maakte het de SAFS mogelijk zich vooral te concentreren op

een spoedig beëindigen van haar werkzaamheden in Frankrijk en Italië.

Ik kan U verzekeren, dat organisatorisch al het denkbare is gedaan om snel tot een einde der onderzoeken te komen. Dit ook om het risico van verjaring zoveel mogelijk te beperken, waaraan trouwens het eerst onderzoeken van de oude contracten (die van voor 1 mei 1957) heeft bijgedragen.

Het authenticiteitsonderzoek

Dit onderzoek dus naar de echtheid en geldigheid van de voor vereveningsaanvragen gebruikte documenten bleek noodzakelijk, omdat reeds de eerste accountantsrapporten inzake het aanwezig zijn van deze documenten tevens gerechte twijfel deed rijzen aan de *authenticiteit* der aan de Kas voorgelegde stukken.

Met het oog hierop zijn alle douane-documenten met behulp van nationale instanties op hun echtheid onderzocht.

Om de door de Hoge Autoriteit gewenste controles in het nationale vlak mogelijk te maken, werd onder leiding van de Directie Inspectie van de Hoge Autoriteit een grote hoeveelheid voorbereidend sorteer- en classificatiewerk verricht.

Dit werk leidde tot de vaststelling van een aantal gevallen, waarin dubbel gebruik gemaakt is van officiële documenten, terwijl ook gebruikmaking van fotomontages werd geconstateerd.

Dit voorbereidend werk, mijnheer de Voorzitter, is beëindigd, behalve voor Frankrijk. Hierop kom ik ook straks, bij de behandeling per land, nog terug.

Wat sloopschroot betreft, doen zich in alle landen moeilijkheden voor om tot een afsluitend onderzoek te komen. Dit onderzoek kan slechts volledig zijn, wanneer controles bij de scheepsloperijen worden verricht en in bijna alle landen ontbreken ook de nationale opsporingsdiensten daarvoor de noodzakelijke bevoegdheden. De Hoge Autoriteit is dus genooddaakt zich rechtstreeks tot de justitie in deze landen te wenden. Deze gaat evenwel slechts dan tot vervolging van de aangebrachte zaken over wanneer de beschuldigende partij voldoende argumenten aanbrengt.

Teneinde het uit het accountantsonderzoek van de H.A. verkregen materiaal te versterken, heeft de Hoge Autoriteit zich tot Lloyd's Register of Shipping gewend.

Lloyd's is bij wijze van proef opgedragen voor een twaalfstal schepen, ten aanzien waarvan twijfel aan de bij de Kas gedeclareerde schrootopbrengst bestaat, het staalgewicht te berekenen. Alleen op deze wijze is het wellicht mogelijk tot een gegrond oordeel te komen over de vraag of de per gesloopt schip geleverde schroothoeveelheden inderdaad van zo'n schip afkomstig konden zijn.

Wanneer blijkt dat de bij het accountantsonderzoek gerezen vermoedens van fraude door de resultaten van deze berekeningen bij Lloyd's worden bevestigd, kunnen de met dit bewijsmateriaal versterkte dossiers aan de Justitie worden voorgelegd.

Op de ingeslagen weg zal dan worden voortgegaan. Ik moge er overigens op wijzen, dat het hier een — bovendien kostbaar — proefonderzoek betreft. De Hoge Autoriteit vertrouwt dat deze door haarzelf ondernomen *verdieping* van het onderzoek naast de *versnelling* door inschakeling naast de SAFS van vijf accountantsfirma's, Uw Vergadering zal overtuigen van de ernst waarmee de Hoge Autoriteit ernaar streeft het ondernomen onderzoek tot een snel en goed einde te brengen.

Het authenticiteitsonderzoek is thans in enkele landen voltooid en elders in volle gang.

Mijnheer de Voorzitter, dames en heren, het voorgaande zou ik U nu willen verduidelijken door U een beeld te geven van de situatie van het onderzoek per land.

Ik zal daarbij met *Duitsland* beginnen. Hier zijn door de Hoge Autoriteit aan de Duitse opsporingsdiensten 15 000 geclassificeerde gevallen ter beschikking gesteld.

Bij het *importschoot* is het authenticiteitsonderzoek in volle gang. De Duitse controleorganen hebben zich bij voorrang gewijd aan die schroottransacties welke aan de hand van het door de Hoge Autoriteit ondernomen onderzoek in de eerste fase bij de Kas de meeste onregelmatigheden te zien gaven.

Dit betreft het zogenaamde Heeresschrott, afkomstig van in Duitsland aanwezige Amerikaanse legeronderdelen. Deze goederen gelden voor de Duitse douane als buitenlands materiaal, zodat levering ervan aan Duitse kopers als import geldt en als zodanig perekwatiegerechtigd was.

Om aan het verzoek van de Hoge Autoriteit te kunnen voldoen, werd door het Duitse Mi-

nisterie van Financiën een omvangrijk controleapparaat ingeschakeld, t.w. de Oberfinanzdirektionen Düsseldorf, München, Koblenz, Neurenberg, Münster, Berlijn, Bremen, Frankfurt en Stuttgart. Deze controleerden niet alleen de authenticiteit der documenten, maar stelden ook onderzoeken in bij de betrokken schroothandelaren.

De controle op dit zogenaamde Heeresschrott is nu beëindigd. Van een hoeveelheid van 180.000 ton blijkt 75.000 ton ten onrechte in perekwatie te zijn genomen. Het rapport van de Oberfinanzdirektoren, gespecificeerd naar contracten en handelaren, is in ons bezit.

Aan de rest van het importschoot is men nu begonnen. Reeds bleek bij onderzoek van een twintigtal invoercontracten van totaal ongeveer £2.000 ton, dat 31.800 ton ten onrechte in perekwatie is genomen.

Hoewel sterk overbelast, zetten de Duitse instanties de controle op het importschoot zo snel mogelijk voort; de resultaten worden aan de Justitie overgedragen. Nog deze week vindt een gesprek plaats tussen vertegenwoordigers van de Hoge Autoriteit, van de Kas en van de Oberfinanzdirektionen bij de Staatsanwalt te Düsseldorf, waarbij de gevallen van fraude zullen worden aangegeven en toegelicht.

Uw Vergadering zal begrijpen, dat de Hoge Autoriteit, hoewel zij hier beschikt over de volledige wetenschap inzake onrechtmatige, ja veelal naar haar mening strafbare feiten, gepleegd door haar met name bekende firma's, deze namen niet kan noemen voordat de nationale rechter zijn uitspraak heeft gedaan.

De Hoge Autoriteit is er zich van bewust dat de hier bereikte resultaten in grote mate te danken zijn aan de zeer effectieve medewerking van de Duitse controleinstanties.

Ten aanzien van het *sloopschoot* stuit de Hoge Autoriteit ook in Duitsland op de moeilijkheden waarover ik U reeds sprak, nl. dat noch zijzelf, noch nationale instanties de bevoegdheid bezitten onderzoeken te verrichten bij de sloperijen. Ook hier kan de Hoge Autoriteit dan ook niet anders doen dan de daarvoor in aanmerking komende gevallen voorleggen aan de Staatsanwalt.

Ik wil U nu inlichten over de situatie in België.

De authenticiteitscontrole op het *importschoot* is hier over de volledige periode van de werking van de Kas beëindigd.

Dit onderzoek is op verzoek van de Hoge Autoriteit en op grond van het door haar voorbereide materiaal afkomstig van eigen onderzoeken door de Belgische douane verricht. Er zijn daarbij een aantal gevallen van fraude aan het licht gekomen ten belope van in totaal 28.000 ton op een totaal van 218.800 ton. De eerste gevallen van deze fraude kwamen overigens aan het licht doordat de Kas inlichtingen vroeg aan de douane te Antwerpen.

Van het in behandeling nemen der zaken door de Belgische Justitie is bij de Hoge Autoriteit van de Procureur des Konings te Antwerpen bevestiging ontvangen.

Wat het *scheepssloopschroot* betreft, neemt België een uitzonderingspositie in, aangezien de controle op de geleverde hoeveelheid sloop-schroot uitsluitend gebaseerd kan worden op verklaringen van een overheidsinstantie. Deze overheidsinstantie heeft op ons verzoek een rapport uitgebracht over de door haar afgegeven verklaringen. Nader overleg zal worden gepleegd over de vraag of de door haar ingestelde controles voldoende doeltreffend kunnen worden geacht.

In *Frankrijk* ziet men zich weer voor een andere situatie geplaatst.

Wat het *importschroot* betreft, wordt het authenticiteitsonderzoek bemoeilijkt door het feit, dat voor de Franse importen aan de Kas geen douanedocumenten zijn voorgelegd. Het is in Frankrijk nl. gebruik, dat de douanestukken onder berusting van de douane blijven. Daardoor ontbreekt hier een stuk, dat zich leent voor een centrale controle der authenticiteit.

Ook de door de Hoge Autoriteit in andere gevallen verrichte voorbereidende sorteer- en classificatiewerkzaamheden waren bij de Franse importen niet mogelijk.

De Hoge Autoriteit heeft naar een methode gezocht toch ook de controle van Franse importen te kunnen completeren. Deze methode is gevonden en juist dezer dagen is een schrijven van de Franse regering ontvangen, waarin zij haar medewerking aan de door de Hoge Autoriteit verzochte controles toezegt. Fraudes zijn in dit stadium nog niet geconstateerd.

Bij de controle op de *scheepssloopschrootleveringen* deden zich ook in Frankrijk de bekende moeilijkheden voor. De Franse regering heeft echter zeer onlangs toegezegd een onderzoek te doen instellen bij een aantal door de Hoge Autoriteit aangeduide sloperijen.

Wanneer ik U nu over *Italië* ga spreken, is het nodig U er rekenschap van te geven, dat de toestand daar afweek van die in de overige landen.

De onderscheiding importschroot/sloopschroot heeft nl. in Italië geen zin, daar *alle* schroot de douane passeert, omdat sloop-sloperijen als extraterritoriaal worden beschouwd. Alle vereveningstransacties konden centraal op basis van zich bij de douanediens ten bevindende stukken worden gecontroleerd.

Daartoe was echter de medewerking van deze diensten vereist. Met de pogingen van de Hoge Autoriteit deze medewerking te verkrijgen, is geruime tijd gemoeid geweest. Het onderzoek is nu echter in volle gang.

De te verrichten controles zijn bijzonder omvangrijk. Er zijn ca. 35.000 documenten te controleren en hoewel 75 % dezer documenten te Rome berust, is de rest verspreid over 23 douanekantoren.

Sinds maart van dit jaar is ongeveer een derde afgewikkeld; gerekend wordt met een beëindiging van de controles in oktober a.s.

Als laatste in deze reeks overzichten per land wil ik U inlichten over *Nederland*. Behalve wat betreft de resterende accountantscontrole over de tweede periode, is de taak van de Hoge Autoriteit hier vrijwel volbracht.

De authenticiteitscontrole der *importschroot*-documenten in Nederland is afgesloten.

Deze is door de Nederlandse douane verricht op basis van het door de Hoge Autoriteit overgelegde materiaal. Er zijn daarbij overigens praktisch geen afwijkingen geconstateerd.

Ten slotte meld ik U aangaande het *sloop-schroot* in Nederland, dat de Hoge Autoriteit ook hier op de moeilijkheid is gestuit, dat een onderzoek bij de sloperijen niet mogelijk bleek.

Ons bleef daarom niets anders over dan de verdachte gevallen aan de Procureur-Generaal van het Gerechtshof te 's-Gravenhage voor te leggen.

Ik ben nu gekomen aan het eind van het overzicht per land. Voor ik mijn uiteenzettingen afsluit wil ik een ogenblik stilstaan bij hetgeen door Uw Marktcommissie in haar advies van 15 september j.l. aan de Hoge Autoriteit is gezegd over de verdiensten van de heer Worms, die de eerste fraudes heeft aangegeven. Hiermede diende de Hoge Autoriteit, naar de mening van Uw Commissie, rekening te houden.

Dit, mijnheer de Voorzitter, dames en heren, is steeds geschied. Voor zover de heer Worms gegevens te onzer kennis heeft gebracht, zijn deze altijd grondig bestudeerd. Echter, wat voor het menselijk rechtsgevoel als bewijs toereikend schijnt, schiet in vele gevallen juridisch tekort.

Juridisch toereikende bewijzen zijn echter vereist voor men tot rechtsactie over kan gaan. Het moeizaam aanslepen van doorslaggevend bewijsmateriaal was een tijdrovend werk, dat beter in een zekere stilte kon geschieden; er bestaat immers, vooral bij de aanvang van het onderzoek, alle kans dat zulk bewijsmateriaal door hen die de gevolgen van de actie vrezen, aan de onderzoekers zou worden onttrokken.

Het is daarom van het hoogste belang dat het onderzoek ook verder kan plaatshebben met koel overleg en buiten de emotionele sfeer.

De Hoge Autoriteit doet van haar kant al het mogelijke om de schuldigen aan de gerechtelijke autoriteiten over te leveren en de ten onrechte verkregen geldsommen terug te vorderen.

Mijnheer de Voorzitter, dames en heren, ik heb U thans uiteengezet op welke wijze het onderzoek van de fraudes verloopt. Ik heb, zonder in te veel details te treden, geschetst welk een omvangrijke actie door de Hoge Autoriteit is ondernomen.

Deze actie is op dit ogenblik nog niet overal beëindigd. Een afsluitend rapport kan deze verklaring dan ook nog niet zijn.

Wel zal het U duidelijk zijn met welk een ernst de Hoge Autoriteit het onderzoek verricht. Nu reeds is vastgesteld dat over 168.000 ton ten onrechte perekwatie is uitbetaald.

Ik kan U mededelen :

ten eerste : dat in de herfst van dit jaar in alle landen het accountantsonderzoek *volledig* zal zijn afgesloten ;

ten tweede : dat dit jaar alle voorbereidende werkzaamheden voor het authenticiteitsonderzoek zullen zijn beëindigd ;

ten derde : dat verwacht kan worden dat dit jaar ook in alle landen het authenticiteitsonderzoek door de nationale instanties zal zijn beëindigd.

De taak van de Hoge Autoriteit zal dan grotendeels beëindigd zijn. Gerechtelijke acties, zowel strafrechtelijke als civiele, zullen echter nog geruime tijd vergen, maar het recht zal dan zijn

loop nemen, zoals behoort, juist ook in onze jonge Gemeenschap. Deze zal dan getoond hebben te kunnen en te willen handelen als een rechtsgemeenschap.

(Applaus.)

Der Präsident. — Ich danke Herrn Spierenburg für seine Ausführungen.

In der Aussprache erteile ich nunmehr das Wort Herrn Kreyssig.

Abg. Kreyssig (*namens der sozialistischen Fraktion*). — Herr Präsident! Da die deutsche Sprache ohnehin nicht die Eleganz aufweist, die der französischen Sprache zu eigen ist, möchte ich dem Kollegen Poher schlicht und einfach sagen: Er hat einen guten Bericht gemacht, und die sozialistische Gruppe ist ihm dafür dankbar. Wir empfinden es als eine gute Methode, dass der Bericht sich auf wenige entscheidende Punkte konzentriert und nicht zu sehr in viele Einzelheiten verzettelt.

Da der Bericht obendrein den Vorteil hat, knapp und präzise zu sein, fühle ich mich veranlasst, dem nachzueifern. Ich werde also nur einige wenige Punkte berühren, die wir von der sozialistischen Gruppe für besonders wichtig halten.

Zunächst ist die Feststellung getroffen, dass die Sanierung des Kohlenbergbaus, die uns allen am Herzen liegt, nach gleichmässigen Kriterien erfolgen soll, eine Feststellung, die unseres Erachtens vor allem von den Vertretern der Regierungen, vor allem von den Vertretern im Ministerrat, gelesen und beherzigt werden sollte, wenn sie sich zusammensetzen und diese Massnahmen besprechen.

In Ziffer 16 des Berichtes spricht unser Kollege Poher davon, dass eine gemeinsame Handelspolitik gerade im Hinblick auf die Sanierung des Kohlenbergbaus notwendig ist. Die Damen und Herren des Europäischen Parlaments werden sich entsinnen, dass diese Probleme der Handelspolitik, die ja im Vertrag über die Europäische Gemeinschaft für Kohle und Stahl nur sehr am Rande behandelt sind, seit langem in der Diskussion gestanden haben. Wir von der sozialistischen Gruppe sind davon überzeugt, dass ohne eine gemeinsame Handelspolitik, das heisst im wesentlichen ohne eine gemeinsame Importkoordinierung und -kontrolle eine wirklich gute

Kohlenpolitik in der Gemeinschaft nicht möglich ist.

In der Ziffer 16 ist auch gesagt, dass die Sanierung des europäischen Kohlenbergbaus voraussichtlich nicht ohne einen gewissen Zollschutz möglich sein wird. Das mag durchaus richtig sein.

Die sozialistische Gruppe möchte aber nachdrücklich darauf hinweisen, dass der Zoll schliesslich ein holzhammermässiges Handelsinstrument ist. Es wird notwendig sein, sehr sorgfältig darauf zu achten, dass durch den Zollschutz keine Barrieren gebaut werden, die im grossen und ganzen gesehen sich ungünstig auswirken müssen.

Unser Berichterstatter hat dann das Problem der Kartelle und die Problematik an der Ruhr ausführlich dargestellt, eine Darstellung, für die wir ihm ebenfalls dankbar sind, weil es für spätere Generationen oder für Abgeordnete, die künftig in unser Parlament eintreten, sicherlich nützlich sein wird, diese Darstellung in einem offiziellen Dokument zur Verfügung zu haben.

Er kommt zu dem an sich völlig richtigen Urteil — das entspricht der einhelligen Auffassung des Ausschusses —, dass jetzt folgender Zustand vorhanden ist: Die Hohe Behörde hat ein toleriertes Kartell genehmigt, und die Montanunion befindet sich — und wir freuen uns, dass der gesamte Ausschuss diese Feststellung getroffen hat — in der Kartellpolitik zunächst einmal in einer Sackgasse, aus der herauszukommen es wenig Aussicht gibt.

Aus der verlesenen Rede des Herrn Präsidenten der Hohen Behörde haben wir gehört — und wir wissen es auch aus den Tageszeitungen —, dass nun die Klage beim Gerichtshof eingereicht ist, der zu prüfen hat, inwieweit die Haltung der Hohen Behörde richtig ist. Wir begrüssen es, dass uns der Gerichtshof die verbindliche Interpretation des Artikels 60 liefern wird, hoffen allerdings, dass das nicht allzu lange dauert. Denn während dieser Zeit — das sollte man nicht übersehen — hat nach Auffassung der sozialistischen Gruppe die Hohe Behörde jegliche Kontrolle über den deutschen Kohlemarkt und das deutsche Kohlekartell aus der Hand gegeben. Sie hat die bestehende Institution um ein weiteres Jahr, glaube ich, genehmigt. Innerhalb dieses Jahres wird der Gerichtshof selbst bei gründlichster Untersuchung zweifellos sein Urteil sprechen können.

Wenn ich mich recht entsinne, war die Genehmigung des jetzt wieder verlängerten Kohlever-

kaufs an der Ruhr an bestimmte Bedingungen gebunden. Die Hohe Behörde hatte erklärt, sie wolle durch Kontrolleure darauf achten, dass die Bedingungen eingehalten werden. Ich habe nicht gehört, dass die Hohe Behörde in der Zeit, bis der Gerichtshof entschieden hat, irgendeine Kontrolle auszuüben gedenkt. Ich würde mich freuen, wenn ich mich hierin geirrt hätte und die Hohe Behörde erklären könnte, dass sie eine Kontrolle ausübe.

Mit Genugtuung habe ich festgestellt, dass sich der Ausschuss einer Auffassung angeschlossen hat, die die sozialistische Gruppe seit dem Bestehen der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl vertreten hat, dass nämlich der Kohlebergbau überhaupt nicht für einen freien Wettbewerb geeignet ist, dass also in der Konzeption des Vertrags offensichtlich ein Generalfehler vorgelegen hat. Das muss, wie unser Kollege Poher für den Ausschuss festgestellt hat, folgerichtig dazu führen, dass insoweit die Bestimmungen des Vertrags geändert werden.

Ich komme dann zu einem Punkt, der für die sozialistische Gruppe ebenfalls von grosser Bedeutung ist. Bei der Darstellung des Preissystems von Kohle ist darauf hingewiesen worden, dass der Artikel 60, der bekanntlich die Veröffentlichung der Preislisten vorschreibt, elastischer gestaltet werden müsse. Da in der EWG andere Wettbewerbsbedingungen vorhanden und die Konkurrenzprodukte der Kohle diesen Bestimmungen nicht unterworfen sind, ist es zweifellos notwendig, eine Anpassung zu finden und nicht die Kohle gewissermassen durch Artikel 60 im Wettbewerb zu diskriminieren.

Ich möchte aber darauf hinweisen, dass in den Schlussbemerkungen des ausgezeichneten Berichts unseres Kollegen Poher bezüglich des Artikels 60 eine Formulierung enthalten ist, die mir schwächer erscheint als das, was in der Ziffer 50 des Berichts gesagt ist. In der Ziffer 50 wird vollkommen richtig gesagt — und das unterstreicht die sozialistische Fraktion vollinhaltlich —:

«diese Änderungen können unter Umständen sehr tiefgreifend sein und vielleicht eine teilweise oder völlige Streichung des Artikels 60 zur Folge haben. Da dieser Artikel bewiesen hat,»

— das ist das, worauf wir Wert legen —

«dass seine Bedeutung in der Regelung eines gesunden Wettbewerbs lag, würde Ihr Ausschuss es begrüssen, wenn man soweit nicht gehen würde, womit er aber nicht behaupten

will, dass der Artikel absolut unantastbar sei.» Das heisst, glaube ich: wir müssen, wenn es zu einer Vertragsrevision kommt, darauf achten, dass der Artikel 60 nicht sang- und klanglos verschwindet, sondern elastischer gestaltet wird, damit der Kohle im Wettbewerb geholfen wird.

Hier darf ich einschalten: Ich habe zwar schon immer gewusst, dass Schrott eine sehr rostige und schmierige Masse ist. In den letzten zwei Jahren habe ich aber erfahren, dass er auch erhebliche Gerüche ausströmt. Ich bin sehr erfreut, darauf nicht eingehen zu müssen. Andere Kollegen meiner Fraktion werden sich mit dem Schrottproblem befassen.

Ich komme zu dem nächsten Punkt, der uns wichtig erscheint. Er betrifft das Problem der Zusammenschlüsse und die Regelung des Artikels 66 § 2 im Hinblick auf die Frage der Investitionskontrolle. Dazu hat eine Anzahl schrift-Anfragen aus dem Hause vorgelegen. Die Hohe Behörde war so liebenswürdig, uns vor fünf oder zehn Minuten die Antworten auf den Tisch legen zu lassen. Es war mir leider nicht möglich, diese Antworten sofort in vollem Umfang zu lesen. Die sozialistische Gruppe legt jedenfalls auf die Bestimmungen im Montan-Vertrag, die eine Investitionskontrolle vorsehen, grossen Wert. Sie ist nach wie vor der Meinung, dass die Investitionslenkung und die Vorausschau auf den Investitionsbedarf entscheidende Werkzeuge für eine vernünftige und zweckmässige Organisation der Kohle- und Stahlproduktion der Gemeinschaft sind. Mit ihnen können Fehlinvestitionen, die später meistens auch mit Arbeiterentlassungen und sozialem Elend bestraft werden, vermieden werden.

Eine weitere Bemerkung habe ich zu den Stahlpreisen und zu dem Vorgehen der französischen Regierung zu machen. Wir rechnen es dem Kollegen Poher hoch an, dass er diesen Punkt ausführlich dargestellt hat. Es scheint inzwischen klar zu sein, dass das Vorgehen der französischen Regierung, also die künstliche Niedrighaltung der französischen Stahlpreise nach der Währungsabwertung, dank der guten Konjunktur-entwicklung so gut wie keine Nachteile für die übrigen Länder gehabt hat. Das ändert jedoch nichts an der Feststellung, dass die französische Regierung hier eine Massnahme ergriffen hat, die im Gegensatz zu den Bestimmungen des Vertrages steht. Wir müssen mit Bedauern feststellen, dass die Empfehlungen, die die Hohe Behörde an die französische Regierung gerichtet hat, von dieser nicht beachtet worden sind. Der Bericht macht klar, dass das Problem noch nicht abgeschlossen ist.

Ich weiss nicht, ob bei der jetzigen Entwicklung noch die Möglichkeit besteht, dieses Problem grundsätzlich zu lösen. Wenn die Eisen- und Stahlkonjunktur noch eine Weile anhält — inzwischen sind übrigens die französischen Preise etwas erhöht worden —, dann wird sich wahrscheinlich erweisen, dass der Verstoß der französischen Regierung gegen eindeutige Bestimmungen des Vertrages durch die Gunst der Konjunktur ausgeglichen worden ist.

Schliesslich muss ich noch ein paar Worte zu den Schlussbemerkungen des Berichts sagen. Ich glaube, dieser Bericht wird nicht nur wegen seiner Knappheit und Klarheit im Europäischen Parlament immer Bedeutung behalten, sondern auch deshalb, weil er offen und mutig das Problem einer notwendigen Vertragsrevision angesprochen hat. Nach sieben oder acht Jahren der Praxis müssen wir feststellen, dass in der Gemeinschaft einige der entscheidenden Probleme mit den Artikeln und Paragraphen des Vertrages einfach nicht zu lösen sind. Wir erkennen in aller Deutlichkeit, dass die Bestimmungen des Vertrages inzwischen nicht mehr ausreichen, um den Realitäten bei Kohle und Stahl gerecht zu werden.

Die sozialistische Gruppe stimmt voll den Äusserungen des Ausschusses zu, dass es notwendig ist, zu einer Harmonisierung der drei europäischen Verträge zu kommen. Dies gilt vor allem — ich habe das bereits erwähnt — für das Gebiet der Handelspolitik. Die Frage ist nur, unter welchen Aspekten eine Vertragsrevision durchgeführt werden könnte. Die sozialistische Gruppe möchte keinen Zweifel daran lassen, dass sie nach wie vor der Auffassung ist — die übrigens die Gemeinsame Versammlung der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl anlässlich der Debatte über Fragen der Vertragsrevision, für die ich Berichterstatter war, bekundet hat —: Jede Vertragsrevision und jede Anpassung bestehender Artikel an die Gegebenheiten muss von der Hohen Behörde ausgehen. Die Hohe Behörde muss von den Regierungen den Auftrag bekommen, die notwendigen Vertragsrevisionen auszuarbeiten und vorzulegen.

Ich habe bereits gesagt, dass hinsichtlich der Artikels 60 mit Vorsicht vorgegangen werden muss. Es ist auch bezüglich des Artikels 65 notwendig, sehr sorgfältig zu überlegen, in welcher Form eine Änderung des Vertrages erfolgen soll. Die sozialistische Gruppe setzt voraus, dass die Befugnisse und die Position der Hohen Behörde und der Charakter der Gemeinschaft nicht verändert werden. Sie wird Vorschläge

zur Revision des Vertrages aufmerksam prüfen und von sich aus zu gegebener Zeit Stellung nehmen.

Wir stimmen dem Berichterstatter darin zu, dass wir nicht mehr allzu lange zögern dürfen, wenn wir nicht Gefahr laufen wollen, dass das ganze Gefüge der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl noch stärker erschüttert wird, als es bereits einmal der Fall gewesen ist. Wir sollten nicht mehr allzu lange damit warten, die offensichtlich gewordenen Konstruktionsfehler zu beseitigen und den Vertrag mit den beiden Verträgen von Rom zu harmonisieren.

Ich möchte schliessen mit einem nochmaligen Dank an den Kollegen Poher.

(Beifall.)

Der Präsident. — Ich danke Herrn Kreyssig für seine Intervention.

Nunmehr spricht im Namen der christlich-demokratischen Gruppe Herr Bertrand.

De heer Bertrand, rapporteur (*Niet door spreker nagelezen*). — Mijnheer de voorzitter! Ik stel er prijs op, de heer Poher hartelijk geluk te wensen met het duidelijke en zeer overzichtelijke enkele vraagstukken, die zich op het ogenblik op de kolen- en staalmarkt van onze Gemeenschap voordoen. De lezing van dit verslag en de inleiding, gegeven door de rapporteur, nopen mij, aan de Hoge Autoriteit enkele zeer concrete vragen te stellen betreffende haar toekomstig beleid ten aanzien van de ontwikkeling, die zich de laatste tijd en in het bijzonder de laatste twee à drie maanden op de kolenmarkt voordoet.

Er is één ding, dat mij in dit debat sterk opvalt. In maart 1959, toen wij in de Gemeenschap een kolenvoorraad hadden van 27.900.000 ton, hebben wij zeer levendige en gepassioneerde debatten gehad over de moeilijkheden die er waren en de plannen die de Hoge Autoriteit aan het Parlement voorstelde om aan de kolencrisis, die zich in maart 1959 in de Gemeenschap voerde, het hoofd te bieden. De Hoge Autoriteit trachtte ons toen ervan te overtuigen, dat zij voor de noodzaak stond, toepassing van artikel 58 te vragen teneinde de uitgesproken crisistoestand in de Gemeenschap uit te roepen en de nodige maatregelen te nemen om de kolencrisis te bestrijden.

Wij hebben toen na lange debatten als Assemblée een resolutie aangenomen, waarin wij de

Hoge Autoriteit in haar standpunt steunden en haar aanmoedigden aan de Ministerraad de toepassing van artikel 58 te vragen.

In mei van verleden jaar heeft de Ministerraad dit voorstel van de Hoge Autoriteit verworpen, steunende op het feit, dat er geen algemene crisis in de Gemeenschap was en dat artikel 58 alleen in het Verdrag was opgenomen met het oog op een conjuncturele crisis en niet voorzag in de moeilijkheden, die zouden kunnen ontstaan bij een structurele crisis.

Volgens de inlichtingen, die wij hebben vernomen, was het vooral deze argumentatie, die in de Ministerraad aanleiding was het voorstel van de Hoge Autoriteit niet te aanvaarden.

Op dat moment ging de discussie met de Hoge Autoriteit om de vraag: In hoeverre is het een conjuncturele crisis en in hoeverre is het een structurele crisis?

Nu het juni 1960 is, geloof ik, dat de discussie niet meer gaat over de aard van de kolencrisis en dat de meerderheid in de Gemeenschap van oordeel is dat de huidige crisis voor 80 % een structurele crisis is.

Ik zou nu mijn eerste vraag willen stellen aan de Hoge Autoriteit. Op dit ogenblik stellen we vast dat wij niet een kolenvoorraad van 27 miljoen ton hebben, zoals in maart 1959, toen men zo zenuwachtig was en een manifeste crisistoestand wilde uitroepen, maar een kolenvoorraad van 32 miljoen ton.

Mijn vraag is de volgende: Welke is nu de politiek van de Hoge Autoriteit, welk is haar communautair programma dat zij thans voorstelt om het hoofd te bieden aan de moeilijkheden die wij op het ogenblik ondervinden in het geheel van de Gemeenschap? Heeft de Hoge Autoriteit inzichten betreffende de noodzakelijkheid, ook een wijziging van artikel 58 van het Verdrag voor te stellen, aangezien men nu zegt dat artikel 58 niet voldoende is en alleen kan worden toegepast in geval van een conjuncturele crisis? Welke houding neemt de Hoge Autoriteit dienaangaande aan en wat denkt zij voor te stellen, vermits wij nu getuigen zijn van het feit dat de onderscheidene regeringen, die in mei 1958 de mening waren toegedaan dat ze met eigen middelen het hoofd konden bieden aan de crisis, nu moeten vaststellen dat nu ook zij aan deze crisis het hoofd niet kunnen bieden, gezien de stijging van de kolenvoorraden in het Ruhrgebied. Ondanks de saneringsmaatregelen aldaar heeft er een snelle stijging van de kolenvoorraad

plaats, ook in Frankrijk. Nu de politiek van de regeringen is mislukt en zij niet het hoofd kunnen bieden aan de kolencrisis, zou ik willen vragen: is het ogenblik niet gekomen voor de Hoge Autoriteit om ons opnieuw, op communautair plan, een voorstel te doen om de gezondmaking van de kolennijverheid in de komende maanden en jaren enigszins te bevorderen?

In dat verband valt het mij ook op dat blijkens het verslag van de heer Poher, dat het resultaat is van de discussies die hebben plaatsgehadt in de Commissie, er vanwege de Hoge Autoriteit geen enkel voorstel werd gedaan om voor de komende maanden een communautair plan aan de Ministerraad voor te leggen.

Ziedaar dus de eerste vraag die ik zeer concreet wilde stellen naar aanleiding van dit rapport.

Ik wens daaraan niet te veel beschouwingen toe te voegen, omdat ik hoop dat de Hoge Autoriteit ons zal zeggen wat zij ons voor de komende maanden zal voorstellen om de crisis op te lossen.

Ik wenste deze vraag te stellen omdat men verleden jaar — met recht en reden — de aandacht vestigde op de mogelijkheden die het bestaan van een Verdrag zoals dat van de E.G.K.S. bood om de toestand op de kolenmarkt te verlichten. Er werd toen gezegd: Wij hebben de financiering van de kolenstocks mogelijk gemaakt, 50 franken per ton kolen op stock; op die manier is er een stabilisering van de werkgelegenheid en kan de financiële last van de kolennijverheid worden verminderd. Er is toen in België voor de sanering van de kolenmarkt de E.G.K.S.-toelage ingevoerd. Maar dat alles vervalst nu. Er is geen financiering meer voor de stocks. Er zijn geen financiële middelen meer voorzien in het budget van de Hoge Autoriteit. De E.G.K.S.-toelage vervalst 30 september a.s. en er is geen voortzetting voorzien.

Wat is nu de politiek van de Hoge Autoriteit om in de komende maanden op communautair vlak de kolencrisis te verhelpen, nu de moeilijkheden nog veel groter zijn dan verleden jaar, toen daarover zoveel is gediscussieerd.

Het heeft mij zeer verwonderd dat noch in de inleiding van de Voorzitter van de Hoge Autoriteit, die wij hier verleden week hebben aangehoord ter gelegenheid van de Gemeenschappelijke Vergadering van de Raad van Europa en het Europees Parlement, noch in de rede die hier vandaag namens de Voorzitter van de Hoge

Autoriteit werd uitgesproken, een voorstel is naar voren gekomen dat de Hoge Autoriteit thans aan onze goedkeuring zou dienen voor te leggen om het hoofd te bieden aan de crisis, die op het huidige ogenblik veel groter is dan die, welke wij verleden jaar hebben gekend.

Wat is er gebeurd in de schoot van de Hoge Autoriteit? Gaat men niet meer akkoord met een communautaire politiek? Beraadslaagt men over die vraagstukken niet meer? Het zou interessant zijn te weten hoe men er thans tegenover staat, nu de toestand erger is dan verleden jaar.

Een tweede vraag die ik zou willen stellen, houdt verband met de paragrafen die de heer Poher in zijn rapport heeft behandeld in verband met de Belgische steenkolennijverheid.

Ter zake heeft mij iets getroffen in de inleiding die de heer Turani, voorzitter van de Commissie, gehouden heeft. De heer Turani zei dat de kolencrisis een communautair aspect heeft, doordat ze ook bij de Italiaanse mijnwerkers een gedeeltelijke werkloosheid veroorzaakt.

Ik zou aan de heer Turani willen zeggen dat hij een gemakkelijk middel heeft om de gedeeltelijke werkloosheid in België voor de Italiaanse arbeiders op te lossen, namelijk door aan de Italiaanse regering te vragen om de kolen die de Italiaanse arbeiders in België voortbrengen door Italië te laten aankopen. Vanaf dat ogenblik zullen wij een communautaire oplossing hebben bereikt, die aan alle problemen van sociale aard die ook de Italiaanse regering zorgen baren, een einde maakt.

In de tweede plaats voeg ik eraan toe — ik ben gewend de zaken te zeggen zoals ik ze denk — dat ik zeer ontgoocheld ben over het feit dat een bepaald land van onze Gemeenschap ontzaglijk veel hoeveelheden aardolie achter het ijzeren gordijn aankoopt tegen dumpingprijzen, waardoor de crisis in de Gemeenschap in hoge mate wordt verscherpt. Het is gewenst dat duidelijk wordt uiteengezet hoe men daar tegenover staat. Misschien kan dit gebeuren in het debat over de coördinatie van de energie.

Ik kan mij niet akkoord verklaren met de tekst van paragraaf 19 in het rapport van de heer Poher, waar wordt gezegd dat ingevolge artikel 37 van het Verdrag een procedure werd gevolgd « waardoor de Belgische kolenmarkt werd geïsoleerd, of, juister gezegd, opnieuw werd geïsoleerd ». Dat moet zijn: « waardoor de Belgische kolenmarkt *gedeeltelijk* werd geïsoleerd ». Immers, België voert toch nog 3 1/2 mil-

joen ton kolen uit de Gemeenschap in, op een eigen produktie van 22 miljoen ton kolen. Dat wil zeggen dat België in verhouding tot de nationale produktie voor 15 % kolen uit de Gemeenschap invoert. Men kan dan moeilijk spreken van een isolatie van de Belgische kolenmarkt. Ik kan er dus mee akkoord gaan dat men zegt dat men, ingevolge artikel 37, een gedeeltelijke isolering van de Belgische kolenmarkt heeft aanvaard om de uitvoering van de saneringsplannen mogelijk te maken.

Dat zou hebben beantwoord aan de werkelijke waarheid, maar zoals het nu in het rapport staat, lijkt het erop alsof België zich met zijn kolenmarkt heeft teruggetrokken uit de Gemeenschappelijke Markt, en dat is niet het geval.

Een ander probleem waarvoor ik de aandacht van de Assemblee zou willen vragen, betreft de moeilijkheden waarvoor wij in België staan bij het oplossen van de kolen crisis en de carrenties die wij zowel van de kant van de Hoge Autoriteit als van de Belgische regering vaststellen. Ik acht het noodzakelijk enigszins dieper op dit vraagstuk in te gaan.

In december van verleden jaar, toen de Belgische regering heeft verzocht artikel 37 van het Verdrag toe te passen, heeft de Raad van Ministers met eenparigheid van stemmen aan de Hoge Autoriteit toestemming gegeven dit te doen. Er is toen besloten tot een reglementering van de prijzen en van de voortbrenging op grond van artikel 37.

Welnu, op het ogenblik heerst er in ons land een volledige anarchie inzake de kolenprijzen. De gepubliceerde prijs schalen, zoals ze door de Hoge Autoriteit zijn goedgekeurd, worden op dit ogenblik in België praktisch niet meer gerespecteerd. Men tracht door het geven van rabat en andere kortingen onder deze schalen uit te komen, en er is geen enkele controle op dit gebied.

De eerste vraag die ik zou willen stellen aan de Hoge Autoriteit is deze: heeft U op basis van artikel 37 de bevoegdheid om inzake de organisatie van de Belgische kolenmarkt beschikkingen te treffen en controle uit te oefenen? Zo ja, waarom doet U het dan niet?

Ik had graag uw zienswijze gekend inzake de toepassing van artikel 60 van het Verdrag.

U heeft zich verzet tegen het tot stand brengen in de Ruhr van één centraal verkoopkantoor. Ik kan dat begrijpen. U heeft medegedeeld dat U het verzoek van de Duitse regering tot oprich-

ting van een centraal verkoopkantoor afgewezen heeft, aangezien U van mening is dat dit niet beantwoordt aan de bepalingen van het Verdrag ten aanzien van een vrije kolenmarkt.

U is ook in discussie met het orgaan van de A.T.I.C.

U heeft uit de statuten van Cobechar in België alle bepalingen doen schrappen die betrekking hadden op de reglementering van de kolenproduktie in België, via Cobechar. Nadat Cobechar was gereorganiseerd, is ze, mede onder uw invloed, uit elkaar gevallen. Zeer velen zijn uit Cobechar getreden, met het gevolg dat er nu op de kolenmarkt in België volledige anarchie heerst.

Nu zegt de Hoge Autoriteit dat zij tot hertoe geen maatregelen getroffen heeft om de produktie te doen beperken of om produktiequota's per onderneming op te leggen, maar dat zij de Belgische regering verzocht heeft de voortbrengers ertoe aan te zetten om onder elkaar een gemeenschappelijk akkoord te bereiken inzake produktiebeperking en produktiequota's. Er is hun zelfs gevraagd de toepassingsmodaliteiten van de overeenkomst inzake produktiequota's te aanvaarden.

De voortbrengers in België kunnen echter niet tot een akkoord komen zolang zij een guerrillastrijd op leven en dood moeten voeren om een kilogram kolen te verkopen. De openbare besturen zullen dus zelf opnieuw maatregelen moeten treffen om orde in de produktie te brengen.

Ik zou de Hoge Autoriteit dan ook willen verzoeken ons mede te delen waarom zij de beslissing no. 46 van december 1959 tot nog toe niet heeft toegepast in samenwerking met de Belgische regering.

Ten slotte, mijnheer de Voorzitter, is er nog een aspect van het probleem, dat hier ter sprake moet komen, maar dat ik beter kan behandelen bij de beraadslaging over mijn eigen verslag of over dat van de heer Leemans nopens de energieproblemen, waarin het ook aan de orde is gesteld. Het betreft de vraag hoe men de saneringsmaatregelen in de toekomst gaat koppelen aan de noodzakelijke reconversie maatregelen die ermede gepaard moeten gaan. Ik weet dat daarover een beslissing werd getroffen in de Raad van Ministers en dat er een conferentie met de regeringen over zal worden georganiseerd, maar ik geloof dat in afwachting daarvan de sanering niet mag worden vertraagd, aangezien dit zeer grote gevaren zou meebrengen voor de gezonde mijnen die in de toekomst in de Gemeenschap moeten blijven voortbestaan.

VORSITZ
PRÉSIDENT DE LA SÉANCE
PRESIDENTE DELLA SEDUTA
VOORZITTER VAN DE VERGADERING

M. FOHRMANN

Vizepräsident

Vice-président

Vicepresidente

Ondervoorzitter

Wij stellen immers vast dat de wijze waarop de saneringsactie verloopt en de maatregelen die men voorziet ten aanzien van de sluiting van een aantal mijnen een zo nadelige weerslag op de toekomstige afzetmogelijkheden van de integreerbare mijnen zullen hebben, dat deze daardoor bedreigd zijn vanzelf mede ten onder te gaan vóór het einde van de saneringsperiode bereikt is. Die bedreiging weegt zeer zwaar op de Belgische kolenmarkt en zal morgen waarschijnlijk ook gedeeltelijk gaan wegen op de kolenmarkt in de Ruhr.

Ik zou dan ook graag van de Hoge Autoriteit vernemen welke vooruitzichten zij heeft en over welke middelen zij beschikt om in de komende maanden aan die moeilijkheid het hoofd te bieden.

Ik moge een concreet voorbeeld noemen, hoewel dit enigszins brutaal is van mijnentwege, en ik weet dat het in mijn land ophef zal maken wanneer men het in de bladen leest.

Het staat van nu af aan vast dat in België eer drie jaar verstreken zijn de hele Borinage moet worden gesloten en 90 % van alle mijnen in het Centrum. Iedereen is het daarover eens, maar niemand durft het te zeggen.

Het staat vast dat het bekken van Luik en dat van Charleroi zullen moeten verdwijnen en dat alleen het bekken van de Kempen voor de toekomst nog kan blijven gehandhaafd. Daar wordt echter op het ogenblik in twee van de zeven mijnen slechts 12 dagen per maand gewerkt. Dit drukt zo zwaar op de kostprijs van de kolen, dat men de kolen niet tegen de normale prijs kan afzetten. Vandaar dat het bekken, ten gevolge van de lange tijd die voor de sanering voorzien is, mede dreigt ten onder te gaan voordat de saneringsperiode is afgelopen.

Ik zou de Hoge Autoriteit dus willen vragen ook speciale aandacht te besteden aan de mogelijkheden van de Belgische steenkolenmarkt.

Dit waren enkele opmerkingen die ik naar aanleiding van het betoog van de heer Poher naar voren wou brengen.

(Applaus.)

(Vizepräsident Fohrmann übernimmt den Vorsitz.)

(M. Fohrmann remplace M. Furler au fauteuil de la présidence.)

(L'on. Fohrmann sostituisce l'on. Furler al seggio della Presidenza.)

(De heer Fohrmann vervangt de heer Furler in de voorzitterszetel.)

M. le Président. — Je remercie M. Bertrand de son exposé.

La parole est à M. Van der Goes van Naters.

M. Van der Goes van Naters. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, au cours de la session précédente j'ai eu la témérité d'intervenir sur le problème de la ferraille sans attendre le rapport de l'honorable rapporteur M. Poher. Il me l'a reproché, très gentiment d'ailleurs, et a annoncé à cette occasion son rapport intérimaire sur la question et la discussion qui devait suivre.

Voici ce rapport. Le groupe socialiste en est déçu. A plus forte raison est-il déçu par la déclaration minimaliste que le rapporteur vient d'y ajouter.

Depuis à peu près trois ans, le scandale de la ferraille est connu et une seule page suffit au rapporteur pour indiquer que l'enquête d'ensemble n'est pas terminée et que des conclusions seront présentées dès que la Haute Autorité aura achevé ses recherches.

Mais sachez bien, Mesdames, Messieurs, que l'enquête d'ensemble ne sera jamais terminée et que la tâche d'information de la Haute Autorité ne sera jamais achevée. Cela s'appelle-il un contrôle parlementaire démocratique ?

Après cinq ans de fraudes, de crimes non punis, d'injustices, de vols au détriment de notre Communauté de cinq, dix ou vingt millions de dollars, après un retard non excusable, après avoir confié d'abord la recherche des fraudes aux fraudeurs eux-mêmes, huit mois après la dénonciation des crimes, huit mois pendant lesquels les malfaiteurs ont pu dans le calme faire disparaître les traces de leurs crimes, la Haute Autorité a commencé son enquête personnelle; elle en a rendu compte goutte par goutte à l'Assemblée.

Aujourd'hui, elle a bien voulu nous donner quelques informations, mais une vue d'ensemble ne nous est pas encore présentée, et aux 38 questions que M. Nederhorst et moi avons posées le 4 février, la Haute Autorité n'a répondu qu'à moitié.

Je m'étonne d'ailleurs que M. Poher n'ait même pas repris ou commenté ces questions et leurs réponses.

M. Poher, rapporteur. — Monsieur le Président, avec la permission de l'orateur, je voudrais faire une simple déclaration au nom de la commission.

M. Van der Goes van Naters. — Je vous en prie.

M. le Président. — La parole est à M. Poher.

M. Poher, rapporteur. — C'est la commission qui, par un vote, a décidé que le rapporteur ne traiterait pas le problème de la ferraille à la présente session du mois de juin, étant entendu que la Haute Autorité devait faire aujourd'hui une déclaration sur ce sujet et que c'est sur la base de cette déclaration qu'ultérieurement, en octobre vraisemblablement, un rapport serait présenté.

On ne peut dire que le rapporteur n'a pas traité la question; c'est la commission, je le répète, qui a décidé à la majorité de ne pas évoquer ce problème aujourd'hui, étant entendu qu'il y aurait une déclaration de la Haute Autorité. Cette déclaration a été faite.

Cela a été repris à une séance ultérieure et l'un de nos collègues néerlandais, M. Nederhorst, a eu connaissance de cette situation.

M. Van der Goes van Naters. — Je remercie M. le Rapporteur de sa déclaration, mais celle-ci n'apporte rien de nouveau.

Généralement, une commission suit son rapporteur. Cette fois également, son vote n'a pas été à l'encontre de la position de notre estimable rapporteur et celui-ci, à mon avis, reste donc responsable de son rapport.

Il n'est pas possible, il n'est plus possible, Monsieur le Président, d'ignorer le scandale de la ferraille ou de le traiter à la légère. Voici pourquoi.

Partout autour de nous surgissent de nouveaux États; tous, souffrent de la même faiblesse, de la même maladie infantile: la cor-

ruption, la domination par de puissants groupes d'intérêts. Cette faiblesse peut être surmontée, et dans la plupart des cas elle sera surmontée par le contrôle rigide et impartial d'une Cour des comptes indépendante, par un exécutif fort, un exécutif apte à établir son autorité et à faire prévaloir l'intérêt commun, enfin par un parlement imperturbable et fier de sa vocation.

Or, il semble que les nouvelles Communautés souffrent exactement de la même faiblesse. C'est pourquoi les mêmes remèdes s'imposent. Il faut que tombent toutes les illusions.

Il est clair que ce qui s'est passé n'est qu'un précédent et que s'il reste impuni il se répétera dans toutes nos Communautés et aussi, Messieurs les Commissaires, au sein de la Communauté économique européenne où l'on aura également besoin de certificats, de papiers de valeurs, de documents, que l'on puisse falsifier et dont la remise puisse s'obtenir par corruption.

Fort heureusement, la Haute Autorité a déjà tiré une première leçon de cette triste affaire, à savoir ne plus jamais faire exercer un contrôle par les intéressés eux-mêmes.

Je le répète, pour parvenir à cette conclusion il a apparemment fallu parcourir une période choquante. La première dénonciation a été faite par M. Worms, fin novembre 1957; les toutes premières recherches ordonnées par la Caisse de Bruxelles, par l'O.C.C.F., datent de mars 1958,

Mais qu'avons-nous appris il y a trois mois par la réponse donnée par la Haute Autorité à M. Nederhorst et à moi-même sur cette recherche? Nous savons maintenant, Monsieur le Vice-président de la Haute Autorité, par cette réponse 1 B/2 que le directeur de l'O.C.C.F., ancien employé de Krupp, avait consciemment soustrait à cette première recherche, déjà tardive, précisément toutes ces catégories de ferrailles pour lesquelles la fraude avait été commise et constatée.

Comment ne pas croire à la complicité, à la connivence de certains de ces prétendus contrôleurs?

Mais il y a plus: tandis qu'il y avait des instructions précises en ce qui concerne les documents à présenter avant que la Caisse fût tenue de payer la péréquation; tandis que les seules déclarations des fonctionnaires nationaux attestant qu'il s'agissait de ferrailles provenant de pays tiers étaient déclarées insuffisantes, l'O.C.C.F. a toujours payé d'après ces déclarations, si faciles à fausser, et dans un grand nombre de cas, en effet faussées.

Mais il y a pire. Après la dénonciation Worms, après l'arrestation du fonctionnaire hollandais en cause, après la découverte publique du crime si répandu, l'O.C.C.F. a continué durant des mois et des mois à payer sans aucun contrôle supplémentaire sur présentation des mêmes documents, dont la fausseté n'était plus un secret pour personne.

Entre les mois de décembre 1957 et de juin 1958, on a payé de la sorte, pour des transactions dont chacun connaissait le caractère frauduleux, un montant d'environ quatre millions de dollars.

Est-ce que la Haute Autorité va enfin réclamer ce montant au président, au directeur ainsi qu'aux directeurs régionaux de l'O.C.C.F. ?

Mesdames, Messieurs, beaucoup de choses incompréhensibles d'abord deviennent maintenant plus claires : la haine inexorable de ceux que l'on croyait victimes contre celui qui a dénoncé le vol, M. Worms.

Il est, enfin, un dernier élément choquant dans cette affaire : les grands profiteurs restent encore toujours hors d'atteinte.

Nous savons maintenant, par la réponse précitée de la Haute Autorité, que les usines menacées elles-mêmes d'une procédure ont préféré, en posant des conditions inacceptables, attirer cette procédure à elles plutôt que de collaborer avec la Haute Autorité à la poursuite des véritables profiteurs : l'entreprise de négoce en question, le groupe Krupp-Oberhausen dans son entreprise commune, la « Hansa ».

Nous savons maintenant que l'action devant la Cour contre les usines a échoué. La Cour a suivi son avocat général, qui ne jugeait pas prouvée la mauvaise foi des intéressés.

Je vais maintenant répéter, puisque l'affaire n'est plus *sub judice*, notre question posée sous X.

Dans la procédure devant la Cour, la Haute Autorité a-t-elle fait valoir à l'encontre de l'affirmation de l'avocat général selon laquelle les entreprises ont pu être de bonne foi :

- 1) que chaque entreprise réceptrice est spécialisée en la matière ;
- 2) que chaque entreprise réceptrice fait quotidiennement usage du Lloyd's Register ,
- 3) que chaque entreprise réceptrice connaît exactement le poids maximum de ferraille qui peut provenir de chaque bateau ;

4) que chaque entreprise réceptrice, connaissant exactement la capacité de démolition de chaque chantier et de chaque pays, pouvait se rendre compte que les quantités excessives offertes, par exemple par les Pays-Bas, durant une courte période, ne pouvaient être que falsifiées.

J'espère obtenir sous peu une réponse de la Haute Autorité à cette question primordiale.

Je vais, tout d'abord, prendre un exemple et demander à la Haute Autorité si elle connaît les faits que j'avance et si je les relate d'une façon exacte ou non.

Un navire de mer, un « liberty-ship », de 7.000 tonnes, appelé « steel-traveller », a coulé, au mois d'août 1944, dans l'Escaut occidental. Il se trouve encore au fond de cette embouchure. Mais ce bateau fantôme a été « importé » en Allemagne, sur le papier seulement. La Caisse de Bruxelles a exercé son contrôle et payé aux fraudeurs, toujours les mêmes, à peu près 100.000 dollars. Mais n'est-il pas pour autant arrivé de la ferraille en Allemagne ? Bien sûr, mais de la ferraille intérieure collectée en Hollande même et ne donnant aucun droit à la péréquation.

Or, ceci démontre encore la mauvaise foi, car qui pourrait croire que les négociants experts ne voient pas la différence entre la ferraille provenant d'une épave de mer et la ferraille provenant de voitures, de locomotives, etc... ? Cette naïveté serait ridicule si l'affaire était moins sérieuse.

Cependant, jamais Krupp-Hansa n'ont été poursuivis pour de telles fraudes grotesques.

Il est prouvé que ces entreprises ont utilisé encore d'autres méthodes pour se faire payer les sommes tant désirées de la péréquation. Il est prouvé qu'au moins à trois reprises, on a corrompu des douaniers du port de Hambourg en vue de faire sortir de la ferraille intérieure vers le port libre de la même ville et de la faire rentrer comme étant de la ferraille provenant de pays tiers et ayant droit à la péréquation.

M. Spierenburg, vice-président de la Haute-Autorité. — Avez-vous des preuves de ce que vous avancez, Monsieur van der Goes van Naters ?

M. van der Goes van Naters. — Ce n'est pas à moi mais à vous qu'il appartient de les fournir.

M. Spierenburg. — Vous lancez une accusation. C'est à vous d'en donner les preuves.

M. van der Goes van Naters. — Je suis disposé à vous fournir les éléments vous permettant d'exiger des mesures de la justice allemande.

Mais il ne s'agit pas seulement de l'Allemagne et des Pays-Bas. La fraude a d'abord éclaté en Belgique, à Gand, M. Spierenburg le sait. Tout le monde en connaît l'auteur, mais, il reste, lui aussi, hors d'atteinte.

En France enfin, il y a eu le cas de l'armateur qui, à maintes reprises, a déclaré le même bateau toujours sous un autre nom. En toutes ces occasions, notre caisse, naïve, a payé les sommes réclamés au vu des seuls documents et sans aucun contrôle effectif. Ce cas est resté jusqu'à présent impuni.

On peut résumer le résultat comme suit : en Hollande, un fonctionnaire a été puni; ses trois corrupteurs ont été jugés, mais le principal coupable a pu se soustraire à l'exécution de sa peine, sauvant tout l'argent volé, ce qui lui permet actuellement de vivre à l'aise en Suisse ou en Israël, selon les saisons.

En Allemagne, on n'a pas encore touché aux malfaiteurs, auteurs des crimes plus spectaculaires.

Que va faire la justice allemande, Monsieur Spierenburg, des 15.000 dossiers « douteux » produits par vous et qui ont été mis à sa disposition ?

En Belgique et en France, aucun résultat n'a encore été obtenu.

Quatre conclusions s'imposent donc et je les présente au nom du groupe socialiste :

1) L'affaire doit recevoir toute la publicité qu'elle mérite, Messieurs les membres de la Haute Autorité, et, à ce point de vue, j'approuve votre déclaration d'aujourd'hui que nous allons examiner sous peu à tête reposée;

2) Il faudra renforcer le contrôle parlementaire à ce sujet et j'invite M. Poher, rapporteur, de le préparer d'une manière énergique;

3) Il importe que justice soit faite, tant dans le cadre de la Communauté que dans chacun de nos six pays et il est souhaitable, par conséquent, que les membres de cette Assemblée se souviennent de cette nécessité lorsqu'ils seront rentrés chez eux;

4) La Communauté européenne, sous ses trois formes actuelles, doit être protégée contre tout contrôle exercé par les intéressés eux-mêmes.

Ces conditions remplies, Mesdames, Messieurs, notre Communauté pourra devenir enfin — et je cite M. Spierenburg — « une Communauté de droit ».

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je remercie M. van der Goes van Naters de son exposé et je donne la parole à M. Deringer.

Abg. Deringer. — Herr Präsident! Meine Damen und Herren! Ich habe nicht die Absicht und vielleicht auch nicht die Begabung, zu dem ausgezeichneten Bericht meines verehrten Kollegen Poher, den auch ich von ganzem Herzen aufrichtig dazu beglückwünschen möchte, in der gleichen ausführlichen Weise Stellung zu nehmen wie mein Herr Vorredner. Ich möchte mich vielmehr darauf beschränken, zu einem einzigen Problem, das auch Herr Kreyssig schon angeschnitten hat, meine persönliche Ansicht vorzutragen. Ich meine das Problem des Artikels 60 des Montanvertrages.

Herr Poher hat in seinem Bericht mit Recht darauf hingewiesen, dass der Unterschied in den Verkaufsbedingungen für Kohle- und Heizöl dem Öl im Wettbewerb einen beträchtlichen Vorsprung verleiht. Das gleiche sagt ja auch Herr Leemans in seinem Bericht, der übermorgen erörtert werden wird.

Soweit ich es übersehen kann, besteht in allen mit diesem Problem befassten Kreisen Einigkeit darüber, dass die bisherige Diskrepanz zwischen den Bestimmungen des Montanvertrages für die Kohle und denen des EWG-Vertrages für Heizöl auf die Dauer für die Kohle nicht tragbar ist. Denn es geht nun einmal nicht im Wettbewerb, dass die Kohle ihre Preislisten veröffentlichen und sich, von bestimmten Ausnahmen abgesehen, daran halten muss, während das Öl solchen Vorschriften nicht unterliegt.

Worüber nun allerdings die Meinungen auseinanderzugehen scheinen, ist die Frage, wie man diesen Unterschied beseitigen kann.

Herr Kreyssig hat in seinem Beitrag vorhin den Satz in dem Bericht unseres Kollegen Poher unterstrichen, dass der Artikel 60 — das gilt insbesondere für den § 2 dieses Artikels — seine Bedeutung in der Regelung eines gesunden Wettbewerbs habe und dass er deshalb eine teilweise oder völlige Streichung des § 2 dieses Artikels nicht begrüssen würde.

Ich darf ganz ehrlich sagen, dass ich die Formulierung des Artikels 60 — wohlgermerkt: des § 2 dieses Artikels, das heisst der Vorschrift über die Veröffentlichung der Preislisten —, seit jeher mindestens als nicht sehr glücklich empfunden habe. Jeder Kenner der Materie weiss, dass das Diskriminierungsverbot im amerikanischen Kartellrecht, das in irgendeiner Form wohl das Vorbild dieser Bestimmung war, einen anderen Grundgedanken hat. Er weiss darüber hinaus, dass diese Vorschrift, so wie sie im Verträge steht, den Wettbewerb nicht unbedingt fördert, ihn vielleicht sogar bis zu einem gewissen Grade behindert. Es gibt sogar nationale Kartellgesetze, in denen es den Industrien verboten ist, das, was hier im Vertrag für die Kohle- und Stahlindustrie vorgeschrieben wird, vertraglich zu vereinbaren. Ich möchte mich deshalb mit Nachdruck dafür einsetzen, dass man, wenn man an die Lösung dieses Problems geht, mindestens zu einer erheblich elastischeren Auslegung, wenn nicht Formulierung, des Artikels 60 § 2 kommt.

Natürlich muss man, wenn man sich die verschiedenen Lösungsmöglichkeiten dieses Problems überlegt, auch die entsprechende Vorschrift des Artikels 85 des EWG-Vertrages anschauen, dem das Öl unterliegt. In Artikel 85 heisst es lediglich, dass die Diskriminierung durch Kartelle — in Artikel 86 durch marktbeherrschende Unternehmen — verboten ist, aber auch nur dann, wenn dadurch der Wettbewerb beeinträchtigt wird, genauer gesagt, wenn ein anderer Partner im Wettbewerb beeinträchtigt wird.

Diese Vorschrift über das Diskriminierungsverbot ist also wesentlich milder und weiter als die Vorschrift des Artikels 60 des Montanvertrags. Man könnte natürlich auf den Gedanken kommen — und in dem Bericht von Herrn Poher klingt das ja auch an —, die Vorschrift, die für das Öl gilt, der Vorschrift des Artikels 60 des Montanvertrags anzunähern oder anzugleichen.

Abgesehen davon, dass das natürlich auch nur über eine Vertragsänderung geschehen könnte, wäre es wahrscheinlich nicht möglich, im Rahmen des EWG-Vertrags eine besondere Regelung für das Öl einzuführen.

Man könnte sich überlegen, ob man nicht die Vorschrift über die Preislisten im Rahmen des EWG-Vertrages für alle Industrien einführt. Das halte ich aber schlechterdings für unmöglich. Man mag darüber streiten, ob die Vorschrift über die Einhaltung der Preislisten in

gewissen Industrien von Vorteil ist. In zahlreichen Industrien, etwa in der Textilindustrie oder in vielen anderen Bereichen der verarbeitenden Industrie, halte ich es für unmöglich, dass ein Unternehmen eine Liste seiner Preise veröffentlicht und an diese Liste in jedem konkreten Fall gebunden ist. Denn in vielen Bereichen der Industrie spielt ja der Wettbewerb im Gegenteil gerade dadurch, dass die Unternehmen die Möglichkeit haben, von ihren an sich generellen Preisen im konkreten Fall je nach Notwendigkeit abzuweichen, eine vorteilhafte Rolle.

Wenn man aber eine generelle Änderung der entsprechenden Bestimmung in den Artikeln 85 und 86 des EWG-Vertrages im Hinblick auf die Auswirkung auf die übrigen Bereiche der Industrie für mindestens sehr unwahrscheinlich hält, bleibt also nur noch entweder eine Angleichung des Montanvertrags an den EWG-Vertrag oder aber die Schaffung besonderer Bestimmungen für den gesamten Bereich der Energie.

Die zuletzt genannte Lösung hätte einige Vorteile, einmal den Vorzug, dass damit im Bereich der Energie, in dem für den Wettbewerb zweifellos andere Voraussetzungen bestehen als in den übrigen Bereichen der Wirtschaft und bei dem man sicher weithin nur von einem unvollkommenen Wettbewerb sprechen kann, gemeinsame besondere Vorschriften existieren würden. Der zweite Vorzug wäre vielleicht, dass dann die Vorschrift des Artikels 60 des Montanvertrages für den Stahl, für den sie sowieso nicht glücklich ist, nicht mehr gelten würde.

Auf der anderen Seite aber — das wird Ihnen klar sein, meine Damen und Herren — würde das bedeuten, dass man für den Bereich der Energie ein neues Vertragswerk schaffen müsste, mindestens hinsichtlich dieser Bestimmungen, was zweifellos schwieriger ist als eine gewisse Änderung des Montanvertrags.

Bei der Überlegung, wie man den Artikel 60 § 2 des Montanvertrags elastischer auslegen oder formulieren könnte, möchte ich an die Parallelbestimmungen des deutschen Gesetzes anknüpfen. Das deutsche Kartellgesetz kennt nämlich keine Vorschrift über die Veröffentlichung und Einhaltung von Preislisten, sondern es untersagt die Diskriminierung, das heisst die Anwendung sachlich ungerechtfertigter unterschiedlicher Preise auf vergleichbare Geschäfte, nur bei marktbeherrschenden Unternehmen und bei Kartellen. Das heisst:

Nach der Vorstellung des deutschen Gesetzes ist — das entspricht auch der ursprünglichen Vorstellung der amerikanischen Anti-Trust-Gesetze — das Verbot der Diskriminierung ein Verbot gegen den Missbrauch von Marktmacht.

Ich glaube, dass man den Artikel 60 § 2 durchaus dann sinnvoll anwenden könnte, wenn man diesen Gedanken auch in den Artikel 60 hineinlegt: dass nämlich die Diskriminierung und damit die Abweichung von den Preislisten nur so weit untersagt ist, als sie den Missbrauch von Marktmacht bei Kartellen und Monopolen zur Beeinträchtigung der Wettbewerber oder auch des Wettbewerbs in einer nachgeordneten Stufe bedeutet.

Ich glaube, Herr Präsident, dass diese kurzen Ausführungen ausreichend zeigen, worin ich die beste und am leichtesten zu verwirklichende Möglichkeit einer Lösung des Problems der unterschiedlichen Bestimmungen für Kohle und Stahl auf dem Gebiet der Preise sehe.

(Beifall.)

Der Präsident. — Ich danke Herrn Deringer für seine Ausführungen und erteile das Wort Herrn Nederhorst.

De heer Nederhorst (*niet nagezien door spreker*). — Mijnheer de Voorzitter, dames en heren! Bij de aanvang van mijn interventie zou ik graag enkele woorden willen zeggen om een kleine correctie aan te brengen op de korte mededeling, die de geachte rapporteur de heer Poher zojuis bij interruptie heeft gedaan inzake de behandeling van de schrootaffaire in zijn rapport.

Ik mag de heer Poher in herinnering brengen — en hij zal het met mij eens zijn — dat hetgeen ik zeg de gang van zaken weergeeft zoals die zich in de Commissie heeft voltrokken — dat er aanvankelijk bij onze rapporteur weinig neiging bestond om de schrootaffaire überhaupt in discussie te brengen en dat het mij enige moeite heeft gekost hem ervan te overtuigen dat het wenselijk was hierover te spreken door te zeggen: Niemand kan mij beletten, ook wanneer de rapporteur er niet over spreekt, zelfs wanneer de heer Spierenburg er niet over spreekt, om zelf bij de behandeling van het verslag bij de Hoge Autoriteit erover te spreken. Overigens bleek, dat ook de heer Spierenburg er prijs op stelde hier een verklaring af te leggen. Toen heeft de heer Poher voorgesteld de verklaring van de heer Spierenburg op te nemen bij zijn repliek. Opnieuw heb ik mij toen daartegen, in alle vriendschappelijkheid tegenover de heer

Poher, moeten keren en zeggen dat ik mij daarmee niet kon verenigen, omdat ik op die wijze geen gelegenheid kreeg op de verklaring van de heer Spierenburg te reageren.

Pas in het Comité van Presidenten zijn wij het eens geworden over de procedure, zoals deze zich nu heeft voltrokken, waarbij de verklaring van de heer Spierenburg volgde op die van de heer Poher, waardoor de gelegenheid ontstond om over de schrootzaak te spreken.

Mijnheer de Voorzitter, daaruit blijkt, indien ik het voorzichtig mag zeggen, toch niet, dat de heer Poher stond te trappelen van ongeduld om de schrootzaak in deze zitting te behandelen. Dat is zijn goed recht, maar hij moet het in zijn interruptie niet doen voorkomen alsof ik met de opvatting van de geachte rapporteur, die ik overigens een goed hart toedraag, geheel en al akkoord ga.

Belangrijker dan deze kleine procedurekwestie is de zaak zelf. Ik moet U eerlijk zeggen, dat ik een zekere tegenzin heb te overwinnen om thans deze zaak wederom ter sprake te brengen. Ik heb zo vaak het gevoel gehad, dat men de schrootaffaire als het ware beschouwt als een Nederlandse zaak, ja, erger nog, zelfs als een zaak van de heren Van der Goes van Naters en Nederhorst. Ik zou hiertegen in alle duidelijkheid willen opkomen en het doet mij daarom bijzonder genoegen te kunnen mededelen, dat de heer Van der Goes van Naters en ik thans namens de Socialistische Fractie het woord voeren. Dit is niet een zaak die alleen maar enkele leden gegrepen heeft omdat zij daarin een zekere kans zagen om een mooi schandaaltje aan de orde te stellen. Dit is een zaak waarbij de vraag aan de orde is: zijn wij een rechtsstaat of niet?

Ik moet eerlijk zeggen, dat de laatste maanden bij mij enige twijfel is gerezen over de vraag of wij ten aanzien van de schrootaffaire in alle zekerheid en gerustheid kunnen zeggen dat in dezen de principes van de rechtsstaat in volle omvang zullen worden toegepast. Ik hoop dat in de loop van mijn interventie nog nader uiteen te zetten, maar ik zou thans allereerst iets willen zeggen dat direct het beleid van de Hoge Autoriteit raakt, zij het dat het een beleid in het verleden betreft.

Wij hebben bij herhaling met de Hoge Autoriteit van gedachten gewisseld over het vraagstuk van de controle. Wanneer het gaat om de vraag of de Hoge Autoriteit controle mag uitoefenen — wij hebben hedenmiddag in dit ver-

band nog over de controle op investeringen gesproken — dan zijn er steeds grote bezwaren en dan krijgt men de indruk alsof de controle, die de Hoge Autoriteit uitoefent, werkelijk iets belangrijks is. De schrootaffaire heeft ons echter geleerd dat, wanneer het erop aankwam controle uit te oefenen, die controle op de meest ergerlijke wijze door de Hoge Autoriteit werd verwaarloosd.

Ik mag in dit verband even terugkomen op hetgeen de heer Van der Goes van Naters zojuist heeft meegedeeld, namelijk, dat nadat in september 1957 reeds vermoedens bij de O.C.C.S. in Brussel aanwezig waren dat er fraude had plaatsgevonden en nadat in november 1957 de heer Worms zijn aangifte van fraude had gedaan, nl. op 20 december 1957, eindelijk de O.C.C.S. zelf in beweging kwam en, daartoe uitgenodigd door de officier van Justitie, aangifte van fraude deed. Wat zagen wij toen gebeuren? Terwijl in het ene bureau van de O.C.C.S. aangifte van fraude werd gedaan, werden in de kamer daarnaast rustig gedurende een half jaar, weer op grond van documenten, waarvan men wist dat zij niet juist waren, betalingen verricht. Ik kan er geen andere woorden voor vinden dan deze, dat het bij de O.C.C.S. een administratieve bende was. De Hoge Autoriteit is daarvoor mede verantwoordelijk, want zij had de controle daarop. Aanvankelijk had de Hoge Autoriteit deze controle niet, maar sinds 1954 is een ambtenaar van de Hoge Autoriteit belast geweest met de controle op het doen en laten van de kas van de O.C.C.S. Ik constateer een ernstige beleidsfout en wanneer de heer Spierenburg in de commissievergadering heeft gezegd, dat men mocht verwachten dat de belanghebbenden zelf als goede huisvaders hun zaken zouden behartigen, dan moet ik zeggen: de hemel beware mij voor zulke huisvaders, die ertoe hebben meegewerkt, dat de belanghebbende zelf voor miljoenen is benadeeld.

Hoe was nu de houding van deze belanghebbende zelf? Hoe was de houding van de O.C.C.S. bij het ontdekken van de fraude? Is het de Hoge Autoriteit bekend, dat de directeur van het regionaal bureau in Nederland heeft meegedeeld, dat hij reeds in augustus 1956 heeft gewaarschuwd, niet tegen vervalste papieren, maar tegen de mogelijkheid dat binnenlands schroot op contract van derde-landenschroot werd geleverd en dat op dit schroot de perekwatie werd uitbetaald? De desbetreffende directeur heeft meegedeeld, dat hij een mededeling van dien

aard heeft gedaan aan de directeur van het regionaal bureau in Duitsland en aan de directie van de O.C.C.S. in Brussel.

Mijnheer de Voorzitter, dat niettemin ook na augustus 1956 de verdere uitbetaling op verkeerde documenten rustig plaatsvond, ondanks de controle van de Hoge Autoriteit, is een ernstige blaam voor de directie van de O.C.C.S. en voor de directeur van het Duits regionaal bureau, maar mijnheer de Voorzitter, beide blijven op dit ogenblik buiten schot. De directie van de O.C.C.S., die dus in elk opzicht in gebreke is gebleven, kreeg zelfs in de verklaring van december 1959 van de Hoge Autoriteit nog een bedankje voor de vlotte medewerking die zij verleende aan de afwikkeling van het onderzoek. Hoe is het met die medewerking van de O.C.C.S. gesteld? Dat blijkt uit het volgende. Nadat in augustus 1956 reeds gewaarschuwd was, dat op verkeerde papieren werd uitbetaald, ontstond een jaar later, in september 1957, het eerste vermoeden van fraude. Daarover vond een bespreking plaats op het Ministerie van Economische Zaken in Den Haag, waar werd medegedeeld van de zijde van het regionaal bureau, dus van de zijde van de O.C.C.S., dat men een ernstig vermoeden had van fraude. Er gebeurde toen maandenlang niets, tot in november 1957 de heer Worms zijn aanklacht indiende bij de Justitie. Nu zou men toch denken dat, wanneer zulk een bureau al een vermoeden heeft van fraude en dit vermoeden waar blijkt door de aanklacht van een derde, toch het moment gekomen is om met alle kracht medewerking te verlenen om die fraude aan het daglicht te brengen. Men kan het ten slotte op grond van allerlei overwegingen een bureau niet kwalijk nemen dat in zijn organisatie fraude plaatsgrijpt, maar wat men de belanghebbenden wel kwalijk kan nemen is dat, wanneer de fraude ontdekt wordt, zij niet alles, maar dan ook alles in het werk stellen om de waarheid aan de dag te brengen. Wat is er gebeurd? Nadat in november 1957 dus het vermoeden van de O.C.C.S. bewaarheid werd, heeft het tot maart 1959 geduurd voordat enige maatregel werd genomen en een opdracht werd gegeven aan het Zwitsers accountantsbureau om de zaak te onderzoeken. En, mijnheer de Voorzitter, nu bestaat er verschil van mening over deze opdracht. De directeur van het regionaal bureau in Nederland beweert bij hoog en bij laag dat de opdracht die de Hoge Autoriteit in september aan het Zwitsers bureau heeft gegeven naar de letter precies dezelfde opdracht is als die, welke in maart door de O.C.C.S. werd gegeven, een opdracht, dat, zoals de heer Van der Goes van Naters heeft medegedeeld, naar het

scheepssloopschroot en de invoer van schroot uit Amerika niet mocht worden gekeken. Uit het onderzoek bleek dat juist in de sector van het scheepssloopschroot en de importsector de grootste fraude heeft plaatsgevonden. Indien de mededeling van het regionaal bureau van Nederland juist is, moet op dit ogenblik deze beperking nog plaatshebben. Ik meen zeker te weten, dat dit niet het geval is, maar de heer Spierenburg zou mij een genoegen doen door duidelijk te verklaren dat de opdracht die de Hoge Autoriteit gegeven heeft een verder strekkende betekenis had dan de aanvankelijke opdracht die door de O.C.C.S. is verleend.

Mijnheer de Voorzitter, men kan in het algemeen tot deze conclusie komen dat er onder vigueur van de kas een onvoorstelbare zwendel heeft plaatsgevonden. Toen de zwendel eenmaal ontdekt werd, heeft men het onderzoek aanvankelijk traag en onvolledig ter hand genomen. Wij krijgen bepaald niet de indruk dat wij hier te doen hebben met verantwoordelijke mensen, die zich hun beleidsfouten bewust waren en zelf alles in het werk hebben gesteld om de fraude aan het licht te brengen. Dit alles, het zij nogmaals gezegd, heeft ook onder het toezicht van de Hoge Autoriteit plaatsgevonden, een toezicht dat van nul en gener waarde blijkt te zijn geweest, een toezicht, dat van die aard was, dat men op dit ogenblik nog steeds bezig is te verifiëren en te regulariseren wat men nu eigenlijk onder « schroot » moet verstaan.

Wat moet men verstaan onder bruikbare materialen? Dat schijnt allemaal in die tijd niet behoorlijk te zijn vastgesteld en omschreven.

De Hoge Autoriteit zou mij zeer verplichten wanneer zij mededeelde hoe het nu eigenlijk met de regularisatie staat.

Ik meen te weten dat deze regularisatie op dit ogenblik nog niet helemaal is afgelopen. Er zijn dus al ongeveer drie jaar verstreken sedert deze zaak aanhangig is geworden.

Mijnheer de Voorzitter, ik kom nu tot de tweede fase, het onderzoek van de Hoge Autoriteit. Ik zou daarbij onderscheid willen maken tussen het onderzoek zoals dit in het verleden was en het onderzoek zoals het nu is.

Ik heb sterk de indruk dat het onderzoek van de Hoge Autoriteit wat traag op gang is gekomen, dat men in het begin zelfs enigszins diletantisch te werk is gegaan, omdat men dacht dat men met een accountant in staat zou zijn de moeilijke en ingewikkelde vraagstukken die ver-

band houden met de schroothandel en, helaas, met de schrootfraude, te onderkennen.

Ik heb de indruk dat men aanvankelijk de ernst van het probleem ten zeerste heeft onderschat. Dit heeft mij bevreed en daarom werd door de heer Van der Goes van Naters en mij aan de Hoge Autoriteit de vraag gesteld waarom ze van het begin af aan niet de hulp heeft ingeroepen van de man die de fraude heeft aangebracht en dientengevolge met deze frauduleuze handelingen bekend was. De Hoge Autoriteit heeft op die vraag geantwoord dat de heer Worms in deze kwestie partij was.

Mijnheer de Voorzitter, de heer Worms was inderdaad partij, namelijk tegen de frauduleuze handelingen. In deze zin is de Hoge Autoriteit ook partij. Ik zie er geen bezwaar in dat twee elementen van een partij elkaar helpen en elkaars ervaringen gebruiken. Maar zelfs al had men dit niet willen doen, waarom heeft men de heer Worms dan niet ingeschakeld op deze wijze, dat men van hem een rapport vroeg inzake de techniek van de fraude en de technische mogelijkheden die er zijn om deze fraude te onderzoeken?

In het rapport van de heer Worms wordt gewezen op de mogelijkheid daartoe het Lloyd-register te gebruiken. Het blijkt dat de Hoge Autoriteit daartoe nu is overgegaan, nogmaals, na zoveel tijd. Hoeveel kostbare maanden zijn niet verloren gegaan en hoeveel nuttiger was het niet geweest, wanneer de Hoge Autoriteit direct had gedaan, wat zij nu doet?

Uit mijn interventie blijkt wel dat ik er van overtuigd ben dat het op het ogenblik met het onderzoek van de Hoge Autoriteit beter gaat en dat wij thans inderdaad een snellere afwikkeling van de gang van zaken tegemoet kunnen zien. Op zichzelf wil ik niet nalaten mijn verheugenis daarover uit te spreken, maar, mijnheer de Voorzitter, dan komt toch nog een belangrijk en principieel probleem aan de orde, dat mij voortdurend bezig heeft gehouden toen ik de verklaring van de heer Spierenburg aanhoorde.

Waarom doen wij dit allemaal? Waarom gaan wij dit enorme apparaat in het werk stellen om achter de omvang te komen, die de fraude heeft aangenomen? Is dat om aan de directeur van de statistische afdeling, de heer Wagenführ, de gelegenheid te geven een zeer interessante statistiek te publiceren over de boosheid van de mens, met beeldgrafieken, en dies meer? Of is het uitsluitend om onze nieuwsgierigheid te brevedigen? Of is er een gekrenkt rechtsgevoel en kunnen wij het niet verdragen dat op het ogenblik

een groot aantal schulden rondloopt waartegen niets, helemaal niets wordt gedaan? Dan kan het interessant zijn dat wij weten hoe groot de omvang van de fraude is.

Ik wil de heer Spierenburg vragen: Kunt U mij, behalve het geval van de heer Van der Grift en de vervolging van de Zeeuwse maatschappij, één geval noemen waarin inderdaad vervolging en veroordeling van de schulden hebben plaatsgevonden?

Daarom — en dit klinkt ook door in de verklaring van de Hoge Autoriteit — zou ik willen vragen: Ontvangt U werkelijk alle medewerking van de regeringen en van de nationale instanties om het Zwitserse accountantsbureau in de gelegenheid te stellen achter de volle waarheid te komen? Uit de verklaring verneem ik dat daarmee in Italië bijvoorbeeld geruime tijd gemoeid is geweest.

Hieruit blijkt dat de nationale regeringen in sommige gevallen bepaald in gebreke zijn gebleven om een vlotte medewerking te verlenen aan de Hoge Autoriteit.

Maar hoe is de medewerking bijvoorbeeld in Nederland? Wij weten dat de Nederlandse regering bepaald geen vlotte medewerking heeft verleend en dat het acht maanden heeft geduurd alvorens zij tot de overtuiging kwam dat zij geen enquêtebevoegdheid had.

Hoe staat het met de medewerking van de Franse regering en van de Belgische regering? Daarover hebben wij in de verklaring van de heer Spierenburg niets gehoord. Vinden deze regeringen dat ze de Hoge Autoriteit alle medewerking verleend hebben om het onderzoek van de « Fiduciaire Suisse » te vergemakkelijken?

Hoe staat het met het bestraffen van de schulden? Werken daartoe de nationale justities mede? De heer Spierenburg heeft enkele gevallen genoemd die aan de justitiële autoriteiten zijn overlegd, maar mijn indruk is dat het resultaat bijzonder pover is. Zelfs blijkt dat er tijdens het onderzoek dat de Hoge Autoriteit deed, nog documenten werden vervalst. Indien de Hoge Autoriteit zoiets mededeelt, moeten wij dat dan eenvoudig als een interessant feit aanvaarden, of komt dan niet dadelijk bij ons de vraag op: Indien dat wordt ontdekt, worden dan diegenen die men bij wijze van spreken op heterdaad betrapt bij het vervallen van documenten niet vervolgd? Vindt er geen justitiële vervolging plaats?

De Hoge Autoriteit deelt mede dat dubbel gebruik is gemaakt van de documenten. Interes-

sante mededeling. Maar mag ik u vragen, mijnheer Spierenburg, of diegenen die dat hebben gedaan, vervolgd werden? Of is er werkelijk niets gedaan?

Ik zou de Hoge Autoriteit willen vragen — aangezien zij na de interruptie van de heer Spierenburg blijkbaar prijs stelt op concrete bewijzen — of zij kennis draagt van een verklaring die de toenmalige procuratiehouder van de Hansa en de toenmalige directeur van het regionaal bureau in Duitsland op 29 januari 1959 in Den Haag voor de rechter-commissaris hebben afgelegd? Dit is nochtans een bijzonder interessante en duidelijke verklaring. Het ging erom op welke wijze de moeilijkheden die ontstaan waren door de klacht van de heer Worms konden worden geëlimineerd. De Zeeuwse handelaar die door de heer Worms van valsheid in geschrifte was beticht, beklagde zich hieromtrent bij de Hansa, zeggende: die man bemoeit zich met mijn zaken; daar moet iets aan gedaan worden. Men besloot toen om zogenaamd een bepaald contract te annuleren, maar dat ook al helemaal voor de schijn.

Ik heb hier de letterlijke verklaring, die de directeur van het regionaal bureau in Duitsland heeft afgelegd.

Hij zei: « Het was echter niet onze bedoeling om in werkelijkheid de in voormelde brieven bedoelde schrootlevering te annuleren. Deze brieven zijn slechts pro forma geschreven om te kijken of Worms nu zijn gemak zou houden en om de directeur van de Zeeuwse metaalmaatschappij tevreden te stellen. Ik sprak met deze af, dat ondanks deze brieven de leverantie van de daarin bedoelde partij schroot gewoon door zou gaan. Deze partij schroot is dan ook door de Zeeuwse metaalmaatschappij aan de Hansa geleverd en natuurlijk heeft de Hansa deze partij als derde-landenschroot doorverkocht ».

Mijnheer de Voorzitter, wilt U een duidelijker bewijs, een duidelijker verklaring dat de Hansa hier te kwader trouw was, waar de procuratiehouder van de Hansa zelf verklaart dat er een partij schroot op valse documenten werd doorverkocht? Dat was op 29 januari 1959. Maar is er nu naar aanleiding daarvan iets gebeurd ten aanzien van de Hansa?

Aan de andere kant moet ik zeggen dat de directeur van het regionaal bureau, die een beschuldigende vinger naar de Hansa wijst, ook niet vrijuit gaat, want de directeur van het Nederlandse bureau heeft medegedeeld dat hij de directeur van het Duitse bureau tijdig ge-

waarschuwd heeft dat eventueel op verkeerde documenten schroot kon worden geleverd.

Zo zien wij dat er een groot aantal schulden is, ten aanzien van wie men de indruk krijgt dat er langzamerhand bewijzen van die schuld zijn, maar die nog steeds vrijuit gaan, niet vervolgd worden, laat staan gestraft worden. Daarom ook kon ik in het begin zeggen dat ik mij bepaald ongerust gevoel ten aanzien van de vraag of de beginselen van de rechtsstaat ten aanzien van de schrootfraude in alle stiptheid worden toegepast.

De Hoge Autoriteit kan zich natuurlijk op het formele standpunt stellen en zeggen: ik, als Hoge Autoriteit, heb niets meer, maar ook niets minder te doen dan de feiten te verzamelen en te zorgen dat de dossiers gereed zijn. De verantwoordelijkheid voor wat er met die feiten wordt gedaan en de verantwoordelijkheid voor de vraag of op basis van die feiten wordt vervolgd, berust bij de nationale instanties.

Dat is natuurlijk volkomen juist. Maar ik vind dat, wanneer de Hoge Autoriteit dat zou zeggen, zij zich te gemakkelijk van de zaak afmaakt. Het kan haar toch niet onverschillig zijn te weten wat het resultaat van haar arbeid is. Zij moet er toch tegen in opstand komen dat zij hier Sisyfus-arbeid verricht, die tot resultaat heeft dat er niets gebeurt.

Daarom ligt hier een verantwoordelijkheid voor de regeringen en ik zou het volkomen juist vinden dat, wanneer de Hoge Autoriteit inderdaad de indruk heeft dat de medewerking van de nationale instanties te wensen overlaat, zij in de vergadering van de Raad van Ministers daarop met alle ernst wijst en een dringend beroep doet op de regeringen om ervoor te zorgen dat hier recht geschiedt.

Dat is het minste wat wij van de Hoge Autoriteit kunnen verwachten. Zij dient de nationale regeringen op haar verplichtingen te wijzen en als deze regeringen die verplichtingen niet nakomen — en de kans daarop is groot —, laat dan de Hoge Autoriteit niet schromen gebruik te maken van het machtige wapen van de publiciteit. Laat zij dan open kaart spelen en openlijk verklaren: Wij hebben ons best gedaan, maar bij deze regering zijn wij op die en bij die regering op deze moeilijkheden gestuit. Op die wijze zouden wij weten waar de verantwoordelijkheid ligt. Wij zijn per slot van rekening een parlement en dat heeft het recht te weten waar de verantwoordelijkheid voor een bepaald beleid ligt.

De Hoge Autoriteit moet ons in de gelegenheid stellen haar verantwoordelijkheden vast te stellen en de Hoge Autoriteit heeft dat tot nog toe niet gedaan. Zij heeft een grote mate van voorzichtigheid betracht wat betreft de mede- of tegenwerking van de regeringen. Zij heeft daarvan onder strikte geheimhouding mededeling gedaan, maar in het openbaar kan van deze mededeling geen gebruik worden gemaakt.

Daarom zou ik willen vragen: Is het tijdstip niet aangebroken om iets van deze mededelingen openbaar te maken? Of heeft U volledig vertrouwen dat er strafrechtelijke vervolging zal plaatsvinden en dat de ware schulden zullen worden gepakt?

Dit alles is uit een oogpunt van rechtsbewustzijn uiterst belangrijk. Voor mij is het het allerbelangrijkste.

Maar er is aan deze zaak ook een zuiver concrete kant. Wat doet namelijk de Hoge Autoriteit nu? Welke lering trekt zij voor haar beleid uit dit schrootschandaal? Trekt zij daar de lering uit dat in den vervolge de schroot-handel volledig vrijheid krijgt of trekt zij daaruit de lering dat men de schroothandel moet ordenen, zij het dan op een andere wijze dan op het ogenblik is geschied?

Tot nog toe is die schroothandel niet volledig vrij, omdat er nog vergunning moet worden gevraagd voor export van schroot naar derde landen. Heeft de Hoge Autoriteit de indruk dat het met deze vergunningen voor export van schroot naar derde landen op het ogenblik feilloos loopt en dat op geen enkele manier meer de mogelijkheid van fraude aanwezig is? Kan de Hoge Autoriteit garanderen dat de definitie van wat onder bruikbaar materiaal en de definitie van wat onder schroot wordt verstaan zo waterdicht is, dat de mogelijkheid van fraude ten enenmale is uitgesloten? Kan de Hoge Autoriteit bevestigen dat er een efficiënte controle wordt uitgeoefend of dat er geen schroot onder de dekmantel van bruikbaar materiaal te zijn naar derde landen wordt uitgevoerd? Kunnen wij over dat alles gerust zijn?

Kan de Hoge Autoriteit, zo er bij ons ongerustheid mocht bestaan, een zodanige verzekering geven dat die ongerustheid wordt weggenomen?

Ik herhaal mijn vraag: Waarop mikt de Hoge Autoriteit met haar beleid? Op een volledig vrijlaten van de schroothandel of op een geordende schroothandel? Als zij mikt op een volle-

dige vrijlating van de schroothandel, zal dan in de jungle die dan ontstaat het misbruik niet veel grotere vormen aannemen dan thans het geval is? Maar indien zij mikt op een geordende schroothandel, welk standpunt neemt de Hoge Autoriteit dan te dien opzichte in?

Te dien aanzien is er een voorstel gedaan door de heer Worms om te komen tot een zekere organisatie van de schroothandel. De reactie van de Hoge Autoriteit was dat hetgeen de heer Worms voorstelde niet in overeenstemming was met het Verdrag. Maar dat is een zuiver negatieve houding. Was dit voorstel dan niet zo te amenderen dat het in overeenstemming werd gebracht met het Verdrag? Of is de Hoge Autoriteit van mening dat de handel in schroot volledig vrij moet worden gegeven? Daarover bestaat nog geen duidelijkheid en de Hoge Autoriteit zou mij een groot genoegen doen met hieromtrent nader iets mede te delen.

Ook wanneer men het standpunt inneemt dat wij naar een zekere ordening, onder strenge controle, van de schroothandel moeten gaan, is het toch binnen dat raam zeer wel mogelijk dat men ieder die bona fide is vrije toegang geeft tot de handel, mits men dat maar doet op basis van objectieve normen.

En nu, mijnheer de Voorzitter, kom ik tot het laatste punt. Het betreft de kwestie van het schrootkartel in Nederland. Ook daarover heb ik vragen gesteld en uit het antwoord van de Hoge Autoriteit is gebleken dat er in 1952 al aanleiding was voor de Nederlandse regering om dit schrootkartel aan te pakken, dat toen de procedure is onderbroken en de zaak is overgedragen aan de Hoge Autoriteit, doch dat deze acht jaar nodig heeft gehad om eindelijk tot de conclusie te komen dat dit kartel niet in overeenstemming was met het Verdrag.

De Hoge Autoriteit kan het mij echter toch niet kwalijk nemen dat ik in hoge mate veront- rust ben over een beleid dat acht jaren nodig heeft om daar achter te komen. Dat kan men toch niet een serieuze behandeling van de zaak noemen.

Na acht jaren hebben wij dus eindelijk die beslissing van de Hoge Autoriteit. Maar dan vraag ik haar: Wat nu? Gaat u na of er werkelijk iets zal veranderen? Heeft U mogelijkheden om te controleren of hetgeen nu officieel verboden is niet officieus wordt gedaan en dat men zegt: welja, de Hoge Autoriteit heeft het nu wel verboden, maar onder mekaar gaan wij rustig voort met de oude methode? Is de Hoge

Autoriteit niet van mening dat zij zich ook daarmee moet bemoeien, opdat haar beslissing geen aanfluiting worde en opdat haar gezag als Hoge Autoriteit gehandhaafd blijve?

Mijnheer de Voorzitter, ik ben gekomen aan het einde van mijn interventie. Ik herhaal het, deze interventies over de schroothandel zijn bepaald geen plezierige onderwerpen om te behandelen. Ik weet ook dat er voor de Hoge Autoriteit aan deze zaak geen eer te behalen valt. Het is veel plezieriger over energiepolitiek te spreken dan over de schroothandel. Maar de Hoge Autoriteit zij er zich van bewust dat zij de plicht heeft aan het rechtsbewustzijn bevrediging te schenken. Als zij zich daarvan bewust is, kunnen wij vertrouwen hebben in haar beleid, maar de Hoge Autoriteit zal het mij ten goede houden dat wij dat beleid met alle nauwkeurigheid blijven volgen en wij niet zullen rusten alvorens de volledige waarheid over hetgeen hier is gebeurd aan het licht is gebracht.

(Applaus.)

M. le Président. — Je remercie M. Nederhorst de son exposé.

La parole est à M. le Rapporteur.

M. Poher, rapporteur (non revu par l'orateur). — Après les deux abattages que j'ai reçus en tant que rapporteur de la part de mes collègues, MM. van der Goes van Natters et Nederhorst, il me serait assez égal de passer pour un complice, même indirect, des fraudeurs de la ferraille, si certains membres de la commission ne m'avaient demandé de remettre les choses au point et je le fais, Monsieur le Président, sous le contrôle des commissaires eux-mêmes.

Si la majorité de la commission a décidé, en pleine connaissance de cause, que le rapport de cette année ne traiterai pas longuement du problème de la ferraille, c'est parce qu'elle avait l'optique suivante: Il lui semblait préférable, plutôt que de suivre certains de nos collègues, de s'intéresser à d'autres problèmes plus urgents.

Certes, l'Assemblée a le droit de s'occuper des gangster de la ferraille et de demander leur condamnation, mais, dans le moment présent, elle a aussi l'impérieux devoir de se préoccuper du chômage dans les mines et de la crise charbonnière.

Il semble qu'il y ait entre nous une divergence de principe plus importante. En effet, comme rapporteur de cette question, je ne puis

qu'attendre que la Haute Autorité connaisse les résultats des enquêtes en cours, qu'elle fournisse des réponses écrites et qu'elle soit en possession des rapports établis par la Fiduciaire à laquelle elle s'est adressée et qu'elle ait introduit elle-même des instances pénales. Car, à partir du moment où cette affaire est débattue en séance publique, l'action pénale devient plus difficile.

Comme rapporteur, je n'ai pas à défendre la Haute Autorité. Notre problème est différent, mais je me dois d'être objectif en toutes circonstances. Or, la commission a estimé que l'Assemblée n'était pas un tribunal et qu'elle aura simplement à un moment déterminé, maintenant ou en octobre, à juger l'action de la Haute Autorité. Lorsque celle-ci, pour des raisons légitimes, nous demande des délais, et nous devons nous incliner, d'autant plus, qu'aujourd'hui, elle nous a fait une déclaration.

Mais là où les choses ne vont pas comme je le voudrais, c'est lorsque j'entends dénoncer en séance plénière, des douaniers allemands et des fonctionnaires hollandais. En tant qu'Assemblée nous ne pouvons pas nous prononcer sur ce point.

C'est pourquoi, je demande à mes collègues d'attendre avant d'émettre un jugement, que la commission en ait délibéré et ait fourni un rapport.

Il y a quelques mois déjà, nous avons fait une déclaration à la presse. Nous avons donné acte à M. Worms, de ce qu'il avait, par des indications, rendu service en permettant à la Haute Autorité de se livrer à des investigations. Mais nous n'avons pas à nous substituer à la Haute Autorité et à prendre en considération des projets qu'elle a pu déposer concernant le marché de la ferraille. Jusqu'à nouvel ordre, il n'appartient pas à des particuliers de présenter des projets ni de faire délibérer la Haute Autorité sur ces projets.

Pour ma part — et je le dis au nom de la majorité de la commission —, je continuerai à rédiger le rapport qu'elle me demande, même si je dois être plus ou moins victime de quolibets ou de taquineries de la part de mes collègues, mais je me refuse formellement, à m'ériger en juge d'instruction au sein de cette Assemblée.

Si certains collègues considèrent qu'ils ont ici vocation judiciaire, pour ma part, je leur dis qu'il ne peut en être question. Tout ce que nous pouvons faire, lorsque nous aurons été saisis du rapport définitif de la Haute Autorité,

c'est dire, publiquement, si elle a eu tort ou raison, mais, jusqu'à plus ample informé, j'estime qu'elle a fait son métier.

(*Applaudissements sur divers bancs.*)

M. van der Goes van Naters. — Me permettez-vous de vous poser une question ?

M. le Président. — Deux orateurs sont encore inscrits dans le débat. Peut-être pourriez-vous intervenir après eux.

M. van der Goes van Naters. — Je voudrais user du même droit dont s'est servi M. Poher à mon égard et lui poser une question concrète.

M. le Président. — MM. Philipp et Metzger acceptent-ils que M. van der Goes van Naters prenne un moment la parole avant eux ?

(*Assentiment.*)

La parole est à M. van der Goes van Naters.

M. van der Goes van Naters. — Je voudrais vous demander, monsieur Poher, pourquoi vous avez, à plusieurs reprises employé le mot « juge » ? Personne n'attend de vous que vous soyez juge en cette affaire. Nous avons eu dans cette Assemblée, peut-être cent rapporteurs; aucun n'a été aussi passif que vous l'êtes dans cette question si importante. Or on a bien le droit, sans être juge, de poser des questions à la Haute Autorité et vous n'en avez rien fait. Il ne vous est pas demandé de vous ériger ici en juge, mais simplement d'exercer votre contrôle parlementaire.

M. Poher, rapporteur. — En admettant que j'aie été passif, ce mot n'est pas plus grave que les autres que j'ai employés. Je trouve que l'on met, dans toute cette affaire, une passion excessive. Je tiens à répéter publiquement que je suis ici le représentant d'une commission qui, par un vote, a décidé à la majorité que le problème de la ferraille ne serait pas abordé au cours de la présente session et que l'on attendrait, pour le faire, d'être en possession d'un rapport de la Haute Autorité.

Je n'ai fait qu'obéir à la commission. Même si j'étais favorable à cette thèse, on ne saurait me le reprocher.

M. le Président. — L'incident est clos.

La parole est à M. Philipp.

Abg. Philipp. — Herr Präsident! Meine Damen und Herren! Gestatten Sie, dass ich Sie nach dieser etwas sommerlichen Schrotthitze

wieder in die Nüchternheit der Energiedebatte zurückführe!

Ich möchte zunächst an die Bemerkungen meines Freundes Deringer anschliessen, der sich auf den Artikel 60 bezogen und zum Ausdruck gebracht hat, dass man mit Rücksicht auf die nichtvorhandene Harmonisierung der Wettbewerbsbedingungen bei Kohle und Öl eventuell den Artikel 60 streichen oder das Öl in den Artikel 60 einbeziehen könne. Ich gehe mit ihm einig, dass es wohl kaum möglich sein wird, in letzterer Richtung vorzugehen.

Man sollte aber doch wohl den Gedanken verfolgen, etwa die Energiefragen, die diese Punkte betreffen, in einer besonderen Bestimmung zusammenzufassen, wei die Wettbewerbsbedingungen des Energiebereiches so etwas wie Gesetze eigener Art darstellen und zusammengelesen werden müssen.

Auf der anderen Seite möchte ich nicht verfehlen, darauf hinzuweisen, dass es nicht darum gehen kann, allein den Artikel 60 zu beseitigen oder zu verändern. Man muss das alles bekanntlich im Sinnzusammenhang des Vertrages sehen. Artikel 60 gehört zunächst einmal in die Preisvorschriften, was er enthält, hängt mit den Höchst- und Mindestpreisen zusammen, und er berührt auch die Frage der Kartellbestimmungen, die Frage der Zusammenschlüsse. Man kann die Dinge nicht so leicht nehmen, dass man einfach mit einem Strich einen Vertragsparagraphen beseitigt. Wir haben vorhin zur allgemeinen Freude festgestellt, dass niemand von uns darangehen will, einen Vertragsparagraphen zu zerstören. Nur das möchte ich in dem Zusammenhang hervorheben.

Ich glaube auch darauf hinweisen zu müssen, dass der Artikel 60 letzten Endes im Zusammenhang mit dem sogenannten organisierten Wettbewerb zu sehen ist, den wir nach dem Montanvertrag haben. Der § 2 des Artikels 60 stellt letzten Endes auch einen Schutz für den Verbraucher dar, weil er verhindert, dass zu gewissen Zeiten Kampfpreise auf dem Markt angewendet werden, die bei einer anderen Situation wieder zu Preiserhöhungen führen müssen und sich dann zum Nachteil der Verbraucher auswirken.

Lassen Sie mich noch ein weiteres Wort sagen zu der Frage, die sich ebenfalls aus dem Bericht von Herrn Poher ergibt. Wir haben in der letzten Zeit, in den letzten Wochen zwar nicht in dem Ausmass, aber doch in den ver-

gangenen Monaten, immer wieder, von allen Seiten und in allen Berichten gehört, dass bei der Kohle eine Schrumpfung erfolgen müsse, dass sie auf dem Rückzug sei, dass sie sich auf ein Rückzugsgefecht vorbereiten müsse. Diese Auffassung klingt auch in dem OEEC-Bericht, auch in dem Bericht von Herrn Martino an.

Ich frage mich nur, ob man auch bei der heutigen Betrachtung der Dinge diese etwas panikartige Stimmung noch fortsetzen kann oder ob nicht andere, realistische Auffassungen gewichtiger sind. Insofern hat Herr Poher in Ziffer 7 seines Berichtes den Nagel auf den Kopf getroffen.

Ich muss fragen: Worauf kommt es eigentlich an? Herr Poher gibt uns im Namen des Ausschusses die Antwort darauf. Er sagt:

Es kommt darauf an, die Wettbewerbsfähigkeit der gesamten Produktionsmittel der Gemeinschaft zu verbessern, indem man die Randgebiete ausscheidet.

Hier ist in Wirklichkeit der Angelpunkt der Dinge. Das müssen wir auch bei den Fragen, die heute angeschnitten worden sind, zum Beispiel von Herrn Bertrand, immer im Auge behalten.

Ich darf also nochmals hervorheben, dass der etwas panikartigen Stimmung eine realistischere Auffassung gefolgt ist, und ich möchte in diesem Zusammenhang auf die Meinungsbildung in England zu sprechen kommen. Der Wirtschaftsberater des National Coal Board hat klar herausgestellt, welche Bedeutung die heimischen Lagerstätten insbesondere für das Vereinigte Königreich haben. Es ist weiter darauf hinzuweisen, dass jüngst in der «Neuen Zürcher Zeitung» unter der Überschrift «Die neue Beschneidung des britischen Atomenergieprogramms» Ausführungen gemacht worden sind, die immerhin zu denken geben. Daraus geht hervor, dass man heute in England die Frage der Atomkraftwerke zumindest nicht überspitzt aktivistisch beurteilt. Vielmehr verlangsamt man den Ausbau von Kapazitäten. Man ist sogar so weit gegangen, ursprünglich vorgesehene Kapazitäten wieder zu streichen.

In den USA geht die Auffassung der Sachverständigen allgemein dahin, dass dem amerikanischen Kohlebergbau im Hinblick auf das Anwachsen des Energiebedarfs auf dem Primärenergiesektor, auf dem Stromsektor, für die nächsten zehn bis zwanzig Jahre eine durchaus positive Entwicklung bevorstehe.

Auch in einzelnen Ländern der Gemeinschaft hat sich ein gewisser Gesundungsprozess angebahnt. Wir können mit einer gewissen Genugtuung feststellen, dass dieser Gesundungsprozess voraussichtlich weitere Auswirkungen haben wird. Ich darf darauf hinweisen, dass zum Beispiel der westdeutsche Bergbau — ohne den Saarbergbau — seine Fördermöglichkeit bereits um etwa 12 Millionen t eingeschränkt hat. Die Dinge werden sich hoffentlich auf dieser Ebene einspielen.

Jedenfalls berechtigt das, was ich Ihnen aus den verschiedenen Ländern aufgezeigt habe, zu einer Auffassung, die ich in Anlehnung an eine Äusserung der Hohen Behörde mit einem militärischen Ausdruck so kennzeichnen darf: Die Kohle zieht sich — durchaus nicht ungeordnet — auf eine Hauptkampflinie zurück und versucht diese Hauptkampflinie auszubauen.

Auch ich bitte die Hohe Behörde und das Parlament, im Sinne der Ausführungen im Bericht des Herrn Poher die Wettbewerbslage des Bergbaus zu stärken und dazu beizutragen, dass unrentable Kapazitäten endgültig abgestossen werden, damit sie nicht für den gesunden Bergbau ein Ballast sind, was sich letzten Endes zum Nachteil der Verbraucher auswirken würde.

Herr Bertrand ist auf die belgische Frage zu sprechen gekommen. Ich würde über diesen Punkt kein Wort verlieren, wenn nicht Herr Bertrand selber dieses Thema angeschnitten hätte. Wir haben bereits in den Ausschüssen hinreichend über diese Frage diskutiert. Ich bin der Meinung, dass die Hohe Behörde bisher eine Engelsgeduld an den Tag gelegt hat. Ich möchte die Hohe Behörde im Hinblick auf die Entscheidung 46/59 fragen, wie es eigentlich aussieht. Denn in dieser Entscheidung wurde ja ausdrücklich auf die Vorlage einer Sanierungsplanung in Belgien Bezug genommen. Ich hätte von der Hohen Behörde — gelegentlich — gern erfahren, wie man sich den Fortgang der Dinge vorstellt. Wir erweisen unseren Volkswirtschaften und insbesondere dem Bergbau keinen Dienst, wenn wir die Angelegenheit zu lasch, zu wenig exakt oder zu langfristig behandeln und nicht gemeinsam die Gelegenheit benutzen, die Kapazitäten, die doch tatsächlich nicht mehr rentabel sind — was auch Herr Bertrand zum Ausdruck gebracht hat —, zu beseitigen.

Ich glaube nicht, dass es gelingen wird, irgendwie positive Fortschritte zu machen, wenn man meint, dass man diese Verhältnisse durch Zahlung von Feierschichtenbeträgen meistern

könne. Das Ergebnis ist nämlich in Belgien, dass nicht nur die schlechten Zechen, sondern auch die guten, rentablen Zechen mit Feierschichten belegt sind, so dass — wie ich Ihnen soeben sagte — die Krankheit der kleinen Randzechen oder der Zechen mit schwacher Leistungsfähigkeit sich wie ein Geschwür auf die rentablen und guten Zechen, z. B. Campina, ausbreitet und dann noch weiter um sich greift, vielleicht auf den benachbarten Bergbau.

Verstehen Sie deshalb bitte recht, dass ich noch einmal mit allem Ernst auf diese Dinge zu sprechen komme. Ich habe das Vertrauen zur hohen Behörde, dass sie die Konsequenzen daraus zieht, falls nicht die entsprechenden Planungs- und Stillegungsvorschläge effektiviert werden.

Ein weiteres Thema hatte ich Ihnen soeben mit der Frage der sogenannten Hauptkampflinie genannt, wie ich dieses Problem bezeichnete. Ich glaube, dass dann, wenn wir alle miteinander die Dinge in dieser Richtung der Wettbewerbsstärkung betreiben und gemeinsam den Bergbau an Hand der Möglichkeiten fördern, die uns die Vertragsbestimmungen geben — wenn uns der Vertrag diese Möglichkeiten nicht gibt, müssten wir versuchen, sie im Wege einer Vertragsänderung zu erhalten —, der Bergbau zum Nutzen und Wohl der gesamten Volkswirtschaft gesundet.

Die Hohe Behörde sprach heute davon, sie sei damit einverstanden, dass man die drei Exekutiven zusammenlege. Ich möchte betonen, dass das vielleicht der erste Schritt sein sollte, und als zweiten Schritt müsste man sich unmittelbar überlegen, inwieweit man die drei Gemeinschaften überhaupt zusammenschweisst, um dann einen echten gemeinsamen Markt auf allen Gebieten der Wirtschaft zu bekommen. Diese Bemerkungen wollte ich zu dem Bericht von Herrn Poher machen.

Nun darf ich noch ganz kurz ein Wort über die Frage des Ruhrkohleverkaufs verlieren. Ich hätte es an sich gern gesehen, wenn man in einer Fortentwicklung des Rechts — man hat ja auch auf anderen Gebieten des Montanvertrags auf eine Fortentwicklung des Rechts hingewiesen — noch ernsthaftere Überlegungen angestellt hätte, wie die Frage des Anteils des Energieaufkommens, des Kohlenaufkommens der Ruhr im Verhältnis zu der gesamten Energie in dem Gemeinsamen Markt — also nicht nur von Kohle, sondern von sämtlichen Ener-

gien, die überhaupt die Gemeinschaft hat — im Zusammenhang mit dem Einheitsverkauf gesehen werden kann. Sie wissen, dass dieser Anteil verhältnismässig klein ist. Man rechnet mit 11,37 %. Ich weiss nicht, ob das genau stimmt. Ich glaube aber, dass die Grössenordnung irgendwie etwas sagt.

Ich bin eigentlich der Meinung, dass diese Art der Betrachtung des Gemeinsamen Marktes, des gesamten Energiemarktes im Verhältnis zur Kohle doch auch ihr gutes Fundament in dem Achten Gesamtbericht der Hohen Behörde findet; denn auf Seite 88 dieses Berichts hat die Hohe Behörde erfreulicherweise selbst ausgeführt:

Die Vielfalt der Energieträger und ihrer Verwendungsmöglichkeiten sowie die zunehmende Austauschbarkeit der Energieformen führen schon von sich aus zur Bildung eines *einzigsten Marktes für Energie*. Ziel einer Energiepolitik muss es sein, die Voraussetzungen zu schaffen, die die Schaffung eines solchen *einheitlichen Energiemarktes* in der Gemeinschaft begünstigen und die hierbei auftretenden Hindernisse beseitigen.

Lassen Sie mich mit diesen Worten schliessen. Wir brauchen über das Thema « Ruhrkohle » heute nicht mehr zu diskutieren. Eine andere Instanz wird entscheiden. Aber ich wollte doch nicht verfehlen, auf diese erfreulicherweise von der Hohen Behörde eingenommene Haltung in der Frage des gemeinsamen Energiemarktes einzugehen, und darf die Hohe Behörde bitten, diese Haltung in dem in ihrem Bericht zum Ausdruck kommenden Sinn anzuwenden.

(Beifall.)

Der Präsident. — Ich danke für Ihre Ausführungen und erteile Herrn Metzger das Wort.

Abg. Metzger. — Gestatten Sie bitte, dass ich noch einmal mit einigen wenigen Worten auf die Schrottaffäre eingehe. Vielen Kollegen wird es wie mir ergangen sein, dass sie über diese Affäre nicht so im Bilde waren. Wir sind einigermassen überrascht über das, was heute an Tatsachen vorgebracht worden ist. Als Jurist muss ich schon sagen: Ich bin sehr erstaunt darüber, dass sich die Verwaltungsbehörde drei Jahre Zeit lässt, solche Anschuldigungen zu untersuchen, anstatt sie sofort den Stellen mitzuteilen, die zuständig sind, näm-

lich den Strafverfolgungsbehörden, der Staatsanwaltschaft.

Wir haben nicht nur in Deutschland, sondern überall in der zivilisierten Welt das sogenannte Legalitätsprinzip. Das bedeutet, dass die Staatsanwaltschaften verpflichtet sind, eine Straftat zu verfolgen, sobald sie davon Kenntnis erlangen. Es handelt sich hier nicht um Antragsdelikte, sondern um Delikte, die von Amts wegen zu verfolgen sind. Der Pflicht der Staatsanwaltschaft von Amts wegen vorzugehen, entspricht die Verpflichtung der Verwaltungs- und anderer Behörden, der Staatsanwaltschaft das Vorgehen zu ermöglichen.

Ich wiederhole: Ich bin sehr erstaunt darüber, dass man die Vorgänge mit der Begründung, man müsse sie zunächst bis zum allerletzten ergründen, zurückgehalten hat, statt sie sofort den Strafverfolgungsbehörden mitzuteilen. Ich halte das für einen groben Fehler vom verwaltungsmässigen, aber auch vom psychologischen Standpunkt aus. Denn die Öffentlichkeit muss, sobald so etwas einmal bekannt wird — und das lässt sich ja nicht verhindern —, der Eindruck entstehen, dass man aus irgendwelchen Gründen die Dinge nicht dahin abgegeben hat, wohin sie gehören, nämlich an die Strafverfolgungsbehörden.

Ich möchte ausdrücklich feststellen: nachdem die Vorgänge hier in öffentlicher Sitzung vor aller Ohren ausgebreitet worden sind, haben jetzt die zuständigen Staatsanwaltschaften die Pflicht, von Amts wegen einzuschreiten.

M. le Président. — Je remercie M. Metzger de son exposé.

Il n'y a plus d'orateur inscrit.

La Haute Autorité m'a fait savoir qu'elle souhaitait que sa réponse dans le débat sur le rapport de M. Poher soit reportée à demain matin.

Je vous propose donc d'interrompre maintenant ce débat et d'aborder le rapport de M. Bertrand, dont nous poursuivons la discussion jusque vers 19 h. 30.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

Soziale Probleme in der Kohlewirtschaft
Problèmes sociaux dans les charbonnages
Problemi sociali nell'industria carboniera
Sociale problemen in de kolennijverheid

M. le Président. — L'ordre du jour appelle donc la présentation et la discussion du rapport de M. Bertrand, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur les mesures de réadaptation dans les charbonnages et la situation sociale des mineurs, ainsi que sur certaines questions sociales traitées dans le huitième rapport général sur l'activité de la C.E.C.A.

La parole est à M. Bertrand, rapporteur.

De heer Bertrand, rapporteur (niet nagezien door spreker). — Mijnheer de Voorzitter, dames en heren!

Ik zou de korte inleiding tot mijn rapport willen beginnen met het citeren van een gedeelte van de rede, uitgesproken door de heer Malvestiti in de gemeenschappelijke vergadering op vrijdag jl.

De heer Malvestiti heeft de vergadering als volgt toegesproken: « Het zal stellig niemand zijn ontgaan, dat de voornaamste problemen op de kolen- en staalmarkt, vooral op de kolenmarkt, heden ten dage structuurproblemen zijn. Wij staan aan het begin van een technische en economische revolutie, welke in de komende jaren zal leiden tot wijziging van de sociale en economische verhoudingen, die heden ten dage de omlijsting van ons leven vormen. Welnu, in dergelijke omstandigheden dienen zij, die verantwoordelijkheid dragen voor het economische beleid, zich in de eerste plaats bezig te houden met de mens en vooral met de mens in de hoedanigheid van werknemer. Wij dienen ervoor te zorgen, dat de lasten van de vooruitgang van de economische en structurele structuur, waarvan de gehele maatschappij voordelen trekt, naar billijkheid worden verdeeld. »

Mijnheer de Voorzitter! Het is deze gedachtegang, die de Commissie voor sociale zaken ertoe heeft gebracht, het verslag dat ik thans de eer heb namens de commissie voor te dragen, ter bespreking aan onze vergadering voor te leggen.

Mijnheer de Voorzitter! Wij hebben vastgesteld, dat de moeilijkheden waarmede de kolenindustrie in de landen van de Gemeenschap te kampen heeft, aanhouden en dat niets erop

wijst, dat er aan deze nadelige ontwikkeling spoedig een einde zal komen. Dit is de eerste conclusie van de commissie. Wij leggen dan ook de nadruk op het feit, dat deze ongunstige evolutie in de kolenindustrie in stijgende mate haar stempel drukt op de sociale ontwikkeling en werkelijk aanleiding geeft tot een aanhoudende daling van de personeelsbezetting en een stijging van de werkloosheid in de kolennijverheid en dat dit voor de arbeiders toenemende loonverliezen met zich brengt.

Ik vat samen — diegenen die mijn rapport hebben gelezen, vinden de nodige uitleg in de tekst; ik wil niet in herhaling vervallen —: De grote bekommernis van de Commissie voor sociale zaken is de ongunstige evolutie. De drie grote nadelen zijn de volgende. In de eerste plaats de daling van de personeelsbezetting in de mijnnijverheid. Er is een vermindering van 11 % van het aantal ondergrondse mijnwerkers, van 1958 tot nu. Die daling neemt sinds maanden in zeer sterke mate toe. De vraag komt op of er op een gegeven ogenblik nog een voldoende aantal mijnwerkers in de Gemeenschap zal zijn om de nodige kolenproductie te kunnen handhaven.

Dat is de eerste bekommernis.

Het tweede aspect is het aanmerkelijke loonverlies. In 1959 gingen er 9 miljoen werkdagen verloren wegens gedeeltelijke werkloosheid, natuurlijk met het daaraan gekoppelde loonverlies.

Het derde aspect: de ontwikkeling van de lonen in de mijnnijverheid is tot stilstand gekomen en vertoont een werkelijke achteruitstelling ten overstaan van de loonontwikkeling in de ijzer- en staalindustrie. De mijnnijverheid kan natuurlijk de sociale vooruitgang, die in de andere industrieën met een hoogconjunctuur normaal een verbetering van de sociale toestand met zich brengt, niet blijven volgen gezien de crisistoestand.

De Hoge Autoriteit heeft dienaangaande een verklaring afgelegd, die men in paragraaf 8 van mijn verslag kan lezen: « Uit de zojuist gepubliceerde resultaten van de door de Hoge Autoriteit ingestelde enquête over de ontwikkeling en het peil van de reële inkomens van de arbeiders uit de E.G.K.S. blijkt tevens dat, vergeleken bij 1957, er voor 1958 een achteruitgang in de jaarlijkse inkomens van de arbeiders uit de kolenindustrie valt waar te nemen... ».

Wij hebben ook in ons verslag onze voldoening uitgesproken over enkele maatregelen die door de Hoge Autoriteit werden genomen om de

nadelige gevolgen, die voortvloeien uit de ongunstige economische toestand in de kolennijverheid, te verzachten en op te vangen. Die maatregelen betroffen de financiering inzake de steenkolenstocks, het toekennen van de E.G.K.S.-toelagen en de maatregelen die werden getroffen in februari j.l. in verband met de toepassingen van paragraaf 23.

Wij spreken echter de hoop uit dat de Hoge Autoriteit in de toekomst een passend gebruik zal maken van de middelen die haar door de gewijzigde tekst van artikel 56 van het E.G.K.S.-Verdrag thans zijn verleend.

Ik zou ook de aandacht van de Assemblee willen vestigen op de ongerustheid, die bij de Commissie voor sociale zaken bestaat in verband met het feit dat in het budget van de Hoge Autoriteit voor 1960/1961 geen enkele financiering is voorzien voor mogelijke aanvragen inzake toepassing van artikel 56 bis. Er zijn zelfs onvoldoende financiële middelen voorzien voor verbintenissen die de Hoge Autoriteit heeft aangegaan voor de toepassing van de vervallen paragraaf 23. Inderdaad, er werden méér verbintenissen voorzien dan er financiële middelen in het Garantiefonds voor aanpassing voorhanden zijn. Er werd geen enkele financiering voorzien voor de mogelijke toepassing van artikel 56 bis in de loop van het jaar 1960/1961. De Commissie voor sociale zaken is hierom zeer bekommerd.

De Commissie is eveneens bezorgd om het feit dat de E.G.K.S.-toelage die tot nog toe enkel aan Belgische mijnwerkers werd toegekend — de Commissie stond steeds op het standpunt dat de toelage in principe voor alle landen van de Gemeenschap van toepassing diende te zijn — vervalt op 30 september aanstaande, nog wel op een ogenblik dat Frankrijk al meer werkloosheidsdagen gedurende de eerste vier maanden van 1960 heeft gehad dan gedurende het gehele jaar 1959. Wij staan dus — de cijfers kunt U in mijn rapport vinden — voor een vergroting van de gedeeltelijke werkloosheid in alle kolenproducerende landen van de Gemeenschap en op dat moment vervalt elke financiële tegemoetkoming van de Hoge Autoriteit in het loonverlies dat de mijnwerkers ondergaan ten gevolge van de kolencrisis. Wij kunnen ons niet voorstellen dat de Hoge Autoriteit niet alles zal doen wat in haar macht ligt om in de plaats van de E.G.K.S.-toelage de arbeiders in de kolennijverheid van alle landen van de Gemeenschap een andere vergoeding te geven

voor, het loonverlies dat zij als gevolg van de gedeeltelijke werkloosheid lijden. Dit is ook een aspect waarop wij de aandacht zouden willen vestigen omdat wij het beschouwen in het kader van de negatieve maatregelen die de Hoge Autoriteit kan nemen om de gevolgen van de crisis voor de mijnwerkers te verzachten, namelijk door het geven van een vergoeding in geval van loonverlies. Wij hebben ook grote verwachtingen van verkorting van de arbeidstijd in de mijnnijverheid. Daardoor zal het mogelijk worden te komen tot een meer stabiele werkgelegenheid. De eerste vermindering van de arbeidsduur, die doorgevoerd is, heeft de Commissie van Sociale Zaken zeer nauwkeurig onderzocht. De conclusies van dit onderzoek werden neergelegd in het rapport dat door de heer Hazenbosch voor deze Assemblee werd ingeleid. Wij waren tot de conclusie gekomen, dat de vermindering van de arbeidsduur van 45 tot 40 uur en het invoeren van de 5-daagse werkweek aanmerkelijk zouden kunnen bijdragen tot verhoging van de stabiliteit van de werkgelegenheid. Wij wensen er sterk de nadruk op te leggen dat het noodzakelijk is alle maatregelen, die ten gunste van de mijnwerkers worden overwogen, af te stemmen op een gecoördineerd energiebeleid, waarin de ontwikkelingsmogelijkheden en de grenzen van de kolenindustrie voor de Gemeenschap duidelijk zijn afgetekend, opdat aan de hand daarvan inderdaad een arbeidspolitiek voor de mijnwerkers kan worden uitgestippeld.

Wij stellen het ook zeer op prijs dat, volgens de laatste verklaring van de Voorzitter van de Hoge Autoriteit, in de herfst een conferentie zal worden gehouden, die in hoofdzaak tot doel zal hebben na te gaan welke vervangende industrieën in de door sluiting getroffen kolengebieden dienen te worden aangetrokken en met welke middelen de ondernemers zouden kunnen worden aangespoord om in die gebieden hun bedrijvigheid uit te breiden. Wij hopen dat die conferentie klaarheid zal brengen in de wijze waarop alle betrokken instanties, in industriële, regeringen, Europese executieven, Investeringsbank, Europees Sociaal Fonds, zouden kunnen samenwerken, niet alleen om de schade te herstellen, maar vooral ook om groter onheil te voorkomen en om de uiteindelijke doelstelling van de drie verdragen te verwezenlijken.

Hoewel blijkbaar geen van de leden van de Commissie van de Europese Economische Gemeenschap thans deze debatten volgt, zou ik

toch een vraag willen stellen, in de hoop dat zij morgen aan de hand van het verslag van deze vergadering op mijn vraag antwoord zullen kunnen geven. De Europese Economische Commissie heeft inderdaad een actieprogramma voor de regionale economische politiek uitgewerkt en de heer Marjolin heeft 13 mei laatstleden voor ons Parlement een verklaring betreffende dat programma afgelegd. Daarin werd gezegd, dat de eerste inspanningen op het gebied van de regionale politiek bij voorkeur zouden moeten worden geconcentreerd op de gebieden, die daaraan het meest behoefte hadden.

Dan heeft men de gebieden in drie categorieën ingedeeld:

Ten eerste, de onderontwikkelde gebieden; dit zijn o.m. streken in Zuid-Italië, alsmede in het westen en het zuidwesten van Frankrijk waar, bijvoorbeeld, het inkomen per inwoner uitzonderlijk laag is.

Ten tweede, sommige gebieden die haast uitsluitend op de landbouw zijn ingesteld en in de loop van de eerstvolgende jaren progressief dienen te worden geïndustrialiseerd.

Ten derde, de gebieden waar de reeds gevestigde industrieën in verval zijn, ofwel zich niet snel genoeg ontwikkelen om de voorhanden zijnde arbeidskrachten werkgelegenheid te verschaffen.

Het is het derde criterium dat ons speciaal aanbelangt in het kader van de E.G.K.S.

Wij zouden graag vernemen dat die indeling niet betekent dat eerst de eerste twee categorieën in aanmerking komen voor regionale economische politiek, en de derde slechts achteraf. Dit zou het namelijk werkelijk moeilijk maken om efficiënte maatregelen te treffen.

Ziedaar, mijnheer de Voorzitter, samengevat, de inhoud en de strekking van het rapport dat ik de eer had, namens de Commissie voor sociale zaken, aan deze Vergadering voor te leggen.

(Applaus.)

M. le Président. — Je remercie vivement M. Bertrand de la présentation de son rapport.

La parole est à M. Penazzato.

Penazzato. — Signor Presidente, onorevoli colleghi, il mio intervento sarà molto breve.

Desidero innanzi tutto compiacermi col relatore Bertrand per la chiarezza e la sensibilità con le quali ha esposto i problemi della situa-

zione sociale in relazione alla crisi carboniera del momento. E' chiaro che questo costituisce uno degli aspetti fondamentali di questo grosso, grossissimo problema.

Noi stiamo parlando, da parecchi anni ormai, di questa crisi carboniera che via via si prospetta in modo sempre più drammatico — anche se condivido l'opinione dell'onorevole Philipp secondo cui non dobbiamo minimamente chiuderci una prospettiva di maggiori speranze — poiché la ragione di fondo della crisi non è di natura congiunturale, e quindi provvisoria, ma si ricollega a uno spostamento dei rapporti di impiego delle diverse fonti di energia, che via via vedono il carbone diminuire la sua incidenza come fonte di energia nella vita moderna.

E' chiaro che questo problema va risolto guardando non solo a un aspetto, ma all'insieme: una visione unitaria è la sola che può consentirci di comprendere il problema e di affrontarlo, ai fini della sua soluzione, in modo organico, cioè in modo costruttivo e durevole. Ma è ben giusto sottolineare che questa visione d'insieme, che ci permette di affrontare i provvedimenti organici necessari, comprende, sì, gli aspetti tecnici, gli aspetti economico-produttivi, ma comprende anche gli aspetti sociali. Ed ha fatto bene l'onorevole Bertrand in questo momento a ricordare il discorso recente del presidente Malvestiti, il quale ha sottolineato che l'uomo, non solo come soggetto di esigenze sociali, ma anche come fonte prima di iniziative e di produttività, deve essere considerato al centro dell'aspetto sociale della crisi dell'industria carbonifera, deve essere riguardato con un'attenzione del tutto particolare non solo nelle sue esigenze immediate — che sono senza dubbio importanti — ma anche perché senza l'uomo non potremo domani risolvere quegli aspetti della crisi in una prospettiva, se volete più limitata, ma durevole, che noi consideriamo essenziali ai fini stessi di una più ampia espansione delle fonti di energia per tutta la comunità.

E' dunque giusto che consideriamo gli aspetti relativi al fattore umano e che in particolare tocchiamo le categorie che si trovano in situazioni di più evidente disagio, vorrei dire in crisi « evidente » anche se non è « manifesta », poiché senza dubbio esse costituiscono una delle indispensabili garanzie per l'ulteriore vitalità del settore.

Il settore potrà essere ridimensionato e il discorso si rifarà ancora in questi giorni nell'Assemblea parlamentare, quando tratteremo della

relazione Leemans, e questo non potrà non porci prospettive da esaminare con estrema attenzione. Ma, anche ridimensionato, è e deve restare uno dei settori essenziali, se vogliamo garantire, nei limiti in cui l'imponga un giusto orientamento produttivo ed economico, una espansione più durevole delle fonti di energia carboniera; e non dobbiamo guardare solo ai problemi del riadattamento o della riorganizzazione, che sono senza dubbio essenziali, ma anche ai problemi sociali, che pure sono preminenti, perchè il mantenimento della manodopera nel settore carboniero deve essere considerato, oggi più di ieri, essenziale.

Perchè oggi più di ieri? Senza dubbio, nell'evoluzione della società moderna, dal punto di vista produttivo, è maggiore il numero dei lavoratori che cercano altrove una sistemazione. E' quella dell'industria carboniera senza dubbio una delle attività più pesanti, qualche volta veramente tragica.

Se accanto a questo aspetto lasciamo anche che si allarghi oltremodo il senso di preoccupazione sociale, con tutti gli elementi che lo compongono — salariali, di sicurezza, di igiene — è chiaro che avremo sempre meno una manodopera qualificata disposta a dare il proprio contributo all'espansione economica della Comunità nel settore dell'industria carboniera.

Ecco perchè possiamo comprendere qualche flessione — l'ha notato la relazione dell'onorevole Bertrand — nei nuovi accessi, come anche nell'apprendistato, ma dobbiamo porre bene in chiaro certi limiti, perchè se queste flessioni dovessero continuare con il ritmo attuale, ad un certo momento potremmo anche ritrovarci nella necessità di ulteriori incrementi del settore e nella situazione di non avere più la manodopera qualificata, perchè una volta che si fosse abbandonata la fiducia durevole in questa attività, forse molti di quei lavoratori non ci torneranno.

Ecco che se, da un punto di vista economico, il problema nel suo insieme presuppone innanzitutto una politica di riadattamento, di efficace riconversione, di investimenti organici, non dobbiamo considerare come secondario l'aspetto sociale, che è primario anch'esso ed è fondamentale anche agli stessi fini economici e produttivi.

E' giusto dunque che consideriamo, come ha fatto la relazione sottopostaci testè dal nostro relatore, i problemi che possono in qualche modo aiutarci a risolvere la questione in maniera veramente efficace.

Il primo problema è quello dell'orario di lavoro, che può consentire, attraverso una più organica distribuzione delle ore, richieste non solo dalla situazione attuale, ma anche da una situazione di possibile espansione produttiva, di dare occupazione a una più alta percentuale di lavoratori. Tra l'altro questa riduzione dell'orario di lavoro nel settore carboniero deve costituire un traguardo di grande importanza proprio per la natura stessa del settore. Se tutte le categorie lavoratrici, battendosi per partecipare in maniera più proporzionata allo sviluppo produttivo moderno, premono oggi per avere un orario di lavoro più confacente alla piena espansione della personalità del lavoratore, per consentirgli una partecipazione più ampia alla vita della famiglia, per i minatori questa esigenza si collega in maniera strettissima anche al tipo, alla pericolosità e alla durezza del loro lavoro.

Questa è dunque una strada principale e bene faranno l'Alta Autorità e i singoli governi, in collaborazione con le organizzazioni sindacali, a promuovere un discorso perchè, sul piano della contrattazione collettiva, si addivenga ad una ordinata distribuzione delle ore di lavoro, che allarghi la piattaforma delle ore garantite a ciascun lavoratore.

Ma io credo che non possiamo fermarci qui. Mentre dobbiamo ricordare quei provvedimenti che sono stati chiamati positivi, non possiamo tuttavia dimenticarci di una esigenza pressante che giustamente è stata ricordata dal nostro Relatore: a lungo andare non possiamo pensare di risolvere i problemi della crisi carboniera con indennità sostitutive del guadagno, con indennità speciali, che per loro natura sono contingenti. Ma non dobbiamo nemmeno considerare che il problema vada risolto guardando soltanto alle necessità economiche, senza contemperare le conseguenze di questo sviluppo economico con talune esigenze sociali che devono essere ugualmente salvaguardate.

Il problema è di armonia nell'adozione di provvedimenti, se volete, meglio distribuiti nel tempo e nei modi, che accompagnino questo sforzo di ridimensionamento e di riadattamento del settore. La linea fondamentale che dovrebbe guidarci è questa: la rinuncia ai provvedimenti di carattere eccezionale, per esempio la rinuncia alle formule come l'indennità della C.E.C.A., di cui si deve parlare in questo periodo, perchè dovrebbe cessare col 30 settembre prossimo, si accompagna e si giustifica solo col venir meno di un bisogno di salario, in qualche modo ga-

rantito dalle forme della solidarietà pubblica ed europea.

E' ben facile riconoscere che la via fondamentale di soluzione è la via dello sviluppo economico. Se ci fermassimo qui potremmo cadere in una interpretazione di tipo liberale, che lascia risolvere dallo stesso svolgimento delle cose le conseguenze dannose nei confronti del mondo del lavoro. Pare a me invece che l'Alta Autorità, che con tanta sensibilità ed acutezza ha impostato il problema, possa continuare a dirigersi su questa linea.

Ripeto, si tratta di provvedimenti senza dubbio eccezionali, che possono aver luogo per questo o quel paese o forse meglio per tutti i paesi nei quali vi sia un evidente bisogno, ma essi devono essere considerati necessari e la loro eccezionalità deve diventare uno sforzo per via via limitarli nella misura in cui si sostituisca qualcosa che garantisca davvero un lavoro durevole e un salario sufficiente. È per questo che ritengo indispensabile prorogare l'indennità C.E.C.A.

E' chiaro che, accanto a questa esigenza, ve n'è un'altra ancora più importante: quella che ci riconduce alle linee fondamentali di uno sviluppo organico del settore, di tutta l'attività economica, attraverso una forma di riadattamento, alla riconversione, a una politica intelligente sul piano comunitario nel suo insieme come sul piano regionale

Ma poichè anche in questo settore, accanto all'impegno che deve guidare la politica economica, sia degli Stati sia della Comunità, così come gli impegni degli imprenditori, va considerato il posto del lavoro e quanto compete al lavoro perchè dia il suo contributo irrecusabile a questo sviluppo, ricordo e sottolineo, sia pur brevemente, l'esigenza di un ulteriore sviluppo dell'istruzione e della formazione professionale, la quale possa servire sì al settore in se stesso considerato, ma serva anche ad agevolare lo spostamento dei minatori che non trovino stabile occupazione nel settore suddetto verso altri settori.

Onorevoli Colleghi, mi pare che si debba dire che occorre prevedere tutte queste cose e studiarle nel loro insieme dando a ciascuna di esse il giusto grado di priorità. In tal modo si può veramente raggiungere una visione di sviluppo economico fondato sul razionale impiego di tutte le risorse, purchè si faccia sul serio, purchè si riesca davvero a creare qualcosa di durevole, che assicuri lavoro e un giusto salario ai lavoratori, con forme con le quali la Comunità

stessa possa intervenire a suggerire, a stimolare, a controllare una efficace espansione di questo e degli altri settori.

Credo che questa esigenza, che noi tutti sentiamo, faccia parte dell'anima stessa, della volontà politica originaria del Trattato, che nei suoi primi articoli pone l'esigenza di garantire la stabile occupazione e l'espansione del benessere in tutta la Comunità; ma credo ancora che tutto questo si debba volere anche per una ragione politica.

Questa ragione politica può dirsi in certo senso più alta, perchè è vero che tutto questo sforzo va compiuto e viene compiuto da noi in una prospettiva di consolidamento e di sviluppo della visione europeistica; ma non debbono essere solo gli ideali a guidarci; occorre, infatti, che accanto agli ideali ci siano i fatti. Anche quando la situazione è difficile, quando per realizzare i fatti occorrono dei sacrifici, perchè così daremo veramente la testimonianza dell'efficacia dell'idea europea, per l'espansione economica e la elevazione sociale di tutte le popolazioni della Comunità.

(Applausi)

M. le Président. — Je remercie l'honorable M. Penazzoti et je donne la parole à M. Krier.

M. Krier. — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs je désire tout d'abord remercier M. Bertrand de son excellent rapport qui contient toute une série d'aspects intéressants au plus haut degré l'Assemblée et dont quelques-uns méritent notre attention toute particulière.

En ce qui concerne le problème de la réadaptation, l'évolution des derniers mois a montré que l'Assemblée a été très bien inspirée en donnant son appui le plus large à la révision de l'article 56 du traité de la C.E.C.A. Cette révision ne pourra cependant donner ses pleins effets que si la Haute Autorité dispose des ressources nécessaires pour appliquer les dispositions de l'article révisé à tous les cas de réadaptation qui se présentent.

Je me réjouis dans cet ordre d'idées qu'il ait été possible, avec l'aide des commissions compétentes de l'Assemblée, de réduire à néant les attaques de certains milieux contre le taux du prélèvement et même contre le principe du prélèvement inscrit dans le traité de la C.E.C.A.

S'il existait encore des tendances de régler sur le plan national ou par des mesures natio-

nales les difficultés résultant de la crise charbonnière, ces tendances seraient regrettables car elles ne seraient certainement pas conciliables avec l'esprit communautaire qui devrait prévaloir.

C'est d'ailleurs dans ce contexte que je désire souligner la remarque de M. le Rapporteur touchant la prolongation et l'extension de l'allocation spéciale. J'espère que la Haute Autorité voudra bien nous donner des indications précises sur ses intentions au cours de ce débat, car le temps presse non seulement pour les mineurs d'un pays, mais pour les mineurs de tous les pays de la Communauté.

La Haute Autorité est aussi et certainement mieux au courant de la situation; les statistiques de chômage sont éloquentes et une carence dans ce domaine porterait à la Haute Autorité et à la Communauté tout entière un préjudice difficilement réparable.

M. le Rapporteur a qualifié de négatives les réparations des dommages subis, par l'octroi d'allocations temporaires ou d'aides à la réadaptation. Il a aussi mentionné des mesures positives et, parmi celles-ci, la possibilité d'une réduction de la durée du travail.

Notre Assemblée a déjà, par sa résolution de janvier 1959, apporté une contribution valable à une solution du problème de la durée du travail, qui est à l'ordre du jour non seulement dans les pays de la Communauté mais dans bon nombre d'autres pays dans l'Europe et dans le monde.

La 44^e session de la conférence internationale du travail, qui vient de s'achever, a adopté à une large majorité une recommandation concernant l'introduction de la semaine de 40 heures. Je crois que notre Assemblée pourrait une fois encore apporter une contribution utile à la solution du problème de la durée du travail en invitant les employeurs des industries de la Communauté à se mettre d'accord avec les organisations des travailleurs, éventuellement dans le cadre des commissions mixtes et sous l'égide de la Haute Autorité, afin d'apporter une solution communautaire au problème de la réduction de la durée du travail, solution qui réponde aux exigences de l'harmonisation dans le progrès et qui pourrait mettre nos six pays à l'avant-garde du progrès social.

Monsieur le Président, je regrette avec l'auteur du rapport les lenteurs enregistrées en ce qui concerne la mise sur pied d'une politique

commune en matière de formation professionnelle.

Au début de son rapport, M. Bertrand illustre par des chiffres la régression vraiment alarmante du nombre des jeunes travailleurs et des apprentis dans l'industrie charbonnière. Il nous apprend ainsi que dans tous les pays de la Communauté le nombre de nouveaux travailleurs qui demandent à être employés dans les mines diminue constamment: on comptait 61.600 nouveaux travailleurs au fond au cours du premier semestre de 1957 contre 38.700 au cours du premier semestre 1958 et à peine 16.600 pendant la même période de l'année 1959. M. Bertrand nous dit encore que le nombre d'apprentis dans les mines de houille a passé de 70.200 à la fin du mois de décembre 1957 à 57.900 à la fin du mois de juillet 1958 et à 48.600 à la fin du mois de juin 1959.

Il serait intéressant et important d'apprendre vers quels secteurs se sont tournés ces jeunes et dans quelles conditions ils ont déserté l'industrie charbonnière.

La régression de l'industrie charbonnière et la désertion des jeunes de cette industrie m'amène d'ailleurs à reprendre une double question posée par le B.I.T. et qui mérite un examen sérieux de notre part. La voici :

Dans quelle mesure les vieux systèmes, nés dans le climat de plus grande maturité de l'industrialisation européenne, font-ils face aux problèmes réels qui se posent aux jeunes travailleurs qui vivent dans une société où l'on assiste à l'effondrement des formes traditionnelles de sécurité et où l'accélération de l'évolution, si caractéristique de notre temps, est telle qu'on n'a pu faire grand'chose pour combler les lacunes sociales que laisse derrière lui le progrès économique? Dans quelle mesure ces systèmes sont-ils adaptés aux besoins particuliers des jeunes qui émigrent de la campagne à la ville, et j'ajoute, d'une industrie à l'autre?

De la situation actuelle, nous devons d'ores et déjà tirer l'enseignement que nous avons l'obligation de nous occuper d'une manière beaucoup plus intense du sort et des possibilités d'orientation des jeunes travailleurs.

Nous ne sommes d'ailleurs pas les seuls à nous préoccuper du problème. Le directeur général au Bureau international du travail a consacré tout un volume de son rapport à la 44^e session de la conférence internationale du travail à ce problème: La jeunesse et le travail.

Dans sa réponse au grand nombre d'orateurs, qui étaient intervenus dans la discussion de son rapport, il a dit entre autre :

« Dans les pays avancés du point de vue industriel, le rythme rapide de la modernisation des processus de production sera au centre de tous les problèmes qui se poseront durant les années à venir. Les innovations techniques font apparaître de nouveaux métiers, modifient les structures du monde du travail ; à long terme, le problème est désormais moins de créer de nouveaux emplois que d'utiliser avec le maximum d'efficacité les ressources de main-d'œuvre. Les jeunes gens doivent être orientés, instruits et formés de façon à être bien équipés pour s'acquitter des tâches qui seront les leurs et pour vivre dans la société de demain. Ils auront besoin d'une formation technique d'une large portée qui leur permettra d'apprendre de nouveaux métiers à mesure que la technique les créera, et ils auront besoin d'un enseignement de caractère humaniste très large lui aussi, grâce auquel ils sauront affronter sans crainte et comprendre les aspects si complexes d'une société caractérisée par une extrême mobilité.

Il faudra également qu'ils aient la possibilité de compléter par des moyens très divers et après avoir quitté l'école, leurs connaissances techniques et sociales.

Dans l'élaboration des programmes d'enseignement et de formation, il sera notamment impérieusement nécessaire d'étudier l'évolution des besoins de main-d'œuvre et les conséquences de cette évolution sur l'enseignement et la formation des jeunes. »

C'est là une partie de la réponse du directeur général du Bureau international du travail à la question posée.

Si nous voulons éviter à l'avenir, et surtout à moyen et à long terme, les mesures négatives de réadaptation, nous avons l'impérieux devoir de mener, sur le plan communautaire, une politique d'orientation et de formation professionnelle des jeunes. Une telle politique d'investissements paiera, surtout si elle se fonde sur la recherche judicieuse des besoins de la société tout entière dans les années à venir. Il va sans dire que la Haute Autorité seule ne pourra effectuer ces recherches et que celles-ci et la politique que nous préconisons devront être poursuivies en commun par la Haute Autorité et les commissions de la C.E.E. et de l'Euratom.

Les trois exécutifs pourraient entreprendre d'un commun accord des recherches sur les nouveaux métiers que les innovations techniques font apparaître en vue d'orienter les jeunes dans leur formation technique vers ces nouveaux emplois créés par l'évolution accélérée de la technique et leur procurer ainsi non seulement du travail mais le bien-être et la sécurité la plus complète.

Pour l'Europe que nous sommes en train de construire, nous avons besoin des jeunes, ce qui nous oblige à ne rien négliger pour qu'ils puissent avoir confiance dans la société et dans l'avenir de notre Europe.

Si mon intervention a dépassé le cadre du rapport en discussion, je m'en excuse ; mais j'ai tenu à exprimer ici mes appréhensions en ce qui concerne le problème des jeunes et j'ose croire que ces appréhensions et la volonté de promouvoir une politique communautaire en faveur de la jeunesse seront partagées par l'Assemblée.

(Applaudissements.)

M. le Président. — Je propose de renvoyer la suite de la discussion à demain.

(Assentiment.)

Tagesordnung der nächsten Sitzung

Ordre du jour de la prochaine séance

Ordine del giorno della prossima seduta

Agenda van de volgende vergadering

M. le Président. — Prochaine séance, demain, mardi 28 juin :

Le matin :

de 11 à 13 heures : suite et fin de l'ordre du jour de cet après-midi.

L'après-midi :

de 15 à 16 heures : Présentation du 3^e rapport général de la Commission de la C.E.E.

de 16 à 19 heures et éventuellement le soir :
— Déclaration de M. van der Schueren, président en exercice du Conseil spécial de ministres de la C.E.C.A. ;

— Présentation et discussion des rapports :
de M. De Block sur les recherches scienti-

fiques et techniques entreprises dans le cadre de la C.E.C.A. ;

de M. Bertrand sur les aspects humains et médicaux des recherches entreprises dans les pays de la Communauté en ce qui concerne la sécurité et l'hygiène du travail ;

- Présentation, discussion et vote du rapport de M. Margulies sur l'état prévisionnel des dépenses et des ressources de l'Assemblée parlementaire européenne pour l'exercice 1961 ;
- Présentation et discussion du rapport de M. Kreyssig sur les questions budgétaires et financières de la C.E.C.A. ;

— Présentation, discussion et vote du rapport de M. Janssens sur la publicité à donner aux pétitions ;

- Présentation, discussion et vote du rapport de M. Estève sur la proposition de résolution tendant à compléter le titre de la commission de la recherche scientifique et technique.
La séance est levée.

(Die Sitzung wird um 19.35 Uhr geschlossen.)

(La séance est levée à 19 h 35.)

(La seduta termina alle 19.35.)

(De vergadering wordt om 19.35 uur gesloten.)

